

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES RÉGIONALES.

Par
Annie Bonneau
B.A. en Histoire
B.A. en Sc. Politique

Balkanisation et processus d'identification culturelle.
Le cas de la Macédoine.

Juillet 1999



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

Résumé de Mémoire

De l'histoire aux Sciences sociales, j'ai cherché à comprendre le processus d'identification culturelle dans la Macédoine. Celui-ci a été mis en évidence par la mondialisation qui est venu questionner la légitimité territoriale. Cette légitimité territoriale nous apparaît à partir du processus de reconnaissance internationale. Cette reconnaissance met l'accent sur les mouvements de frontières survenus à travers les siècles. La périodisation nous a permis d'analyser la relation temps / espace qui explique l'impact du morcellement territorial.

Le morcellement territorial influence le mouvement de population et le mouvement des frontières, ceux-ci auraient une importance dans la définition des États considérés dans leur cadre physique pour que la légitimité territoriale de ces nouveaux États souverains ne soit pas remise en question.

La définition de l'État physique nous amène à regarder le dualisme corps /âme ou État / culture. Ce dualisme emprunté au rationalisme cartésien, nous amène à observer la démarche de reconnaissance internationale qui nous amènera à préciser la nation macédonienne considérée comme un projet de société qui cherche à dépasser le terme *nation*.

La démarche entreprise par la Macédoine en 1991 est loin d'être terminée, d'autant plus que le conflit au Kosovo vient compromettre l'équilibre politique que la Macédoine est parvenue à établir. Ce conflit vient questionner la capacité de ces nouveaux États de gérer les relations ethniques à l'intérieur d'un État physique qui s'appuie sur une constitution adoptée démocratiquement.

Nous avons donc essayé de démontrer la nécessité pour les nouveaux États souverains de se bâtir un État physique solide qui obtient l'approbation de la Communauté internationale, et ainsi pouvoir définir une culture qui lui permettrait de construire une nation qui deviendrait le moyen d'expression de l'ensemble de la collectivité.

A.B.

Table des Matières

Liste des Annexes.....	IV
Liste des cartes	V
Liste des graphiques.....	VI
Liste des schémas	VII
Liste des tableaux.....	VIII
 Sigles et Abréviations	 IX
 Avant- propos	 1
 Carte générale : De l'Adriatique à l'Indus.....	 3
 Introduction	 4
 Origine du mot «Macédoine »	 7
 Méthodologie et concepts	 14
1-Le doute.....	15
2- Double dualité	16
3- Rationalité cartésienne.....	18
4- L'impérialité au cœur de la Macédoine	20
5- D'un concept à l'autre	22
5.1 Processus d'identification culturelle	23
5.2 Nation macédonienne.....	23
5.3 Morcellement territorial historique	25
5.4 Reconnaissance internationale	26
5.5 L'État	26
 Partie 1 : Périodisation et Morcellement territorial	 29
 Introduction	 30
 Chapitre 1 : L'empire d'Alexandre (±336- 323 av. J.-C.)	
Prélude d'une nation	32
1.1 Avant Alexandre : De Macédon à Philippe.....	32
1.1.1 Qui est Alexandre ?.....	35
1.2 L'empire d'Alexandre.....	39
1.3 L'empire : de l'idéologie à la nation	48

Chapitre 2 : L'empire ottoman (±1371- 1683)	
L'impact des frontières	57
2.1 Avant l'empire ottoman : Mouvement dans les populations.....	57
2.2 L'empire ottoman : Mouvement dans les frontières	63
2.2.1 De l'Occident à l'Islam	64
2.3 Macédoine : au carrefour de deux mondes	68
Chapitre 3 : L'empire austro-hongrois (±1683- 1918)	
Comprendre la question balkanique	77
3.1 Déclin de l'empire ottoman : une Europe en changement	77
3.2 L'empire austro-hongrois : la fin du caractère historique des événements pour les Balkans	82
3.2.1 Du compromis à la guerre balkanique.....	88
3.3 La Macédoine : enjeux, sa destinée.....	92
Conclusion	111
Partie 2 : Mondialisation et légitimité territoriale	115
Introduction	116
Chapitre 4 : Tito et son empire (±1918- 1980)	
Les ambitions de l'homme ou le rêve du Monde.....	123
4.1 Prélude de l'empire titiste	123
4.1.1 Tito : sa vie, son œuvre	129
4.2 De l'idéologie à l'empire	131
4.3 L'Étau des Siècles	137
Chapitre 5 : Les enjeux de l'Europe face aux Balkans	145
5.1 Du jour au lendemain	145
5.2 De l'analyse des enjeux	148
5.3 Mondialisation et balkanisation : aperçu d'une nation	154

Chapitre 6 : L'avenir des Balkans	
La Macédoine regarde le Kosovo	157
6.1 Qu'est-ce que le Kosovo ?	158
6.1.1 Vivre au jour le jour avec les Albanais	163
6.2 L'effet Kosovo	165
6.3 Au cœur des Balkans	169
Conclusion	173
Conclusion générale	177
Appendice : Schéma synthèse	185
Bibliographie	187
Articles de journaux	195

Liste des Annexes

Annexe 1 : Rationalisme en Macédoine.....	28
---	----

Liste des cartes

Cartes chapitre 1 :

Carte I : Régions et villes en relation avec l'histoire macédonienne.....	52
Carte II : Les régions dans le monde hellénique.....	53
Carte III : Royaume de Macédoine sous Philippe II.....	54
Carte IV : La fondation des Alexandrie	55
Carte V : Le Monde hellénistique en 188 av. J.-C.	56

Cartes chapitre 2 :

Carte VI : Mouvement des populations	72
Carte VII : L'empire de Basile II	73
Carte VIII : Les grandes invasions	74
Carte IX : La 4 ^e croisade	75
Carte X : Formation de l'empire ottoman	76

Cartes chapitre 3 :

Carte XI : Démembrement de l'empire ottoman	97
Carte XII : Expansion et retrait de la puissance ottomane	98
Carte XIII : La monarchie austro- hongroise	99
Carte XIV : Première guerre balkanique et deuxième guerre balkanique	100
Carte XV : Les trois Macédoines	101
Carte XVI : Campagne de Macédoine	102
Dossier : Mouvement des frontières (7 cartes)	103 à 110

Carte introduction Partie 2 :

Carte XVII : Composition ethnique	120
---	-----

Cartes chapitre 4 :

Carte XVIII : Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes.....	142
Carte XIX : Division administrative du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes	143
Carte XX : Formation de la Yougoslavie	144

Carte Chapitre 6 :

Carte XXI : Poudrière balkanique	171
--	-----

Liste des graphiques

Graphique 1 : Taux de chômage en pourcentage	141
--	-----

Liste des schémas

Schéma 1 : Généalogie de Macédon.....	13
Schéma 2 : Organisation politique et économique	140

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition ethnique en Macédoine, 1994	121
Tableau 2 : Appartenance religieuse en Macédoine	122
Tableau 3 : De l'intégration à la révolte	172

Sigles et Abréviation

Av. J.-C. : avant Jésus- Christ

EAGR : Entreprises autogérées

FYROM : Former Yougoslavian Republic of Macédonia

ALK : Armée de libération du Kosovo

Avant-propos

Pour arriver au sujet que j'ai retenu, j'ai cheminé dans plusieurs champs académiques. Après un baccalauréat en Histoire, j'ai bifurqué vers les Sciences politiques qui m'ont permis d'avoir une formation multidisciplinaire que j'ai approfondie par des cours en Sciences sociales. Avec cette formation, je pouvais mieux regarder l'aspect social des événements politiques qui viennent marquer l'histoire du monde.

Comme l'histoire s'écrit au jour le jour, l'actualité politique procure beaucoup de matière à réflexion. Mon sujet de mémoire s'inspire ainsi d'un événement qui marqua sans doute l'histoire. La crise balkanique et plus précisément l'éclatement de l'ex-Yougoslavie a donc motivé mes premières recherches. Elles ont suivi d'abord, une approche plus historique, en insistant sur le lien avec la Grèce antique. Pour cela, j'ai commencé à questionner les raisons pour lesquelles les Balkans se sont enflammées de la sorte.

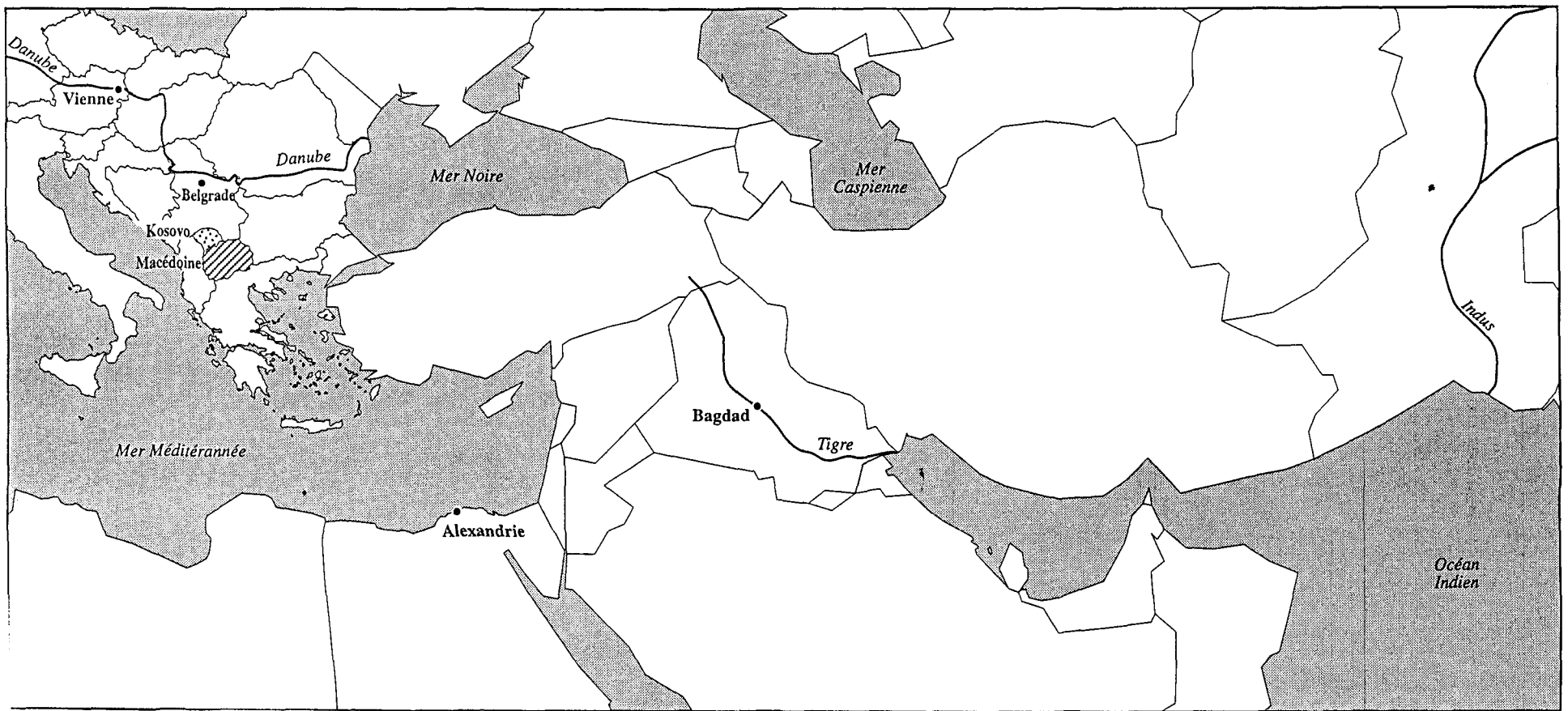
Malgré un conflit intense dans les Balkans, j'ai constaté, par la suite, que cette région laissait beaucoup d'ombres ou méconnaissances dans son histoire. C'est en m'intéressant aux événements des années 1990, c'est-à-dire aux relations troubles entre la Grèce et les républiques de l'ex-Yougoslavie (notamment, le Blocus grec de 1994 à l'endroit de la Macédoine) que je me suis rendu compte jusqu'à quel point le passé pouvait participer à la compréhension du présent. Bref, on pouvait encore appliquer l'adage : « Trouver le présent dans le passé et vous comprendrez le monde ». Cet événement était en

apparence un blocus économique, à l'analyse il devenait le cheval de Troie d'une question plus complexe, à savoir un conflit d'ordre culturel et la revendication d'un héritage patrimonial.

J'avais alors un sujet peu exploité, la Macédoine et une première piste qui prenait la forme suivante : le processus d'identification culturelle dans un monde mutilé tels les Balkans, s'imposerait au moment où s'exercent des jeux politiques aux frontières.

De cette piste, j'ai construit un petit schéma qui m'a permis de formuler ma problématique et de construire deux questions de recherche qui complètent celle-ci. Vous trouverez ce schéma en appendice à la page 186. Pour une question de localisation, j'ai placé à la suite de cet avant-propos, c'est-à-dire à la page 3, une carte retraçant le contexte géopolitique qui encadre ma problématique. De la mer Adriatique à l'Indus, la Macédoine rayonne et ce malgré l'histoire qui a été écrite. Quelques cours d'eau et des éléments importants qui ont joué un rôle dans le déroulement et le marquage historique de la Macédoine y sont indiqués.

De l'Adriatique à l'Indus



Source : Laboratoire de cartographie, UQAC, Claude Chamberland.

Introduction

De cette fin de siècle et veille d'un nouveau millénaire, l'an 1998 se présentait comme étant l'année de la diplomatie marquée par les Jeux Olympiques de Nagano (Japon) et par l'ouragan Mitch qui a réveillé une solidarité internationale. En 1998, l'équilibre de la mondialisation a été secoué à la fois par la crise asiatique et l'arrivée de l'Euro en fin d'année ; le Monde a craint une nouvelle crise entre l'Irak et les États- Unis, mais surtout la Communauté internationale revit la tension d'une crise au Kosovo qui semblait s'orienter vers le pire.

À la lumière des événements de cette seule année 1998, il devient primordial pour les générations à venir de comprendre les conflits du passé pour envisager un développement mondial durable et équitable. Je fais donc un pas dans cette direction en étudiant la Macédoine, pour envisager une compréhension du monde selon les nouvelles modalités de la mondialisation. Je n'apporterai pas de grandes conclusions scientifiques mais j'essayerai de contribuer, par ce mémoire, à faire connaître un pays neuf aussi vieux que l'histoire de l'humanité.

La problématique et les questions qui seront traitées dans mon mémoire, furent bâties à partir d'une analyse du concept de région basée sur les relations interethniques et culturelles dont la Macédoine peut être un cas de figure.

La mondialisation met en évidence le processus d'identification culturelle qui est devenu nécessaire à la suite du morcellement territorial historique, ce qui permettrait une reconnaissance internationale de la nation macédonienne, considérée comme projet de société et définie au-delà du terme nation.

Dans un premier temps, il sera répondu à cette question :

Est-ce que les revendications de la Grèce suite à la déclaration d'indépendance de la Macédoine, avaient un réel fondement historique ou cachaient-elles des intérêts économiques basés sur une problématique territoriale ? La situation de la Grèce coincée entre l'Occident et l'Orient, nous suggère une nécessité d'acquérir plus de stabilité pour l'exploitation du territoire grecque.

Dans un deuxième temps, nous apporterons des éléments de réflexion sur cette observation :

Dans le contexte de mondialisation, l'ex-Yougoslavie morcelée en républiques autonomes recherche des liens avec les autres pays du monde. À la différence de la Communauté européenne, cette recherche de liens internationaux s'appuie sur le fait que les nouveaux pays ont consolidé leur identité culturelle. Dans ce sens, le cas de la Macédoine est un cas de figure. La reconnaissance internationale contribuerait à l'accélération de l'identification nécessaire à cette ouverture sur le monde et ce aux dépens d'une particularité macédonienne qui correspondrait au syncrétisme culturel comme

spécificité nationale. Ce questionnement portera sur la différence de représentation entre la Macédoine et le FYROM.

Pour répondre à cette problématique, nous utiliserons une approche socio-historique que sera développée en deux parties. La première partie portera sur la périodisation et le morcellement territorial et exploitera les notions d'espace et de temps à travers des périodes historiques ayant contribué au développement de la question macédonienne.

La seconde partie présentera l'impact de la mondialisation et insistera sur la légitimité territoriale en Macédoine. Cette partie abordera la relation institutions et culture selon l'approche cartésienne que nous vous expliquerons plus loin. Dans cette partie, nous nous arrêterons sur l'avenir des Balkans et ce en regardant le conflit au Kosovo. La Macédoine se fera observatrice, ce qui permettra de mettre en perspective l'impact de la proximité du Kosovo dans son devenir international.

D'abord, il est intéressant de se rappeler un élément important à la compréhension du contexte macédonien soit les origines du mot « Macédoine ».

Origine du mot « Macédoine »

Dès le début de mes investigations pour établir les origines du mot « Macédoine », je me suis butée à l'incertitude des informations recueillies. De plus, la présence d'hypothèses contradictoires dans nos sources a créé une grande lacune. Celle-ci vient appuyer la nécessité de la reconnaissance internationale en insistant sur la légitimité territoriale de la nation macédonienne. Cette lacune vient envelopper la difficulté du processus d'identification culturelle qui permettrait de trouver sa place en tant que nation légitime. Avant de démêler cette conjoncture, regardons les hypothèses sur les origines du mot « Macédoine ».

D'abord, nous avons fait appel à la mythologie pour tirer nos constatations préliminaires. Nos principales sources n'ont pas permis de clarifier les éléments retenus, malgré tout nous sommes sur la même piste que plusieurs auteurs retenus ultérieurement et toutes nos hypothèses tendent vers une confirmation.

Ainsi, nous établissons que le mot « Macédoine » serait issu du héros éponyme qui aurait reçu la régence de cette région de ses parents, il s'agit de *Macédon*. C'est en vérifiant sa généalogie que nous nous sommes heurtés à un brouillard très dense qui prend l'aspect d'une fourche à quatre dents (voir schéma à la page 13) qui ne trouve pas d'explication précise dans la mythologie. Nous observerons la généalogie de *Macédon* à partir d'un schéma qui a été construit à l'aide de plusieurs sources générales.

La première possibilité quant aux origines généalogiques de *Macédon* serait qu'Osiris, génie du Nil, pourrait être son père et qu'Anubis aurait été son frère. Ainsi, *Macédon* relèverait de la mythologie égyptienne. Cette première direction ne trouve aucun lien logique dans les récits mythologiques, donc nous pouvons la réfuter et regarder vers une autre branche de la généalogie de *Macédon*.

En regardant celle-ci, nous faisons de *Macédon* le fils de Lycaon, roi d'Arcadie. Avant de parler du personnage, situons la région : celle-ci est située au cœur du Péloponnèse, elle est amplement au sud de la Macédoine. L'hypothèse serait que *Macédon* aurait reçu la zone de la Macédoine comme héritage ou comme butin de guerre ou de conquête. Ainsi, nous nous rapprochons d'une hypothèse plausible qui met en évidence le lien entre l'histoire d'un peuple qui serait à la fois conquis et conquérant.

Notre troisième hypothèse viendrait de l'historien Hallanicos et présente *Macédon* comme le fils d'Eole, dieu des vents ou roi d'Eolie. Eole aurait eu dix enfants mais dans toutes les sources consultées, je n'ai pu obtenir les noms de ceux-ci, ce qui ne me permet pas d'infirmer ou de confirmer cette hypothèse. De plus celle-ci est la plus improbable, n'ayant aucun lien avec de possibles conquêtes et relevant entièrement de récits mythologiques relatés par les historiens. De plus, Hallanicos nous ouvre la voie de l'analyse linguistique en présentant la possibilité que le macédonien serait un dialecte éolien ; nous verrons plus loin que cette hypothèse est tout à fait fausse.

Notre dernière branche et la plus probable, ferait de *Macédon*, le fils de Zeus. *Macédon*, dans cette branche aurait pour frère Magnès, héros éponyme de la Magnésie. Cette région étant située dans la péninsule thessalienne donne accès à la mer Égée, et étant à la bordure nord du Mont Olympe, la Magnésie est presque limitrophe à la Piérie macédonienne et ses origines sont issues du nom de Magnès. De plus, *Macédon* serait le fils de Thyia, nymphe qui aurait été aimée de Zeus. En plus d'être la mère de *Macédon*, Thyia devient la nourricière de Delphos qui donna son nom à Delphes ; ainsi, celui-ci est tout comme le héros éponyme de cette région qui est sise en Étolie près du golfe de Corinthe. Donc, *Macédon* serait un demi-dieu qui aurait reçu la gouverne de la Macédoine et qui lui aurait laissé son nom.

Cette branche généalogique se dédouble. En effet, *Macédon* serait bel et bien le fils de Zeus, toutefois la confusion se fait chez la mère de notre personnage. Hésiode, historien grec, fait de *Macédon* le fils de Zeus et de Pandore qui serait la fille de Deucalion. Elle donna un autre fils à Zeus soit Magnès pour lequel nous n'avons retrouvé aucun récit mythologique.

Il demeure que la proximité du Mont Olympe fait de la Macédoine un héritage des Dieux et fait de *Macédon* un demi-dieu. En terminant cette première partie, nous pouvons dire que *Macédon* a réellement donné son nom à cette région des Balkans et ce malgré sa généalogie douteuse.

En tournant nos investigations vers la définition sémantique du terme macédoine, nous retrouvons deux éléments soit une première définition plus générale qui prend la terminologie suivante : « assemblage peu harmonieux de choses différentes ».¹

Cette définition nous fournit une image assez exacte de ce qui se passe en Macédoine, l'héritage même du nom laisse supposer le trouble qui existe dans l'organisation humaine et physique de cet État.

La seconde définition fait appel à l'histoire spécifique de la Macédoine et se dit en ces termes : « du nom de l'empire d'Alexandre, que constituaient des pays très divers ».²

Celle-ci prendra son sens avec le premier chapitre, nous pouvons dire que cette définition donne une image facile de ce que représente la Macédoine.

Après cette exploration sémantique nous nous sommes tournés vers la linguistique qui donne au terme macédoine la définition suivante : «Un assemblage linguistique issu d'une langue indo-européenne complexe où des éléments illyriens se mêlent à des éléments grecs ».³

¹ L'univers documentaire, Hachette, Paris, 1993, p. 1863.

² Dictionnaire encyclopédique alpha, Éditions Alpha, Espagne, 1982, Tome 15, p.1783.

³ Macédoine, Grand Larousse encyclopédique en dix volumes, Librairie Larousse, Paris, 1962, Tome 6, p.936.

Cette définition nous amène à parler de la relation entre la Grèce et la Macédoine. Celle-ci ne constitue pas l'élément le plus clair de l'histoire macédonienne. En effet, les Grecs considèrent les Macédoniens comme des barbares, des frustres et des violents ; ils vont jusqu'à prétendre que les Macédoniens ne sont pas de véritables hellènes et ce, bien avant la formation de l'empire de Philippe. Ce rejet des Macédoniens se fait en dépit du lien linguistique qui les rapproche des Grecs mais qui est loin de faire la joie de ceux-ci.

En voulant fouiller les relations entre la Macédoine et la Grèce, j'ai déniché une source qui me présentait *Makédon* non pas comme un héros mais comme un simple terme désignant les «habitants du haut pays » ou comme « hommes de haute stature ».⁴ Nous remarquerons que la calligraphie diffère, au départ, j'ai cru qu'il s'agissait d'un autre terme n'ayant aucun lien avec *Macédon*, mais en observant attentivement l'alphabet grec et celui latin, j'ai constaté que pour le grec, le K et le C avaient la même symbolique soit le *cappa* grec.

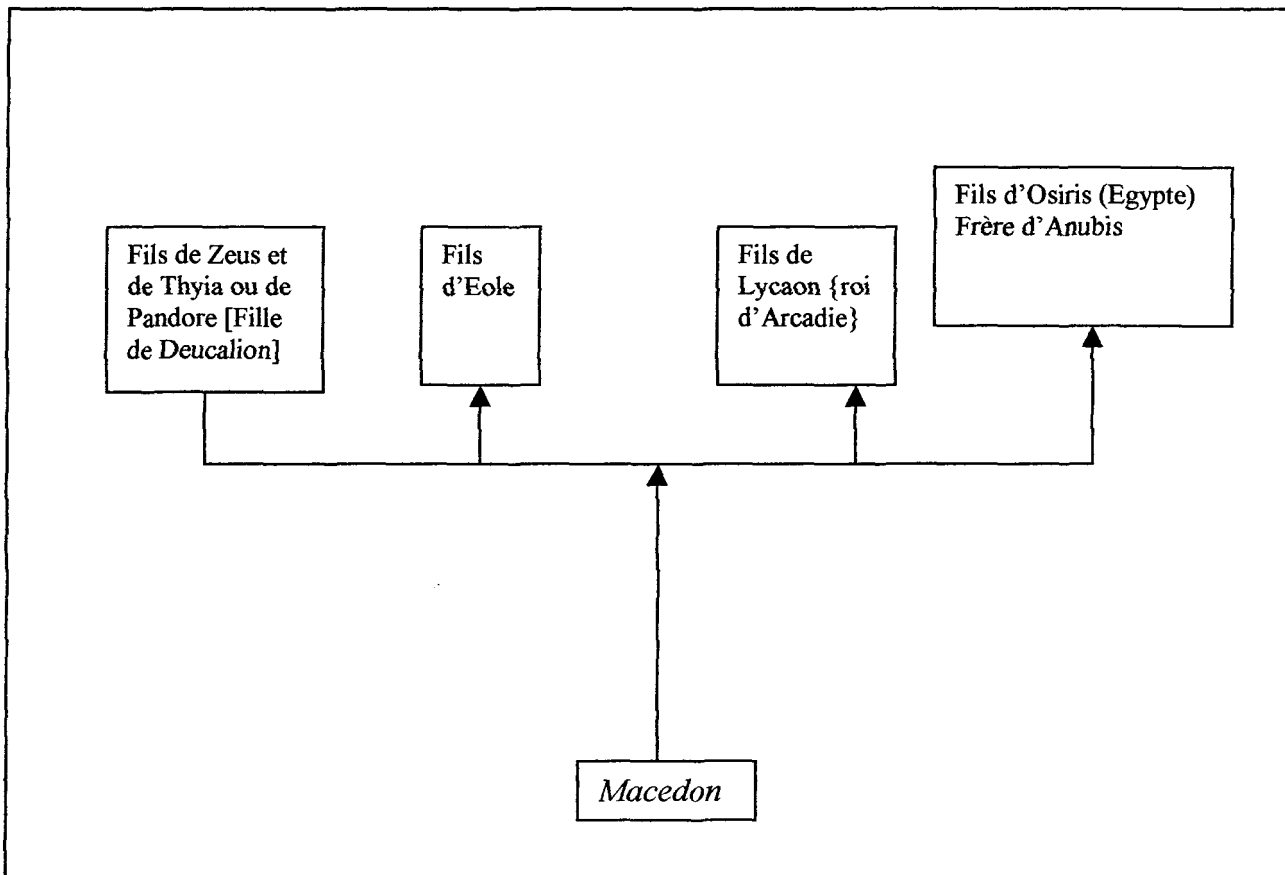
Nous avons complété nos investigations sur les origines de la Macédoine par la formation même du royaume de Macédoine. Avec l'effondrement du monde mycénien suite aux invasions doriennes vers le XIV siècle av. J.-C., se mettent en place les premiers balbutiements du royaume. Les Doriens proviendraient du Caucase ou du sud. Ces envahisseurs sont des ennemis craints qui brûlent tout sur leur passage et qui amènent des mouvements de populations modifiant la constitution ethnique de la péninsule balkanique.

⁴ Auteurs collectifs, Alexandre le Grand, Hachette, France, 1967, p. 25.

Ainsi, les Doriens descendent jusqu'au Péloponnèse et dans les îles de la mer Égée ; c'est vers les VII-V siècles que les tribus de Macédoine sont unifiées pour former le Royaume de Macédoine avec les premières dynasties des Argéades.

Voilà qui vous présente les origines de la Macédoine et qui vous clarifie brièvement les fondements de ma problématique. Avant d'initier la démonstration de celle-ci, je me dois de présenter mon cadre théorique qui viendra expliquer mon approche.

Généalogie de Macédon



Méthodologie et concepts.

Le cadre de référence que nous utiliserons, est élaboré à partir du rationalisme cartésien. Divisé en quatre sections, ce cadre tisse une toile de fond qui supporte notre démarche. La première section s'appuie sur le doute cartésien et introduit le dualisme corps et âme qui forme notre deuxième section. Celle-ci sera l'élément clé du devenir macédonien. La troisième section insistera sur le rationalisme et amènera la notion d'État. La dernière section de notre méthodologie va au-delà de la conception cartésienne, elle vient expliquer l'impact de l'impérialisme sur la division temporelle et sur la caractérisation de l'État. À partir de Hannah Arendt qui nous présente le développement impérial à partir du *jus* et de l'*impérium* qui font référence à l'empire grec ou romain comme base d'application des notions d'impérialité. Nous sommes allés consulter Raymond Aron qui, à partir des conclusions d'Alfred Weber, nous a montré le caractère d'opposition entre la culture et la civilisation, ce qui nous permet d'introduire le besoin de rationalisation dans la formation de l'État physique. De plus, dans cette section, nous établirons un parallèle avec la mondialisation.

Chacune de ces sections permet de broder le cadre physique de mon mémoire et de baliser ma démarche pour mieux démontrer ma problématique.

I-Le Doute :

La théorie cartésienne au départ se construit sur la prise de conscience de l'existence. Le «cogito ergo sum» qui établit la relation entre l'être pensant et la connaissance du « Je ». De cette capacité d'être pensant, Descartes introduit la perception qui repose sur l'interprétation des sens dans l'analyse des événements. Cette perception qu'il nomme aussi intuition peut engendrer une interprétation erronée des faits ; le doute cartésien permet de questionner cette interprétation teintée par les passions de l'homme.

Dans notre première partie, le doute cartésien nous amène à regarder les événements historiques en évitant le plus possible les interprétations hâtives, influencées par les idéologies de l'histoire. L'histoire de la Macédoine nous révélera ainsi, les phases du processus d'identification culturelle qui passe et s'établit par le morcellement territorial historique. L'objet de ce doute, la Macédoine se construit dans le temps et dans l'espace.

Notre cadre de référence fait appel à deux dualismes soit celui qui définit l'objet cartésien c'est-à-dire l'âme et le corps, et un second qui balise le développement de cet objet soit le temps et l'espace.

2-Double dualité.

La première dualité fait suite au doute car il définit l'objet de celui-ci et provient du «cogito ergo sum » qui est l'expression de l'être pensant ou du sujet. Celui-ci est constitué de deux substances soit l'âme ou l'esprit et le corps ou la matière qui pour la Macédoine devient la culture et l'État (physique).

Lorsque Descartes présente l'âme, il la dit pure conscience et la confond à l'esprit.⁵ Il montre une âme libre sans figure, ni étendue qui est parallèle au corps, à la matière. L'âme est donc, ce qui donne l'essence de l'être pensant. Le corps est la quantité formelle, le support de l'âme ou de l'esprit.

Nous voyons chez Descartes le lien entre ces deux substances qui construisent, qui définissent l'objet. Pour bien comprendre l'application que nous en faisons, nous complétons cette explication du dualisme âme et corps par la conception aristotélicienne de l'âme et du corps.

Pour Descartes, l'âme et le corps constituent deux substances distinctes mais pour Aristote c'est la jonction entre cette âme et ce corps qui compose la substance unique.

⁵ Dictionnaire des philosophes, Encyclopédie Universalis, Albin Michel, Paris, 1998, p. 452.

L'âme d'Aristote «n'est pas un être subsistant par lui-même »⁶ mais bien le principe vital qui donne vie au corps.

Ainsi, lorsque nous observons la Macédoine en tant qu'État politique c'est le dualisme cartésien qui est présent soit un corps physique qui fonctionne malgré sa culture et quand c'est la Macédoine en tant que nation c'est la conception d'Aristote soit un corps physique qui pour s'animer a besoin de son âme c'est-à-dire de sa culture.

Le schéma «Rationalisme en Macédoine », qui est placé à la p. 28, vous illustre cette double conception du dualisme qui nous montre deux parcours possibles du processus d'identification culturelle devant déboucher sur la reconnaissance internationale. Les deux parcours s'appuient sur les relations entre l'âme et le corps. Toute cette démarche repose sur la dichotomie temps et espace qui vient expliquer le morcellement territorial historique et qui nous a imposé un choix méthodologique soit de placer les cartes à la fin des chapitres pour marquer cette dualité.

Le temps étant déterminé par le besoin d'ordonner les événements en fonction de critères tel l'impérialisme ou la mondialisation qui viendra définir les phases de formation de la Macédoine. L'espace pour sa part, complète le temps dans le morcellement territorial en donnant une forme et un étendu à l'État politique, ce qui vient compromettre le vœu de la nation, en quelque sorte.

⁶ Ibidem, p.98-99

Avant de voir de façon plus particulière la notion d'impérialité ; observons la rationalité dans le cas macédonien et le passage vers l'État politique.

3-Rationalité cartésienne.

Le rationalisme cartésien se construit sur les passions de l'âme, précédemment nous avons présenté le dualisme corps et âme, nous avons constaté que l'âme était l'essence du corps. Cette distinction nous amène à voir «les passions qui incitent et disposent l'âme des hommes à vouloir des choses auxquelles prépare leur corps ».⁷

Ces mêmes passions sont des états de l'âme qui sont engendrés par le corps. Donc, les passions incitent l'âme à rechercher les instincts du corps. Ainsi, le corps tend vers la nature. Descartes prend l'exemple du dressage des animaux pour changer la nature propre de ceux-ci. Mais quel élément peut venir modifier la nature de l'homme qui est corps et âme ?

C'est ici que l'on introduit la raison qui vient s'opposer à l'instinct, donc aux passions de l'âme. La raison devient la capacité de raisonner. La réflexion qui émane du raisonnement est la conscience de la conscience, c'est-à-dire la possibilité de changer la nature du corps et d'éviter les jugements incités par les passions de l'âme.

⁷ Ibidem, p.458

La réflexion sous-entend une certaine liberté qui est acquise par la raison qui prend source dans les normes et dans l'ordre social. La rationalité c'est la réalisation de cette liberté de la raison qui devient doctrine. L'héritage du rationalisme se traduit par le passage entre l'État de nature et l'État civil⁸ qui substitue la justice à l'instinct, ce qui amène l'homme à écouter sa raison plutôt que son instinct donc modifie du fait sa nature.

Dans la Macédoine, le rationalisme cartésien implique la transformation de la nature de l'État (corps) soit d'un État-nation à un État politique distinct. Ce passage implique que la Macédoine dans l'expression libre de ses passions ne modifie pas son organisation rationnelle du territoire. Cet élément de notre cadre méthodologique n'est pas l'objet spécifique d'une partie de notre mémoire, il nous permet seulement de construire le projet de société qui est l'idéal du processus d'identification culturelle soit l'émergence d'une nation macédonienne indépendante et souveraine.

Le rationalisme cartésien nous a permis d'identifier le dernier critère qui explique notre approche socio-historique soit la notion d'impérialisme doublé de la balkanisation et de la mondialisation.

⁸ Rousseau, Jean-Jacques. Du contrat social, GF-Flammarion, Paris, 1992, p. 43.

4-L'impérialisme au cœur de la Macédoine.

En dessous de notre démonstration, la notion d'impérialité vient justifier les choix historiques que nous avons faits. La coupure temporelle qui brode le cadre physique de notre mémoire s'appuie sur l'impérialité de la destinée macédonienne.

L'impérialisme devient le construit idéologique qui supporte le concept de morcellement territorial. Parti du besoin d'expansion de l'État-nation, l'impérialisme montre la fragilité du corps politique qui «fait naître une conscience nationale et un désir de souveraineté »⁹ chez les peuples qui sont atteints par ces conquêtes. Ainsi, l'État-nation cherche à créer un empire qui servirait à canaliser les capitaux superflus, et se voit contraint de chercher à assimiler les peuples conquis plutôt que de les intégrer. Ainsi, «moins les nations étaient aptes à incorporer les peuples étrangers, plus elles étaient tentées de les opprimer. »¹⁰ Hannah Arendt distingue deux façons d'établir un empire soit une qui s'appuie sur le *jus*, la loi qui s'impose aux peuples, soit l'*impérium* c'est-à-dire le système que l'on implante plutôt que de l'imposer.

Le *jus* amène un réveil national qui entraîne la chute de l'empire et l'*impérium*, permet une certaine expansion nationale dans un ordre extérieur. L'empire britannique nous présente un exemple de l'*impérium* qui permet aux colonisés de se construire une

⁹ Arendt, Hannah. L'impérialisme, fayard, France, 1982,p.18.

¹⁰ Ibidem, p.59

place dans l'empire, alors que l'empire français exploite en profondeur jusqu'à provoquer une révolte qui entraîne l'effondrement colonial.

La notion d'impérialisme introduit donc la relation entre le colonisateur et les colonisés, ce qui en Macédoine s'observe tout au long de son processus d'identification culturelle et qui mettra en évidence le rôle idéologique de certains personnages sur la nation macédonienne.

La notion d'impérialisme que nous avons présentée précédemment, mène à un second construit idéologique qui fait référence aux Balkans soit la balkanisation. Celle-ci prend son sens dans l'héritage politique, historique et culturel de cette région.

Si l'impérialisme insiste sur le rôle idéologique des individus, la balkanisation montre toute la complexité des rapports collectifs et toute la violence qui en découle. De façon concrète en Macédoine, la balkanisation nous permet de distinguer les événements qui modifient la composition socio-politique de la nation macédonienne. C'est ici, que les réflexions de Raymond Aron, nous permettent de comprendre l'héritage culturel de la balkanisation. La rationalité amenée par l'État qui découle du concept «civilisation», nous montre la capacité de gérer la culture qui est transmise dans le temps, alors que l'État se transforme suite aux évolutions des civilisations.

Cette évolution des civilisations passe au lendemain de la Seconde guerre mondiale par la mondialisation qui se fait sentir avec la volonté d'ouvrir les frontières aux échanges économiques.

Ainsi, l'analyse de la balkanisation fait appel au concept de mondialisation qui accentue les résultats de ces deux concepts (impérialisme et balkanisation). La mondialisation devient une variable de temps qui intensifie le processus d'identification culturelle et nous permet d'établir des critères d'analyse. Ainsi lorsque nous faisons intervenir l'Union européenne qui est définie à partir du Traité de Maastricht (1992), nous balisons les débuts de l'influence de la mondialisation en Macédoine. Donc, nous appliquons le concept de mondialisation dans un contexte récent. La mondialisation permet une lecture des Balkans qui cherche de nouvelles bases de compréhension.

En regard de ces éléments méthodologiques nous devons dans cette dernière section, définir certains concepts qui préciseront notre problématique et nous permettront d'arriver à notre première partie.

5-D'un concept à l'autre.

Les quelques éléments suivants nous permettront de condenser les diverses approches qui supportent notre pensée. Débutons par l'élément clé de notre problématique soit le processus d'identification culturelle et la nation macédonienne.

5.1-Processus d'identification culturelle.

Le processus d'identification culturelle représente la succession des événements qui permettent de déterminer l'identité culturelle de la nation. Nous parlons d'identification pour marquer la progression dans l'élaboration d'une identité culturelle qui pour la Macédoine prend la forme non pas de caractéristiques statiques mais plutôt de base servant à reconnaître la nation macédonienne que nous définirons ci-après. Cette succession d'événements est présentée dans notre périodisation qui nous permet d'analyser le processus de formation de la Macédoine à travers les événements qui enflamment les Balkans. Ainsi, nous serons en mesure d'identifier la démarche de reconnaissance internationale et les conditions qui sont nécessaires pour atteindre celle-ci.

5.2- Nation macédonienne.

Pour que la nation macédonienne entreprenne cette démarche, elle doit être capable de se justifier en tant que nation. Pour bien comprendre ce qu'est la nation macédonienne, il faut d'abord s'attarder sur le concept de nation.

Si nous faisons référence à Raymond Aron, la nation est l'aboutissement de l'histoire¹¹. Elle prend forme à travers les siècles et se définit à partir des événements

¹¹ Aron, Raymond. *Paix et guerre*, Calmann-Lévy, Paris, 1962, p. 297.

qui jalonnent son développement. Ainsi, le passé apporte un sens à la nation. Dans cette perspective, le sentiment national se forme pour caractériser la nation.

En Macédoine, la nation est le résultat du processus d'identification culturelle qui fait suite au morcellement territorial. La nation macédonienne est donc, plus que l'âme de l'État. Elle devient le projet de société qui guide la démarche de la Macédoine vers la reconnaissance internationale.

La nation macédonienne prend sa caractéristique principale dans le syncrétisme culturel de l'ensemble de la population sans distinction ethnique dans la globalité territoriale. Dans le contexte macédonien, le syncrétisme culturel est la fusion des différents éléments culturels, qui permet l'acceptation inconditionnelle des différences. En atteignant ce syncrétisme, la Macédoine élimine toutes les querelles ayant pour base des revendications historiques. Chaque ethnie garde sa spécificité nationale mais devient «macédonien d'appartenance ». Donc chacun a sa place dans l'État physique et fournit une partie des caractéristiques de la nation macédonienne qui donne une citoyenneté plutôt qu'une culture unique.

Ainsi, la formation de la nation macédonienne repose sur la capacité de l'État de conjuguer les diverses valeurs culturelles qui émanent des ethnies sur son territoire pour définir une politique culturelle qui attribue une place équitable à chaque constituante ethnique. La nation macédonienne telle qu'envisagée par le processus d'identification

culturelle permettrait de combler le fossé de l'incompréhension interethnique et de dépasser la définition du terme nation, pour l'étendre à toute la population du territoire macédonien.

Nous avons brièvement abordé le morcellement territorial en le jumelant au processus d'identification culturelle. Attardons-nous quelques instants pour préciser notre pensée en regard de ce concept qui prend toute la place dans notre périodisation.

5.3- Morcellement territorial historique.

Le morcellement territorial historique insiste sur la relation espace et temps ; l'espace faisant référence au support physique de l'État et le temps prenant forme dans l'histoire, c'est le référent qui divise les événements en regard de la notion d'impérialité. Ainsi, le morcellement territorial soit l'espace et le temps qui passe par l'historicité nous présente les mouvements de population et des frontières dans la Macédoine.

Ce concept nous permet de comprendre la complexité politique et sociale de l'ensemble des Balkans. Le morcellement territorial historique nous amène à regarder la situation de l'ex-Yougoslavie pour comprendre la Macédoine qui fait cas de figure dans les Balkans.

De ce concept, nous devons regarder la reconnaissance internationale qui nous amène à observer les enjeux réels qui cachent la situation dans les Balkans.

5.4-Reconnaissance internationale.

Par ce concept, on insiste sur le caractère de légitimité de la nation macédonienne en regard de la Communauté internationale et des événements entourant la déclaration d'indépendance de la Macédoine. La reconnaissance internationale est la phase ultime du processus d'identification culturelle qui est mis en évidence par la mondialisation. De ce dernier concept, nous pouvons analyser la balkanisation qui nous présente la personnalité explosive de la région des Balkans.

Tout au long de ces pages nous avons parlé de l'État, essayons de le préciser pour mieux l'appliquer.

5.5-L'État.

La notion d'État prend une importance lorsque nous observons la partie matérielle du dualisme cartésien. L'État est le support matériel de la culture et est défini par Hegel comme étant «une communauté organique et hiérarchisée, expression de la volonté

commune (...) réalise l'unité rationnelle nécessaire pour donner un sens moral à cette collectivité , qui autrement ne serait que dispersion. »¹²

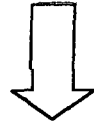
De façon plus pratique, l'État est l'institution qui dirige la destinée de l'organisation territoriale en détenant l'autorité et les pouvoirs nécessaires à maintenir une stabilité collective. Donc, l'État joue un rôle majeur dans la réalisation du projet de société sur le territoire macédonien. Pour bien illustrer notre méthode, nous plaçons le schéma de notre méthodologie soit «Rationalisme en Macédoine » à la page 28, il vous montre les relations temps /espace et culture /État dans le développement de la reconnaissance internationale.

Voilà qui éclaire notre démarche socio-historique, il nous faut maintenant développer notre problématique dans le but de prouver la nécessité du projet de société macédonien.

¹² Bélanger et Lemieux, Introduction à l'analyse politique, P.U.M., Montréal, p. 146.

Rationalisme en Macédoine

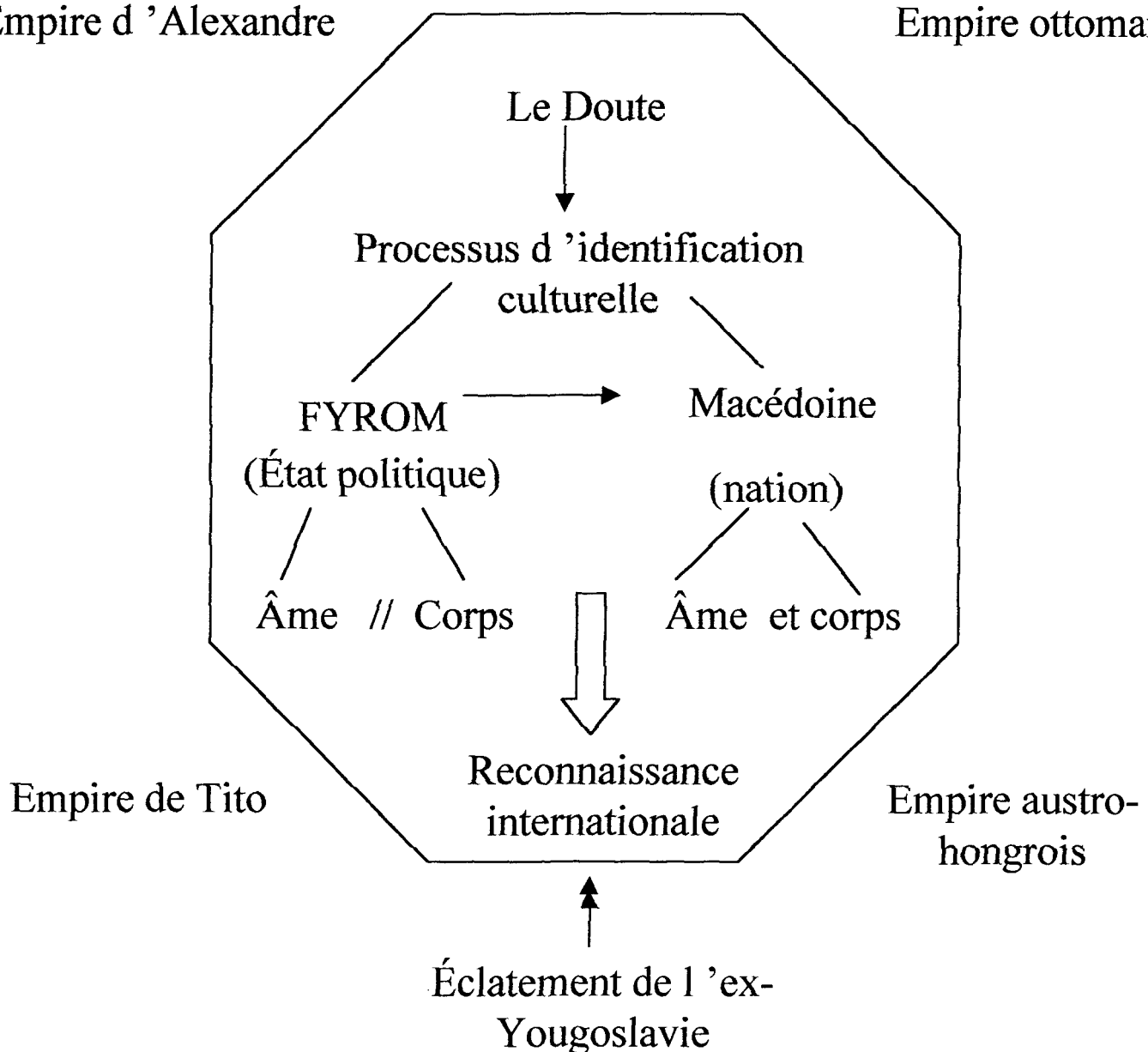
[Le morcellement territorial historique]



Dichotomie temps / espace

Empire d 'Alexandre

Empire ottoman



Partie 1

Périodisation et morcellement territorial.

Introduction

À l'intérieur de la première partie, nous développerons les concepts périodisation et morcellement territorial. Ces concepts nous permettront de mieux cerner l'impact de l'histoire sur la question macédonienne. Nous questionnerons les événements historiques à travers un temps précis qui correspondra à trois périodes que nous aurons délimitées selon le caractère d'impérialité de ces espaces temporels. Ce premier critère de sélection fait partie intégrante de l'organisation socio-politique de la Macédoine.

Le second critère s'accroche aux liens étroits tissés entre l'histoire macédonienne et les régions qui l'entourent et qui ont modifié le devenir de la Macédoine. Donc, succession temporelle qui influence l'identité culturelle macédonienne. Le temps que nous avons présenté comme la nécessité d'ordonner les événements et l'espace représente la correspondance physique du temps.

Le premier chapitre portera sur l'empire d'Alexandre (±336-323 av. J.-C.) et insistera sur les origines de la Macédoine. À travers le pouvoir charismatique d'Alexandre et les relations avec le monde grec, nous identifierons les axes de comparaison qui remettent en question la légitimité de l'État macédonien dans un espace donné. Cette période est le prélude de la nation macédonienne et nous permet d'établir la genèse du processus d'identification culturelle.

Notre seconde période, soit ce que nous appelons l'empire ottoman vient former notre deuxième chapitre. Celui-ci couvrira la période allant de l'empire romain d'Orient jusqu'au Siège de Vienne en 1683. Il nous permettra d'observer l'impact du mouvement des frontières sur le devenir macédonien. En respectant une chronologie stricte identifiée par l'occupation turque des Balkans, nous verrons émerger les bases de la question balkanique.

Cette question balkanique fera l'objet du troisième chapitre et portera sur l'empire austro-hongrois. Le contenu de ce chapitre présentera le démembrement de l'empire ottoman et sur la mise en place de l'empire autrichien. Nous couvrirons ce temps par blocs chronologiques qui nous permettront de mettre en évidence la légitimité internationale de la Macédoine. Donc, de ±1683 à la Première guerre mondiale, le chapitre trois nous conduit vers notre seconde partie qui portera sur la mondialisation et la légitimité territoriale.

En gardant en tête que «L'avenir de la nation est l'ombre de l'histoire », observons les événements qui façonnent le devenir macédonien.

CHAPITRE 1

L'EMPIRE D'ALEXANDRE (±336-323 a. J.-C.)

PRÉLUDE D'UNE NATION

La période de l'empire d'Alexandre présentera trois temps qui expliquent les préludes de la nation macédonienne. Le premier temps portera sur la période avant Alexandre soit de Macédon à Philippe, en terminant par l'éducation d'Alexandre. Le second temps, nous montrera Alexandre construire son empire et le solidifier jusqu'à sa mort. Le dernier temps abordera la période après Alexandre mais insistera surtout sur le sentiment national qui existe sous celui-ci.

1.1 Avant Alexandre : De Macédon à Philippe

Nous avons antérieurement présenté les origines du mot «macédoine» qui sont attribuables principalement à la mythologie grecque. Ces origines troubles font ressortir les dissensions dans le monde grec. Ces dissensions s'expriment dès les premiers temps, par une reconnaissance des Macédoniens comme de véritables hellènes. Cet élément reviendra tout au long de ce chapitre, notamment avec la construction de l'empire alexandrin.

Le deuxième point qui vient jeter une ombre sur le monde grec, repose sur la formation du royaume de Macédoine. Cette création d'un État macédonien remonterait au XII ou XI siècle avant J.-C. soit au lendemain des invasions doriennes. La véritable histoire macédonienne débute avec l'arrivée des Argéades qui seraient venus se fixer sur le versant oriental du Pinde, plus précisément dans la région de Piérie¹³ (voir Carte : régions et villes, p. 52). Dès 700 av. J.-C., les Argéades commencent à repousser les peuples thraces qui résident dans la région macédonienne. Nous retrouvons dans ces premières dynasties les fondements du royaume d'Alexandre, toute cette période laisse voir de graves querelles entre les aspirants ce qui affaiblit considérablement le royaume de Macédoine. De plus, le royaume regroupait des peuples frustrés et barbares qui sous Alexandre seront observés par les Grecs comme n'étant pas de véritables hellènes¹⁴, ce qui explique un peu les luttes pour la domination des Balkans.

C'est en 359 av. J.-C. que l'État macédonien se concrétise sous le pouvoir de Philippe II de Macédoine, père d'Alexandre le Grand. Philippe est alors âgé de 23 ans, il s'impose d'abord comme un chef grec et viendra ensuite imposer une domination sur l'empire hellénique. Il établit son pouvoir à la faveur des conflits intérieurs du monde grec.

En 356 av. J.-C., il prend le titre de Roi de Macédoine et il rétablit l'autorité royale et réorganise les finances. Philippe est un fin stratège, il sera à cette époque, l'instigateur

¹³ Auteurs collectifs. Op.cit., p. 26

¹⁴ Grimberg, Carl. Histoire universelle, Marabout université, France, 1963, Tome 2, p. 192.

des célèbres phalanges macédoniennes qui font la force de l'armée de Philippe tout au long de son règne et de celui de son fils sur la Grèce et la Perse.

Les dix premières années de sa domination, Philippe assure ses positions dans l'Illyrie, la Thrace, en Chalcidique et en Thessalie. Il amorce sa descente vers la Grèce. En -346, les Athéniens n'ayant pas considéré les mises en garde de Démosthènes dans ses Philippiques, ceux-ci réagissent trop tard ; Philippe les presse au nord. Sous les directives de Démosthène, les Athéniens s'opposent à Philippe, ce qui entraîne un premier affrontement vers 340 av. J.-C. À cette époque, Philippe est contraint de reculer, la coalition anti-macédonienne commence à s'organiser.¹⁵

L'affrontement décisif se produit en 338, Philippe secondé d'Alexandre, écrase Thèbes et Athènes dans la bataille de Chéronée. Thèbes sera sévèrement traitée mais l'indulgence de Philippe fera qu'elle ne sera pas entièrement rasée. Pour Athènes, les exigences de Philippe sont très minces c'est-à-dire dissoudre la conférence maritime. De plus, elle doit lui céder Chersonèse, péninsule de Thrace près de l'Hellespont. À partir de cette bataille, Philippe établit une tutelle sur la Grèce qui perdurera jusqu'à l'occupation romaine.

L'ambition de Philippe était alimentée par la cruauté d'Artaxerxès, roi perse et par la volonté de dominer les détroits qui très vite deviennent insuffisants. Philippe en est venu

¹⁵ Amouretti et Ruzé, Le monde grec antique, Hachette supérieur, Paris, 1995, p. 240.

à songer à tout l'empire perse. Les aspirations de Philippe furent de courte durée puisqu'il fut assassiné à l'été 336, dans la ville de Aigai qui se trouve dans la région de l'Émathie (voir la carte «les régions dans le monde hellénique », p. 53). La mort tragique du roi macédonien se produit lors des célébrations qui entourent le mariage de sa fille, Cléopâtre et du roi d'Épire.

C'est ainsi qu'Alexandre succède à son père dans un climat trouble. Qui est Alexandre, successeur de Philippe ?

1.1.1 Qui est Alexandre ?

Alexandre III dit le Grand est né en 356 av. J.-C. à Pella, capitale de la Macédoine. Sa mère Olympia est la sœur du roi d'Épire, à qui elle mariera sa fille en 336. Alexandre a un demi-frère, Caranus qui est le fils de Philippe et d'Eurypide (sa seconde femme) ; Olympia supprima celle-ci au lendemain de la mort du roi Philippe.

Alexandre dans les premières années de son éducation eut de nombreux maîtres dont Léonidas et Lysimaque, qui furent assistés par un grand nombre de pédagogues. Ce fut sous la protection de ces maîtres qu'Alexandre fut comparé à Achille, fils de Pélée. L'enfant royal apprit donc les fondements du grec à travers les écrits d'Homère soit l'Illiade.

En plus de lire Homère, Alexandre reçut une éducation hellénique standard, avec de nombreux exercices physiques que l'anecdote de Bucéphale, le cheval sauvage, met en évidence. Cette anecdote fait ressortir le courage et la détermination d'Alexandre.

C'est en 343 av. J.-C. qu'Aristote devient le précepteur d'Alexandre suite à la demande de Philippe. Alexandre a alors 13 ans.¹⁶ Les raisons qui amènent Philippe à vouloir une éducation à la grecque pour son fils, viennent du fait que dans sa jeunesse, Philippe fût envoyé comme otage à Thèbes. Il parlait ainsi le grec et désirait que son fils soit élevé dans les valeurs de cette civilisation supérieure.¹⁷

Ainsi, dans le but de former son fils dans une culture hellénistique, il alla chercher Aristote. Le maître à l'époque où il entra au service de Philippe avait quarante ans. Né à Stagire en Chalcidique (tout près de la Macédoine), Aristote connaissait Philippe par son père Nicomaque qui avait été le médecin d'Amyntas, roi de Macédoine.

Il est difficile de déterminer avec précision, si l'enseignement d'Aristote marqua d'une profonde empreinte le devenir du jeune prince, mais il est certain que son caractère

¹⁶ Auteurs collectifs. Op. cit., p. 41.

¹⁷ Ibidem, p. 42.

impulsif, ardent et même violent n'a été que temporairement apaisé par les préceptes grecs que lui a enseignés Aristote.

Tout au long de sa courte carrière de conquérant, il fit usage de menaces et même eut recours à de violentes répressions pour maintenir l'ordre dans son empire. Alexandre fut formé à partir des écrits d'Aristote et d'Homère qui le mirent en présence de la sagesse traditionnelle grecque. Il eut notamment comme livre de chevet, tout au long de ces périples militaires, une édition de l'Illiade qu'Aristote avait annoté pour son pupille.¹⁸

C'est à 16 ans que débute réellement la carrière politique et militaire d'Alexandre. En 340, Philippe confie la régence du royaume à son fils après l'Idylle de Miéza. Ces événements amenèrent le jeune prince à combattre en Thrace vers 340, puis a fondé quelques colonies dont Alexandropolis, la première ville à porter son nom. Le fougueux conquérant prit part au combat à Chéronée, bataille qui assura à Philippe une domination de deux siècles sur la Grèce.

Tout au long de ces périples militaires, Alexandre garda contact avec Aristote, nous verrons dans notre deuxième section ce qui entraîna la rupture entre le maître et l'élève.

À la fin du règne de Philippe une sombre querelle éclata entre le père et le fils. Les bases du conflit reposaient sur l'hérédité paternelle d'Alexandre. Sa mère avait la tendance

¹⁸ Ibidem, p. 48.

à rattacher cette paternité à Zeus, dieu des dieux. Ainsi, lorsque Philippe eut un fils avec Eurypide qui était d'origine macédonienne, certains remirent en question la légitimité d'Alexandre de succéder à son père.

La querelle éclata un soir où Philippe aveuglé par le vin et la colère, leva son épée contre Alexandre. Celui-ci avait pris à parti son demi-frère qui remettait en cause sa légitimité de premier fils et de successeur légitime de Philippe, roi de Macédoine.

Une probable réconciliation eut lieu entre Philippe et Alexandre, au début de l'été 336, ce qui marqua le retour du fils et de sa mère à Pella, capitale de la Macédoine. Les ambitions de Philippe le poussèrent à préparer une expédition en Asie où Alexandre l'accompagnerait. Malgré ce rapprochement, la question de la succession de Philippe demeure entière.

C'est alors que survient l'assassinat de Philippe, Alexandre fut proclamé roi, à la fois par le peuple et par l'armée.¹⁹ Alexandre, jeune homme de 20 ans, héritait d'une lourde tâche soit mener Macédoniens et Grecs à une grande victoire sur leur ennemi commun les Perses.

Voyons dans cette deuxième section, la construction de l'empire d'Alexandre, construction d'abord physique mais aussi idéologique ce qui lui assure une survie au-delà de l'existence de l'homme.

¹⁹ Ibidem, p. 67.

1.2 L'empire d'Alexandre

Lorsque Alexandre succède à son père, l'empire de celui-ci couvre la Thessalie, la Macédoine et une partie de la Thrace. De plus, la zone d'influence qui entoure l'empire de Philippe s'étend jusqu'à l'Hellespont, la carte «Royaume de macédoine sous Philippe II » qui se trouve à la page 54, nous montre l'étendue de l'empire.²⁰

L'année 336 est employée par Alexandre à assurer sa domination sur le royaume de son père et à faire taire toute tentative de contestation du souverain. Alexandre de Macédoine s'assure aussi, que les frontières nord et nord-ouest de son royaume sont sous son contrôle et ce, en effectuant une première campagne dans ces régions. Par ces campagnes, il se rend jusqu'au Danube. Il ne parvient pas à vaincre les Gètes mais cette avancée dans le Nord, stabilise grandement l'empire dans sa partie nordique.²¹

Pendant qu'il assure le Nord de la Macédoine, à Thèbes, une rumeur annonçant la mort d'Alexandre, entraîne une révolte qui fût alimentée par les aspirations de Démosthène sur l'or perse. Les Thébains assiégèrent la garnison macédonienne dans la citadelle. Mais très vite, Alexandre installe son armée sous les murs de la ville qui fut prise par surprise, un affreux massacre suivit cette entrée dans Thèbes. En représailles de cette révolte, Thèbes fut rasée et ses citoyens vendus en esclavage, seuls quelques maisons et les temples furent épargnés. Il épargna même Démosthène malgré qu'il soit le principal instigateur de

²⁰ Amouretti et Ruzé. *Op. cit.*, Carte B, p. 316. [Pour complément d'information]

²¹ Grimberg, Carl. *Op. cit.*, Tome 2, p. 203.

ces révoltes en Grèce. Ces révoltes de l'automne 335 montraient le caractère impulsif du grand conquérant.

Après avoir stabilisé la situation en Europe, Alexandre se tourne vers l'Asie, projet qu'il a hérité de son père. L'étendue de ce projet nous est inconnue. Alexandre commence sa conquête de l'Asie au printemps 334, la carte «Fondation des Alexandries » (p. 55), nous montre le cheminement du conquérant de l'Adriatique jusqu'à l'Indus. Deux éléments sont à observer sur cette carte, les dates qui nous indiquent le cheminement dans le temps en regard du terrain conquis et les villes fondées qui deviennent les piliers idéologiques de l'empire d'Alexandre soit Alexandrie qui rappelle le passage du conquérant.

En franchissant l'Hellespont en 334, Alexandre quitte pour toujours la Macédoine ; il ne reviendra plus jamais dans sa terre natale. Le premier affrontement contre l'armée perse se fait au Granique. L'armée de Darius est alors composée de 35 000 hommes environ. Alexandre en fin stratège s'assure les côtes perses pour tenir la marine perse en échec et éviter que celle-ci aille encourager une révolte en Grèce pendant que le souverain macédonien avancera sur le continent asiatique.

Ainsi, il descend jusqu'en Phrygie où il passe l'hiver de 334. Au printemps 333, il pousse sa conquête jusqu'à Halicarnasse où il affronte la marine perse qui est alors sous les ordres de Memnon, Alexandre dans sa victoire prend la citadelle. Pendant ce temps, Darius

prépare une contre offensive en levant des troupes dans la Mésopotamie. Alexandre et Darius devaient s'affronter au cours de l'automne 333.

Ainsi, lorsque Alexandre eut assuré les dernières villes côtières de la Phrygie et atteint le Cappadoce qu'il laisse sous la gouverne de quelques princes indigènes,²² il se dirige vers Issos où il rencontre Darius qui doit vite battre en retraite vers l'intérieur du continent. Le roi des Perses laissa derrière lui sa femme, ses enfants et même sa mère qui tombèrent aux mains d'Alexandre. Celui-ci étant attentif à la beauté des femmes, traita ces dernières avec grande délicatesse.

À partir des événements d'Issos, Alexandre aurait pu pénétrer à l'intérieur du continent asiatique et soumettre Darius définitivement. Mais ses craintes de voir la flotte perse fomenter une révolte en Grèce le poussaient à soumettre la Syrie. Il descendit jusqu'à Tyr sans rencontrer une véritable opposition. Il arriva à Tyr au début de l'année 332 av. J.-C., le siège qui survient nous montre l'importance qu'attribue Alexandre à la flotte phénicienne qui une fois vaincue, assurera au conquérant la domination du bassin oriental de la Méditerranée. « La mort de la Grande cité commerçante (Tyr) ouvrait la route au triomphe de la culture hellénique jusqu'à cet environnement sémitique. »²³ Par cette seule phrase nous comprenons l'importance de chaque étape franchie par Alexandre. Nous constatons qu'à l'image d'une maison qui est construite, Alexandre établit de solides

²² Cloché, Paul. Alexandre le Grand, P.U.F., Collection «Que sais-je? », France, 1954, p. 27.

²³ Grimberg, Carl. Op. cit., Tome 2, p. 211. [Citation]

fondations qui lui permettront de pénétrer dans le continent de façon efficace sans crainte de représailles venant de la Grèce ou des côtes méditerranéennes.

À partir d'août 332 jusqu'au printemps 331, Alexandre marche sur l'Égypte où il fonde la grande Alexandrie qui devient l'un des pôles de développement de la civilisation hellénique. Des Alexandrie, le conquérant en fondera tout au long de ses expéditions, elles deviendront le symbole de la présence d'Alexandre. Ces cités rappelleront la grandeur du conquérant et sa puissance.

À son retour d'Égypte, il réorganise tous les territoires conquis à partir de Tyr. Ce retour à Tyr marque le début de la grande expédition vers l'intérieur du continent asiatique. Mais avant de passer l'Euphrate, Alexandre envoya des troupes dans le Péloponnèse pour assurer la protection des alliés macédoniens menacée par la ligue anti-macédonienne. Dans la même période, il plaça des hommes de confiance dans la satrapie de Lydie et de Syrie. En passant l'Euphrate, il se rapprochait de Darius qui avait établi ses forces derrière le Tigre. Le roi perse lui offrit probablement à cette époque une alliance qui mettrait fin à la guerre entre Perses et Macédoniens. Mais l'ambition d'Alexandre de dominer tout l'empire perse, l'amena à refuser la trêve offerte par Darius et souhaitée par Parménion l'un des généraux d'Alexandre qui lui servait de conseiller.

C'est en septembre 331 qu'Alexandre franchit le Tigre et se dirige vers Gaugamèle où il affronta le roi Darius. Il mit alors l'armée du roi perse en fuite, celui-ci se réfugia en Médie soit la région où est située Ecbatane.

Alexandre poursuit sa marche vers Babylone qui a été prise par un général de l'armée macédonienne. Alexandre fut reçu dans les grands honneurs, il pris conscience de la difficulté culturelle qui sépare le monde hellénique et la civilisation asiatique.²⁴ C'est à cette époque qu'Alexandre commença à s'intéresser à la religion de cette Asie barbare, dans ce sens il fit restaurer quelques sanctuaires détruits par Xerxès. Par ces actions, Alexandre s'assure du support des Babyloniens. Nous voyons émerger de ces rapprochements le préambule d'une possible fusion des peuples qu'Alexandre aurait probablement souhaitée pour son empire.

En janvier 330, notre conquérant poursuit sa marche vers la Perse, partie de Suse, son entrée à Persépolis se fit dans une grande colère. En effet, sur sa route Alexandre avait rencontré des Grecs faits prisonniers par les Perses, ceux-ci venaient d'être relâchés. Leur condition physique étant misérable, Alexandre leur fournit de quoi vivre sur ces terres nouvellement conquises. Pour faire connaître sa puissance aux Perses, Alexandre fit prendre les trésors de Darius et incendia le vieux palais de Persépolis pour venger les frasques de Xerxès qui avait détruit des temples grecs.²⁵

²⁴ Cloché, Paul. Op. cit., p. 47.

²⁵ Grimberg, Carl. Op. cit., Tome 2, p. 214.

Après Persépolis, le conquérant se rendit à Ecbatane où il recommença à poursuivre Darius qui avait tenté de reformer son armée. Ces événements se déroulaient en mai 330. En juillet de cette même année, Alexandre apprend la mort de Darius aux mains d'un assassin qui prend le titre de roi sous le nom d'Artaxerxès.

Alexandre fait inhumer Darius à Persépolis et se lance dans une lutte pour la domination de la Perse ou de l'Iran actuel. Le roi de Macédoine dans sa grande conquête prendra nombre de territoires mais aussi il acceptera les pratiques d'une culture, loin de l'hellénisme pur.

Nous observons sur la carte «Fondation des Alexandries » (p.55), de nombreuses allées et venues dans la Mésopotamie. Ces mouvements d'Alexandre sont attribuables au point stratégique que constitue cette région. Effectivement, Alexandre est aux portes de la grande Perse, il doit s'assurer de l'entière soumission des peuples avant de pousser ses conquêtes jusqu'à l'Indus. Ainsi, de l'automne 330 jusqu'au printemps 327, où les derniers îlots de résistance de Sogdiane sont soumis, Alexandre poursuit son avancée avec grande prudence sans trop presser la marche des troupes.

Au printemps 327, il atteint le Syr Daria au sud-est de la mer d'Aral. Son départ pour l'Inde qui constituait la dernière étape de son expédition se fait de ce point. Alexandre croyait qu'après l'Indus, le monde terrestre s'arrêtait et qu'une mer immense limitait le monde.

L'avancée vers l'Indus ne fut pas chose facile, il l'atteignit au printemps 326, mais la bataille contre le roi Poros qui avait fort impressionné les troupes d'Alexandre par des centaines d'éléphants, laissa les hommes forts éprouvés malgré la victoire. C'est pourquoi à l'automne 326, Alexandre dut envisager le retour vers la Macédoine, ses hommes ayant refusé d'aller au-delà de l'Hyphase qui devient la limite est du grand empire d'Alexandre.

Le retour s'amorce donc, à l'hiver 326, avec la descente de l'Indus jusqu'à son embouchure ; cette partie du voyage dura 10 mois. Mais à son arrivée à Pattala, toute la vallée de l'Indus lui était soumise.

L'année 325 constitue l'étape décisive dans la construction de l'empire d'Alexandre. Le début de l'année est consacré à l'aménagement d'un port à Pattala, d'où partira la flotte d'Alexandre sous le commandement de Néarque qui doit établir une liaison maritime entre l'Indus et la Babylone, l'exploration du Golfe persique doit faciliter l'établissement de ports sur la côte persique entre Pattala et Persépolis.

Pendant que Néarque navigue en ces eaux nouvelles, Alexandre se dirige vers la Gédrosie. Les deux corps d'armées se rejoignent à Carménie en décembre 325 av. J.-C..

C'est pendant l'année 325, qu'Alexandre rompt toutes relations avec son maître et ami, Aristote. La rupture survient après que Callisthène qui agit comme historiographe d'Alexandre, ait refusé de se prosterner devant Alexandre. Le conquérant ordonne la mise

à mort du neveu d'Aristote, ce qui mit fin à plusieurs années de correspondance entre le philosophe et Alexandre, bien que les idées politiques de celui-ci aient déçu depuis fort longtemps au philosophe.²⁶

Ainsi, Alexandre à deux ans de sa fin, sent une urgence face à la réalisation de son grand projet. Il repart donc, en janvier 324 av. J.-C. pour Pasargades où il ne fait qu'un bref séjour pour restaurer le tombeau de Cyrus.

Pendant son absence, l'autorité du roi avait été fort secouée, plusieurs satrapes en étaient venus à se considérer comme seuls maîtres sur leurs terres. Alexandre à son arrivée à Suse, dut faire preuve d'une force exceptionnelle, la moindre faiblesse aurait pu entraîner la perte de son empire.

Le dur climat pendant la traversée des déserts avait endurci le roi qui avait déjà un caractère fougueux. Alexandre rétablit ainsi l'ordre. Une fois le calme et la paix revenus, il commença à établir des Macédoniens sur une grande partie des satrapies orientales.

Alexandre aurait voulu fusionner la culture perse et celle grecque, mais l'écart entre les deux demeurait très grand. Pour niveler cette union entre l'Occident et l'Orient, il organisa les noces de Suse (février 324) où nombre de Macédoniens épousèrent des femmes perses. Lui-même avait épousé une fille de Darius. La force idéologique

²⁶ Auteurs collectifs. Op. cit., p. 49.

d'Alexandre se précisa au lendemain de sa mort, nous constatons que de nombreux mariages avaient été encouragés et peut-être même ordonnés par Alexandre. Après la mort d'Alexandre, plusieurs femmes furent répudiées et même traitées en simples concubines.²⁷

Alexandre au lendemain de ces événements, espérait toujours reprendre ces grandes conquêtes avec de nouvelles troupes. La «sédition d'Opis» au printemps 324, illustre la volonté de repartir en expédition. Les vétérans mécontents sont simplement raccompagnés par Cratère et Polyperchon²⁸, après s'être vus remplacés par des Iraniens qui viennent former une nouvelle phalange.

Le printemps 323 nous montre Alexandre à la tête d'une nouvelle flotte destinée à l'exploration des côtes de l'Arabie. Les vues d'Alexandre sur l'Arabie ne se concrétisèrent pas, puisque le 13 juin 323, Alexandre successeur de Philippe et de Darius décède d'un violent excès de fièvre qui laisse perplexe nombre de contemporains. Étaient-ce les résultats de grandes fatigues encourues pendant son expédition qui avait duré une dizaine d'années ou le décès d'Alexandre est-il le fruit d'un acte criminel.

Alexandre mort, l'empire doit trouver un nouveau chef. L'été 323 ouvre une longue lutte pour trouver le successeur d'Alexandre. Analysons dans une dernière section, le pouvoir qui maintient l'empire ensemble et l'héritage qu'il laisse à la Macédoine actuelle.

²⁷ Grimberg, Carl. Op. cit., Tome 2, p. 222.

²⁸ Amouretti et Ruzé. Op. cit., p. 244.

1.3 L'empire : de l'idéologie à la nation.

Alexandre à sa mort, laisse un grand empire qui pourrait être défini comme étant «une mosaïque de peuples, conquis par la force des armes et soumis à l'administration d'un État unique.»²⁹ Cette définition de l'empire macédonien insiste sur la relation colonisateur- colonisé mis en évidence par la notion d'impérialisme. Ainsi, Alexandre agit comme le colonisateur qui prend possession pour l'exploiter à son avantage et la réorganiser dans la ligne de pensée de sa culture, sans considérer les besoins et la volonté des colonisés (peuples conquis).

Lorsque Alexandre envisage la fusion des peuples, il recherche l'élément qui amènera les populations conquises à penser en hellène et à adopter Alexandre comme seul souverain. Nous savons actuellement qu'Alexandre n'est pas parvenu à cette fusion parfaite puisqu'à sa mort, son empire est rapidement déchiré par les ambitions des satrapes des diverses régions. La fusion fut pour un temps administrative et militaire et ce malgré la possibilité offerte aux enfants perses de recevoir une éducation macédonienne.³⁰

Donc, la fusion des peuples est d'avantage un amalgame culturel issu d'éléments égyptiens, orientaux et macédoniens qui se traduit par des mariages entre Macédoniens et

²⁹ Benoist-Méchin. Mustapha Kémal ou la mort d'un empire, Éditions Albin Michel, Paris, 1954, p.15.

³⁰ Effenterre, Henri van. L'âge grec, Histoire universelle Larousse, Paris, 1968, p. 364.

femmes perses, par des procédures politiques qui empruntent des éléments aux rites religieux des terres conquises.

Alexandre, en général avisé et en homme politique visionnaire, construit une nation qui dans sa diversité sait se nourrir des différences culturelles. Il exploite l'étendue de son empire pour construire le devenir macédonien qui s'appuie sur les bases helléniques reçues sous l'enseignement d'Aristote.

Le conquérant qu'est Alexandre maintient l'empire dans une cohésion politique par son seul charisme qui se fait sentir par son caractère ardent et même violent. Donc, le démembrement de l'empire macédonien repose sur la discontinuité administrative des nouvelles divisions de l'empire. La carte «Le monde hellénique en 188 av. J.-C. » (p.56) nous illustre la rupture politique qui s'effectue jusqu'à la conquête romaine vers 148.

La première division se fait au lendemain de la mort d'Alexandre c'est-à-dire que l'Orient est sous la gouverne de Perdiccas et que l'Occident revient à Antipatros. C'est après la bataille d'Ipsos en 301 av. J.-C. que l'ancien empire d'Alexandre est divisé entre Seleucos, Cassandre, Lysimaque et Ptolémée.

La paix d'Apamée en 188, nous offre un avant goût des divisions politiques modernes, bien que Romain, Byzantin et Ottoman viennent redéfinir ces régions, l'ébauche du temps contemporain s'est mise en place après la mort d'Alexandre III dit le Grand.

La Macédoine de 188 est à l'image de l'empire d'Alexandre, grande et unique mais très instable politiquement car elle englobe des joyaux de la mythologie grecque (mont Olympe) sous le couvert des espaces barbares et frustes que représente la Macédoine de Philippe.

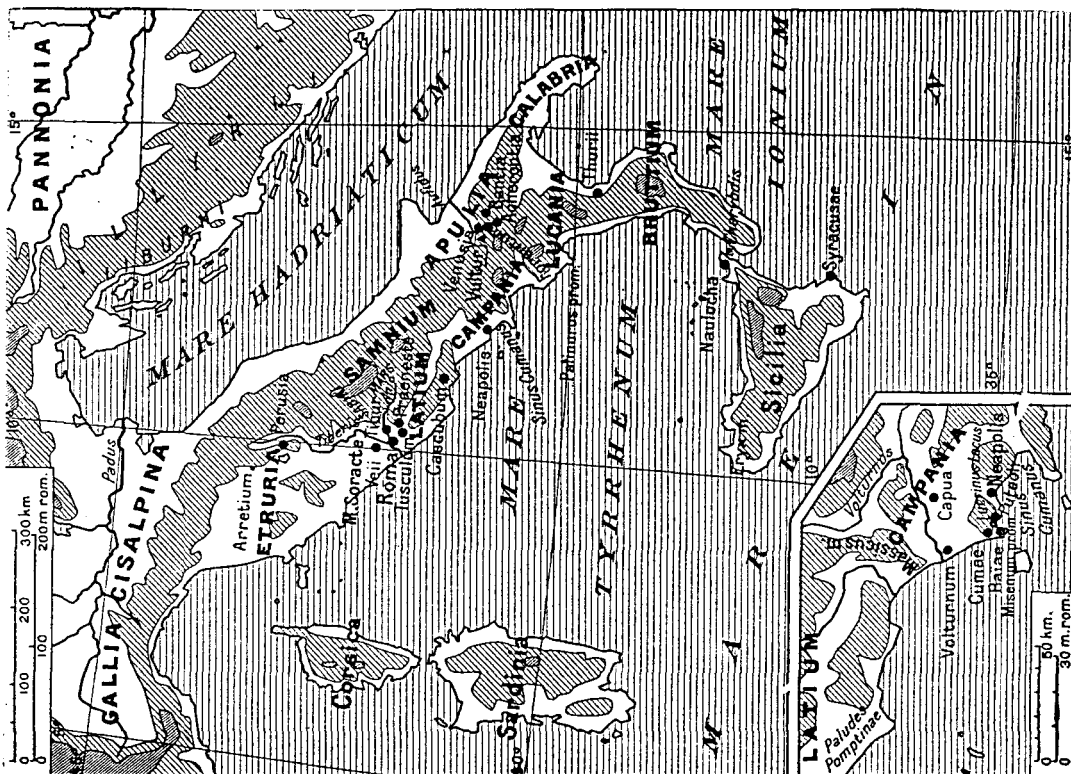
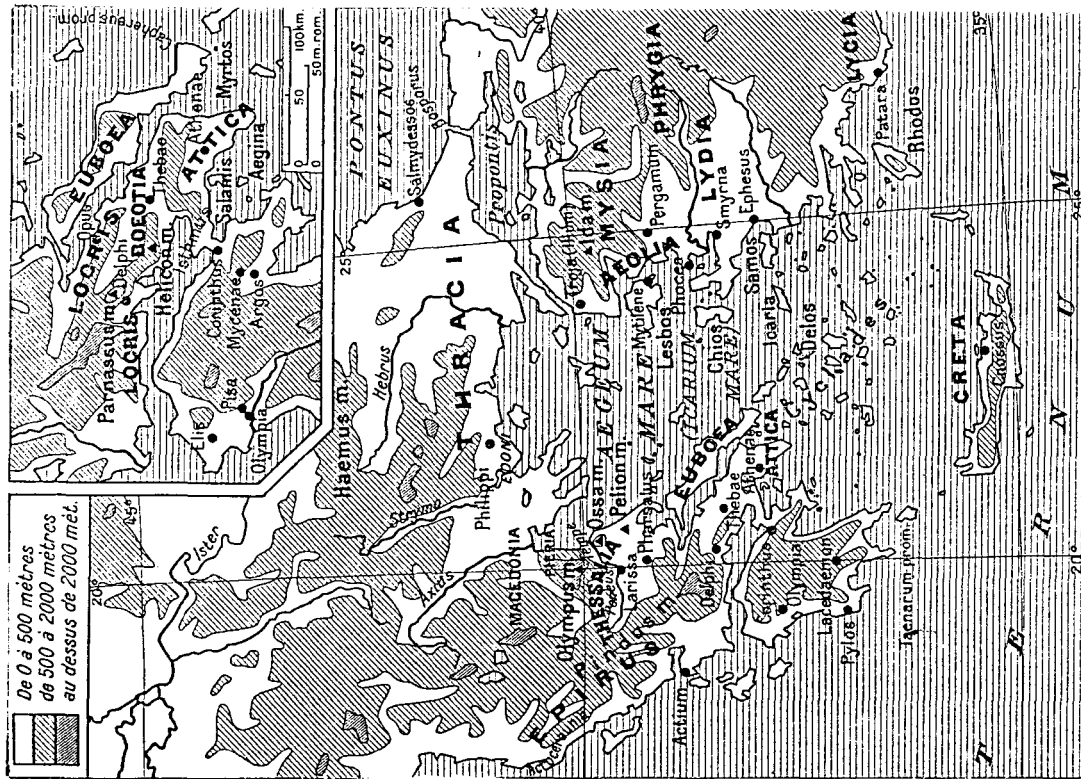
La recherche d'identité pour la nation macédonienne était moins intense sous Alexandre. Cette identité nationale reposait sur l'homme. Sa mort ranime la question de la succession légitime d'Alexandre. Cette question de légitimité déjà présente à la mort de Philippe, est accentuée avec celle d'Alexandre. Ce questionnement engendre des guerres de conquêtes territoriales qui ne sont pas si étrangères au monde contemporain. Le conflit au Kosovo ou même en Palestine, nous fait prendre conscience de l'instabilité historique de l'empire d'Alexandre. Cette comparaison entre l'époque d'Alexandre et les événements actuels nous montre la nécessité d'appuyer la légitimité territoriale sur autre chose qu'une simple occupation du territoire physique. Dans cette suite d'événements les relations contemporaines entre la Grèce et la Macédoine, sont à l'image du prélude national introduit par Alexandre.

Les relations entre la Grèce et la Macédoine sont initiées par Philippe qui agit comme cheval de Troie dans la culture grec. Celle-ci refuse de reconnaître les Macédoniens comme de véritables hellènes et même de les admettre aux Jeux Olympiques, symbole de la grandeur des hommes.³¹

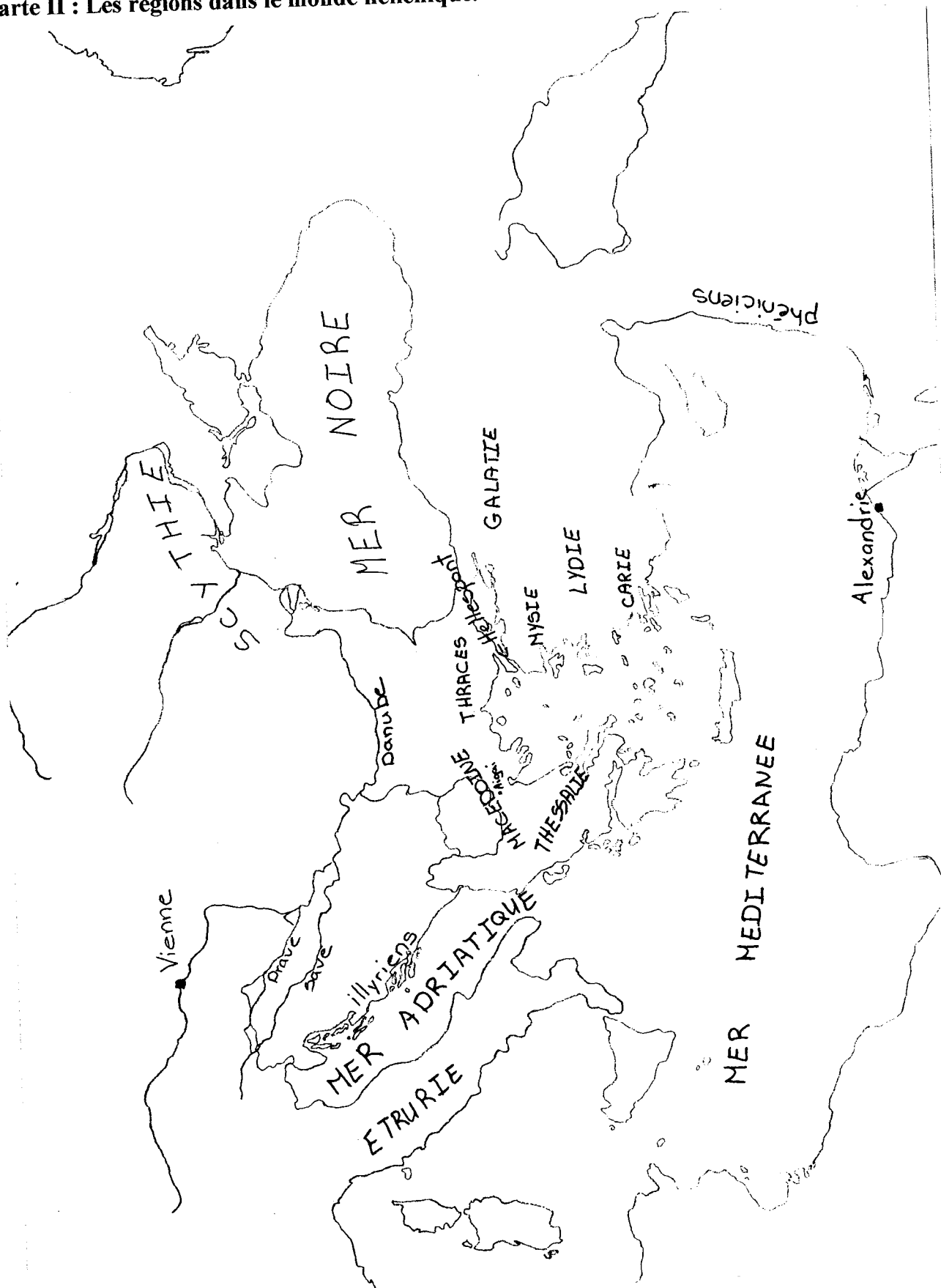
³¹ Grimberg, Carl. *Op. cit.*, Tome 2, p. 192.

Donc, la naissance d'une nation qui se définit par l'ambition d'un homme et qui à sa mort, reprend sa recherche pour se trouver et justifier sa légitimité sur un territoire qui lui est propre. Nous envisageons la recherche d'un projet de société qui agirait comme idéal dans le développement de toutes les ethnies en sol macédonien, bâti sur les constatations de cette période.

Carte I : régions et villes en relation avec l'histoire macédonienne.



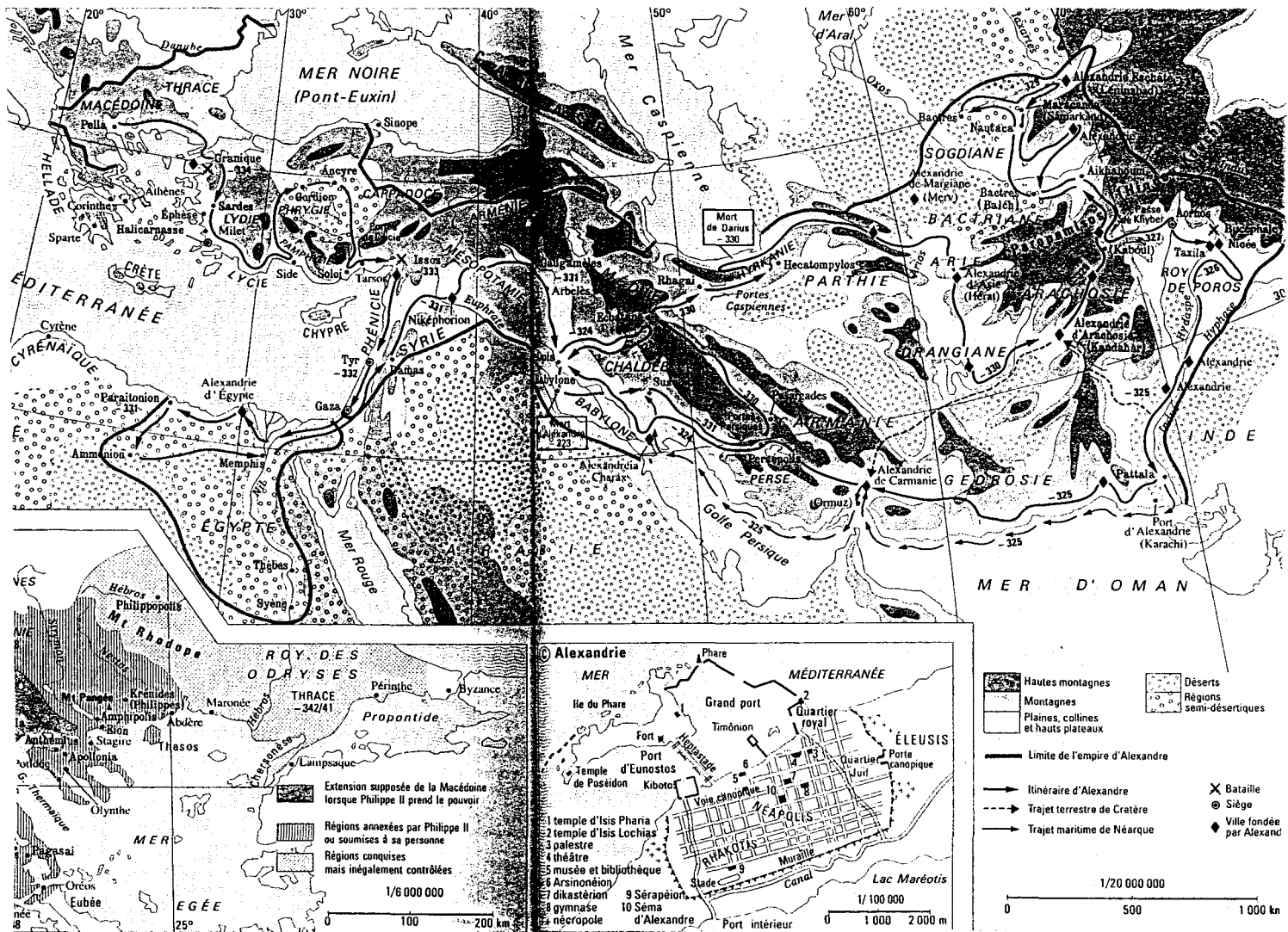
Carte II : Les régions dans le monde hellénique.



Carte III : Royaume de Macédoine sous Philippe II.

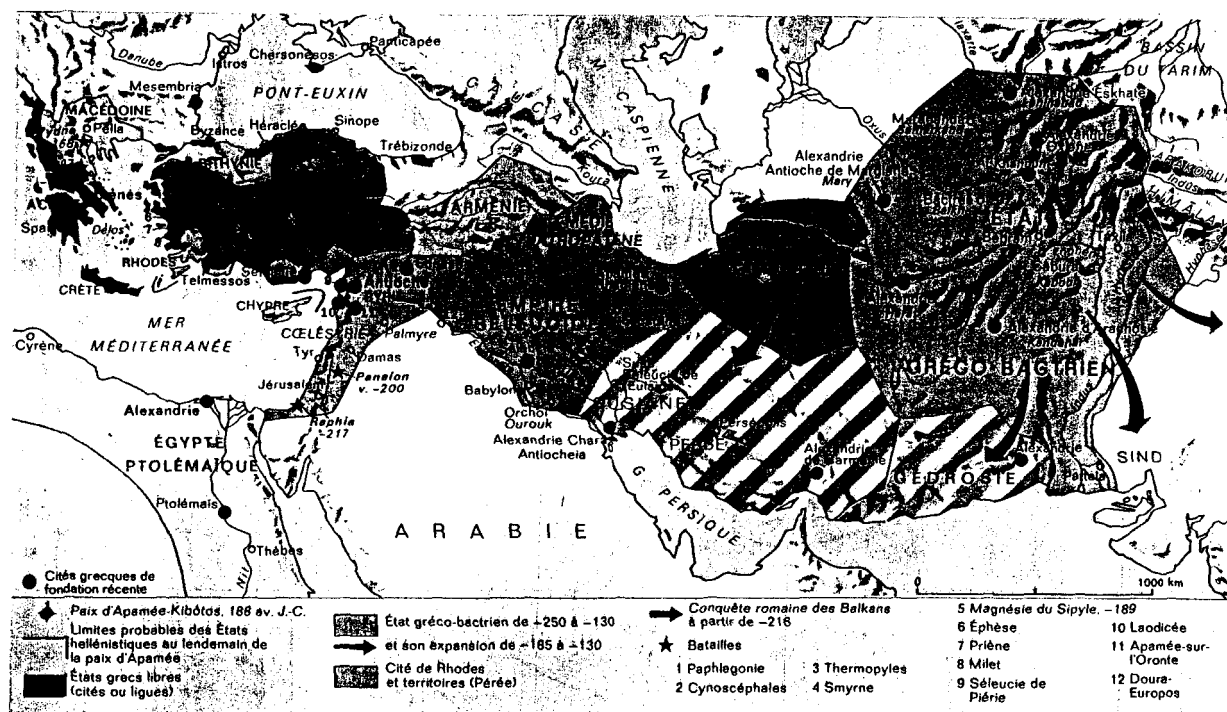


Carte IV :La fondation des Alexandrie.



Source : Amouretti, M.-C. et Ruzé, F. Le Monde grec antique, p.316-317.

Carte V : Le monde Hellénistique en 188 av. J.-C.



Source : Le petit Larousse, Grand format ; p. 1836.

CHAPITRE 2

L'EMPIRE OTTOMAN (±395-1912)

L'IMPACT DES FRONTIÈRES.

La période que nous avons intitulée « Empire ottoman » est beaucoup plus large que cet empire. Cette périodisation vient chercher les mouvements de peuplement qui s'effectuent dans les premiers siècles du premier millénaire. Ce chapitre sera donc divisé en trois sections qui respectent les espaces chronologiques. La première section présentera l'avant empire ottoman soit les mouvements de populations entre le 3^e et le 7^e siècle. De plus, nous observerons l'impact de Byzance sur une Macédoine très discrète. La seconde section portera directement sur l'empire ottoman et les mouvements de frontières qui modèlent les frontières macédoniennes. Nous constaterons que la Macédoine devient le carrefour entre deux mondes. La dernière section vous montrera la Macédoine en tant qu'enjeu pour l'Occident, perdu dans l'histoire des pays qui l'entourent. Nous insisterons sur la difficulté de se définir en tant que nation.

2.1 Avant l'empire ottoman : mouvement dans les populations.

L'empire ottoman se met en place sur le déclin de l'empire byzantin vers 1371. Mais pour bien comprendre l'impact du mouvement des frontières sur la définition de la

Macédoine, nous devons observer les mouvements de populations vers le 3^e et le 4^e siècle, c'est-à-dire que nous devons analyser le passage d'un empire romain grand et puissant à une Europe divisée.

L'histoire de l'empire romain nous montre une Macédoine réduite au statut de province en 148 av. J.-C. et ce après un soulèvement provoqué par Persée.³² Ainsi, tout au long de la domination romaine sur l'Europe, la Macédoine subit les événements de l'histoire romaine.

Vers 395 après J.-C., Théodore, empereur de l'empire romain meurt. L'empire est alors séparé en deux soit l'empire romain d'Occident avec pour capitale Rome et l'empire romain d'Orient qui prend Constantinople pour capitale.

Nous observons sur la carte intitulée «les Grandes invasions» qui se trouve à la page 74, la position des deux empires, l'empire romain d'Orient va du Danube, dans sa limite nord, jusqu'au bassin du Nil, dans le sud.

Les régions des Balkans sont donc, sous le contrôle de l'empire romain d'Orient, les premières invasions de populations dites barbares viennent vers le quatrième siècle de notre ère. Les Wisigoths qui sont issus de la région située entre le Dniestr et le Dniepr amorcent leur descente vers l'empire romain d'Orient, à cette époque. Nous pouvons observer sur la

³² Jardé, A. La Grèce antique, Librairie Delagrave, Paris, 1965, p. 43.

carte «Mouvement des populations » (p.72), l'itinéraire qu'ils empruntent pour descendre jusqu'au Péloponnèse et ensuite remonter le long des côtes de l'Adriatique pour aller menacer l'Italie vers le 5^e siècle après J.-C.³³

Les Wisigoths se sont d'abord fixés sur les rives du Danube qu'ils franchissent en 376, avec l'autorisation de l'empire. Cette nation autonome vient menacer les Balkans après qu'un inconfort se serait ressenti aux lendemains d'une famine qui a fait grandir la colère des Wisigoths. Par plusieurs vagues, ils gagneront du terrain pour venir piller Rome en 410.³⁴

Les mouvements des peuples d'origine germanique tels les Huns amènent des populations slaves. Vers le 6^e siècle, celles-ci vinrent s'installer dans l'Illyrie orientale jusqu'en Thrace. La Macédoine n'échappe pas à l'incursion des Slaves.

Dans un même mouvement, les régions de Dniestr virent déborder les Bulgares qui suivaient les Slaves d'assez près. Ces Bulgares qui étaient possiblement d'origine turque vinrent s'installer dans le Nord de la Thrace, leur origine est difficile à établir à partir des sources disponibles.

³³ Savard, P et Dussault, H. Histoire générale, Centre éducatif et culturel, Montréal, 1966, Tome 1, p. 204.

³⁴ Grimberg, Carl. Op. cit., Tome 3, p. 340.

Ainsi, vers le 9^e ou 10^e siècle, la composition ethnique dans les Balkans est assez complète, c'est-à-dire un peuplement issu des Wisigoths sur les côtes puis une population slave en Illyrie, Macédoine et dans le sud de la Thrace et pour compléter des Bulgares parlant une langue slave dans le nord de la Thrace près du Danube. Quelques Magyars viennent combler le tableau au 10^e siècle en s'établissant en Roumanie et entre le Danube et la Tisza (ce qui formera la pointe hongroise).

Les grandes invasions ont fait en sorte de transformer l'empire romain d'Orient en l'empire gréco-oriental et ce vers le 8^e siècle. Ainsi, l'empire gréco-oriental ou byzantin s'étend au point de couvrir les Balkans au sud du Danube, la pointe de l'Italie et l'ensemble de la Turquie actuelle. C'est sous la dynastie macédonienne que l'empire connaît son apogée, elle marque le territoire d'une empreinte nouvelle.

L'empire byzantin est l'héritier de la tradition hellénique établie sous Alexandre et de l'empire romain qui ouvre les voies au grand commerce. Elle est attirée par des produits de luxe qui la porte vers Alexandrie, Antioche et même Trébizonde sur la mer Noire. Le patrimoine religieux qui émane de Byzance est le respect de l'orthodoxie, la vraie doctrine chrétienne qui débouche sur le culte des icônes. De cette époque émerge la rupture entre les Patriarches de Constantinople et les Papes chrétiens.

Si la coupure entre l'Orient et l'Occident se fait aux niveaux religieux, l'art byzantin³⁵ reprend des deux origines et les exploite de façon concrète tout au long de sa domination sur les Balkans.

La dynastie macédonienne (867-1057) aboutit au schisme d'Orient (1054) qui marque la séparation entre l'Occident chrétien et l'Orient où la chrétienté est impure. De cette sécession entre l'Orient et l'Occident viendront les Croisades, expéditions destinées à la glorification du christianisme dans le monde habité.

Avant même le départ des premières croisades, l'empire byzantin est menacé en Asie mineure par les turcs qui viennent gruger les terres de l'empire par l'est (voir carte «L'empire de Basile II », p. 73) soit par le Caucase. Cette avancée turque ou musulmane met en place le califat de Seldjoukides qui s'avance presque aux portes de Nicée qui est prise en 1097 par les Croisés de la première croisade.

En 1204, prend fin la quatrième croisade qui marque l'anéantissement de l'empire byzantin ou gréco-oriental. Constantinople est alors prise par les Chrétiens latins qui divisent l'ancien empire de Basile II comme le montre la carte titrée «La 4^e croisade » (p. 75). Nous voyons clairement la position des Musulmans, qui sont encadrés de quelques possessions latines mais surtout du reste de l'empire byzantin qui n'est plus que quelques

³⁵ L'art byzantin, continuation de l'art romain, mis au service du christianisme. L'art byzantin représente l'art oriental importé à Constantinople et modifié au contact de l'art gréco-romain. Encyclopédie Universelle Française, société des éditions Leland limitée, Montréal, p. 1015.

États grecs. Nous observons principalement l'empire latin de Constantinople qui inclut la Grèce et marque pour une première fois la limite sud de la Macédoine qui est divisée entre les Bulgares et les Latins (Occidentaux).

Nous avons vu jusqu'ici que le devenir macédonien est absorbé par les événements de l'empire byzantin. La Macédoine perd son statut d'État pour n'être qu'une région parmi tant d'autres, sans plus d'importance. Par contre, le passage des Romains puis des Byzantins et le retour aux Occidentaux (Romaines latins) laissent une marque au niveau linguistique, en effet l'usage de l'alphabet cyrillique³⁶ pour certains et l'alphabet latin pour d'autres, s'observe facilement en recensant les ethnies qui se sont établies depuis le 3^e siècle jusqu'à l'établissement de l'empire ottoman.

Voilà qui nous fait prendre conscience de l'impact des mouvements de populations sur la définition culturelle des Balkans et particulièrement de la Macédoine qui est à mi-chemin entre l'Occident et l'Orient.

Observons dans une deuxième section la mise en place de l'empire ottoman et le mouvement des frontières qui fait voir l'impact sur la Macédoine divisée et écrasée sous le devenir des autres.

³⁶ Précisons que l'alphabet cyrillique remonterait au 9^e siècle et qu'il serait attribuable à saint Cyrille, moine chargé de la conversion des peuples slaves dans l'empire byzantin. Bréhier, Louis. Vie et mort de Byzance, Éditions Albin Michel, Paris, 1969, p. 119.

2.2 L'empire ottoman : mouvement dans les frontières.

Pendant que les Ottomans s'installent en Asie mineure, les Bulgares agrandissent leurs possessions terrestres. Sous Basile II, les Bulgares ont vu leur empire fort bouleversé. L'empereur byzantin, Basile fut surnommée le «tueur de Bulgares»³⁷. Mais, la désorganisation byzantine favorise la descente de la Bulgarie jusqu'à la plaine de Macédoine. L'empire bulgare se construit sur une église nationale chrétienne qui prend pour langue le slave. Bien que reconnu par les Byzantins, l'empire bulgare craint les soubresauts du déséquilibre amené par les Croisades. Malgré, l'union des peuples slaves de Macédoine, d'Albanie et des autres parties des Balkans, le premier empire bulgare est vite réintégré dans les projets de conquêtes de l'empereur byzantin.³⁸

Jusqu'à 1204, la Bulgarie est morcelée en provinces. Le second empire sera reconstruit à partir des révoltes serbes et bulgares du Nord. C'est vers cette date (1204) que le pape Innocent III restaure le titre royal de Bulgarie qui survivra jusqu'en 1393 où les Turcs de Murad soumettront Sofia et Salonique. Pour mieux situer ces deux villes, jetons un regard sur la carte «Expansion et retrait de la puissance ottomane» qui est située à la fin du chapitre trois soit à la page 98. Nous voyons Sofia qui deviendra la capitale de la Bulgarie, mais nous devons rechercher Thessalonique qui a aussi le nom de Salonique.

³⁷ Duby, Georges. Atlas historique, Larousse, Paris, 1994, p. 42.

³⁸ Dictionnaire encyclopédique Quillet, Librairie Aristide Quillet, Paris, 1981, p. 970.

À partir de 1393, la Bulgarie devient une province turque. Les Chrétiens des Balkans sont alors fort malmenés et souffrent terriblement du joug turc.

2.2.1 De l'Occident à l'Islam.

L'empire ottoman qui se met en place à partir de 1371 est bâti sur l'avancée des Turcs seldjoukides. La Turquie d'aujourd'hui s'est formée sur la débâcle de l'empire ottoman. Les Ottomans sont un groupe nomade qui parcourait au 11^e siècle les hautes steppes d'Asie centrale. Ils étaient déjà implantés en Mongolie au 7^e siècle et les Ottomans, civilisation brillante, furent dépassés par les Kitans. Ceux-ci sont un des peuples de langue mongole qui parcouraient ces régions d'Asie vers le 10^e siècle. Leur arrivée en Asie mineure est due à l'avancée kitane. Ces Turcs ottomans, au contact des Iraniens, se sont laissés convertir à l'Islam.

L'Occident voit l'installation des Turcs seldjoukides en Anatolie comme une menace à l'unité chrétienne, le « péril turc » progressait alors vers les Balkans sans rencontrer une résistance d'importance puisque Byzance était en phase déclinante.

L'Occident engage à cette époque une guerre sainte qui mène quatre croisades. D'abord contre les Byzantins, à cause du schisme d'Orient et ensuite contre les Turcs parce qu'il menace le christianisme. Les Croisés repoussent une première fois les Turcs en 1099, avec la reprise de Jérusalem. Les Turcs reprennent leur avancée malgré les Croisés.

Le 13^e siècle s'ouvre sur la menace des Turcs ottomans. Bien que Constantinople soit aux mains des Croisés depuis 1204, l'Occident doit veiller à christianiser celle-ci pour contrer les ambitions turques.³⁹

En 1354, les Turcs franchissent les Dardanelles et viennent occuper Gallipoli (Gelibolu) en Chersonèse.⁴⁰ Les conquêtes dans les Balkans s'amorcent au 14^e siècle par la ville de Maritza (1371) qui vient isoler la ville de Constantinople. Puis, il monte jusqu'au Kosovo où en 1389, il écrase Lazare, tsar de Serbie. Mais Murad, sultan des Ottomans meurt à la bataille, c'est son successeur Bajazet qui soumet les princes de Serbie, de Valachie et de Bulgarie. Pendant que les Ottomans conquièrent les Balkans, ils doivent solidifier leurs arrières en maîtrisant les derniers émirats seldjoukides, nous sommes à la fin du 14^e siècle.

Le roi Sigismond de Hongrie appelle les Croisés d'Occident comme support mais les Ottomans ont tôt fait de les écraser. La péninsule est entièrement sous contrôle des Ottomans après les conquêtes de Thessalie, de Grèce centrale et de Morée en 1397.

Le début du 15^e siècle (1402-1421) voit la dislocation de l'empire ottoman par l'entrée d'un nouvel empire mongol en Asie ottomane où le sultan Bajazet est fait

³⁹ Kitsikis, Dimitri. L'empire ottoman, P.U.F., Collection « que sais-je? », France, p. 31.

⁴⁰ Benoist-Méchin. Op. cit., p.38.

prisonnier par Tamerlan. Une période de dissensions, de guerres pour obtenir la succession de l'empire ottoman secoue les restes de celui-ci.

En 1421, l'empire est reformé sous Amurât II qui avance jusqu'à Kossovo où il affronte le régent de Hongrie (1448). Ces fulgurantes avancées sont stoppées par Scanderberg en 1447 et 1449, en Albanie.

Sur cette défaite de Amurât II, s'ouvre une nouvelle phase soit le règne de Mahomet II en 1451, qui envisage la prise de Constantinople qui demeure un haut-siège de l'Occident dans ce jeune empire ottoman.

C'est en 1453 que Constantinople est prise et occupée, pour environ cinq siècles ; elle devient la capitale de l'empire ottoman. De 1451 à 1481, Mahomet II assure ses positions dans toute la péninsule balkanique. D'Athènes à Belgrade, l'empire réduit en province chaque petit royaume soit : la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, l'Albanie et l'Anatolie. Belgrade résiste en 1456 à cette conquête ottomane ce qui a pour conséquence de retarder la prise des positions hongroises dans les Balkans.

La carte intitulée «Formation de l'empire ottoman » (p. 76) nous illustre cette avancée en nous montrant la relation temps / espace par des variations d'ombrage, d'un gris plus foncé à un gris clair nous parcourons les cinq siècles de domination ottomane dans les

Balkans. Ainsi, le 15^e siècle a été pour l'empire ottoman, l'étape servant à s'assurer les pourtours de la mer Égée, de la mer Noire et le passage d'une mer à l'autre.

Le 16^e et 17^e s. ont permis au successeur de Mahomet II d'atteindre son apogée en étendant les territoires conquis aux côtes méditerranéennes, de l'Afrique jusqu'à Alger qui est prise en 1516⁴¹, et en Asie mineure.

En 1520, Soliman le Magnifique prend la direction de l'empire, les Turcs avancent alors jusqu'aux portes de Vienne en 1529. Cette avancée est un échec, ceci marque un arrêt des ambitions turques en Europe. Soliman se tourne vers la Mésopotamie et prend Bagdad en 1534.

En 1541, Soliman retourne vers la Hongrie qu'il annexe en grande partie. Les conquêtes se poursuivent jusqu'en 1682-1683, année du second siège de Vienne ⁴² qui est sauvée par l'arrivée d'alliés européens.

À partir de 1684, l'empire ottoman commence à reculer pour arriver jusqu'à la première guerre balkanique soit en 1912-13, qui marque son démembrement définitif. Pour bien comprendre le déclin de l'empire ottoman, nous devons regarder le Saint empire romain germanique et la formation de l'empire austro-hongrois, c'est pourquoi nous

⁴¹ Dictionnaire encyclopédique Quillet, p. 7088.

⁴² Carpentier, Jean et Lebrun, François. Histoire de l'Europe, Éditions du Seuil, Paris, 1990, p.533.

réserveons ces deux cent ans pour le troisième chapitre qui est destiné à comprendre la question balkanique.

Regardons pour terminer tout l'apport de l'avant empire ottoman et l'impact du mouvement des frontières sur les Balkans jusqu'au siège de Vienne (1683).

2.3 Macédoine : au carrefour de deux mondes.

Les frontières qui émergent de l'empire ottoman, ont eu des impacts sur la formation du territoire. Ces impacts se font encore sentir aujourd'hui. Pour bien les comprendre, nous devons tenter de voir les changements dans le temps soit en trois étapes : l'avant, la formation et le pendant l'empire ottoman.

Les Balkans avant l'occupation turque subissent nombre de changements. Le portrait ethnique est modifié par les mouvements de population du 3^e au 10^e siècle, bien que les populations d'origine qui étaient en place sous Alexandre demeurent les mêmes. La carte de la page 72, «Mouvement des populations » nous les identifie en lettres majuscules, il s'agit des Thraces, des Valaques, des Macédoniens, des Albanais, des Illyriens, des Roumains et des Daces, ces derniers sont situés au pied des Carpates. Les grandes invasions ont pour impact de briser le caractère d'homogénéité que l'on retrouvait dans les Balkans, sous Alexandre.

La Macédoine peuplée essentiellement de macédoniens hellénisés voit s'implanter des Slaves dans un premier temps, puis les Bulgares. Ceux-ci occupent la région pendant un certain temps. Les Slaves furent d'abord considérés comme un peuple anarchique, qui au contact des Daces, se sont romanisés. L'arrivée des magyars divisa la nation slave qui sous l'influence de saint Cyrille commença à se christianiser puis au côté des Bulgares, ils se convertirent à l'orthodoxie.

L'empreinte laissée en Macédoine par le passage des Slaves, d'une religion vers une autre, finit par engendrer une grande coupure entre les Slaves orthodoxes d'écriture cyrillique et les Slaves catholiques d'écriture latine, ce qui se solde par une diversité dans les modes et les milieux d'enseignement.

Cette diversité religieuse explique la présence en Macédoine d'une église orthodoxe et d'une catholique romaine. Au niveau linguistique, les origines indo-européennes des Slaves qui adoptent au 9^e siècle le slavon et l'occupation des bulgares qui sont en fait des Proto-bulgares, d'origine turque, laissent un assemblage linguistique allant du serbe au turc, et fait du macédonien la langue officielle. De plus, une infime partie de la population parle ou le rom ou le valaque ou bien l'albanais, selon les origines ethniques de cette population.

Le peuplement serbe offre une grande diversité dans la culture macédonienne et ce, avant même le positionnement ottoman. En effet, sous les Ottomans, la Macédoine subissait l'exploitation impérialiste de ceux-ci, ce qui ne leur permettait pas d'élaborer leur

culture. Les peuplements serbes ouvrent la voie aux aspirations nationales des Macédoniens.

Ainsi, lorsque les Ottomans succèdent aux Byzantins, la Macédoine est particulièrement diversifiée au niveau linguistique et religieux. Lorsqu'en 1371, Amurât prend possession de la Macédoine, celle-ci est déjà fort bousculée par des siècles de disputes entre Byzantins, Bulgares et Serbes.

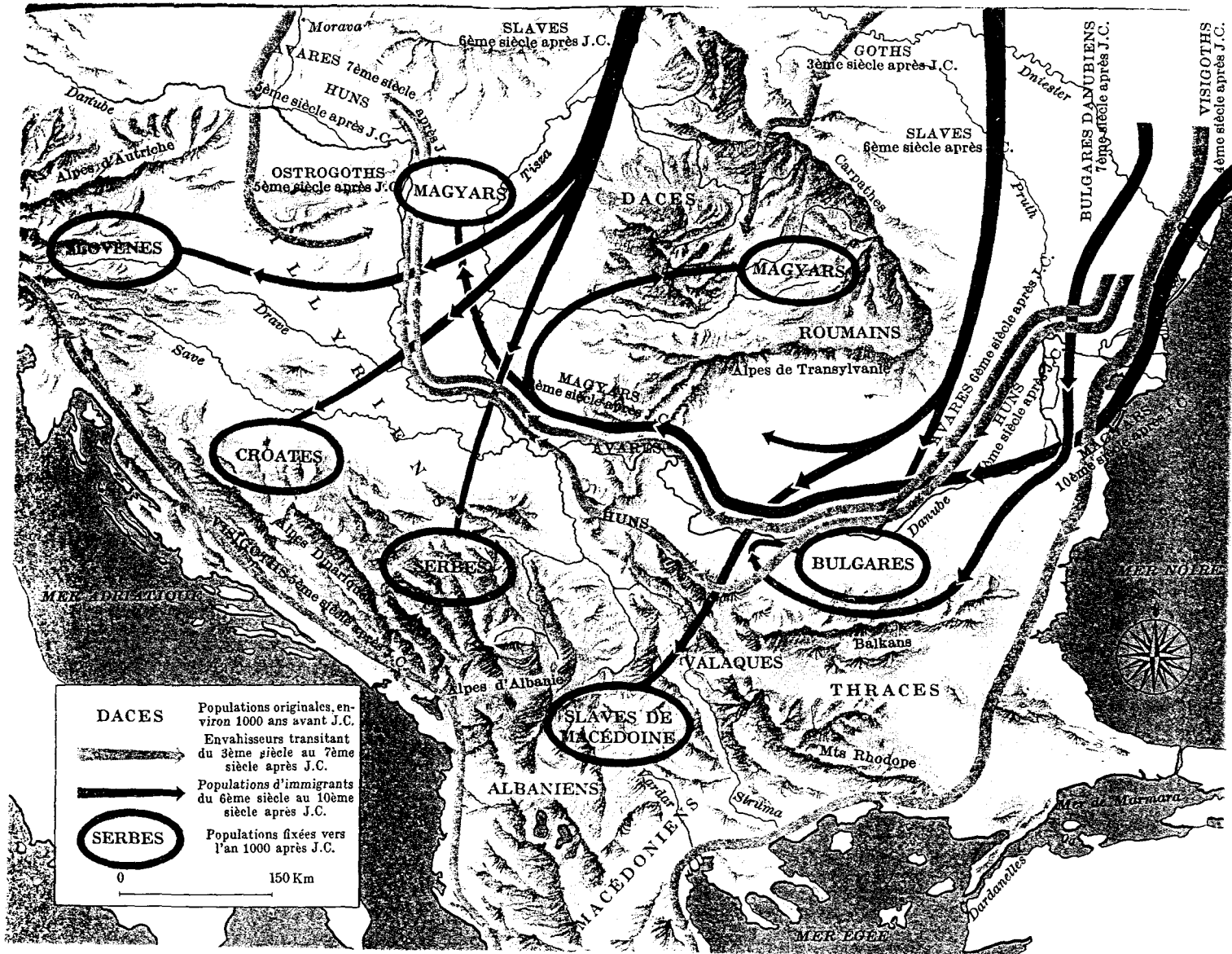
La présence ottomane en Macédoine sera continue du 14^e siècle jusqu'à la première guerre balkanique (1912-13). Cette présence permet à quelques fonctionnaires turcs et à des mercenaires de s'enrichir, alors que la région et ses habitants s'appauvrissent progressivement. Les Macédoniens et les ethnies, déjà établies avant les conquêtes ottomanes, sont réduits au servage et contraints de payer des impôts énormes aux Seigneurs turcs pour conserver un semblant de liberté.

La conquête majeure des Balkans n'a pas contribué à rapprocher les peuples conquis. Le peuple ottoman qui est le conquérant se compose de musulmans. Ceux-ci sont considérés comme supérieurs et sont en possession des droits et des terres, ils demeurent la minorité dirigeante. Les divers peuples chrétiens qui sont reconnus sous l'appellation de *raïas* (troupeau), sont acceptés sur le territoire seulement pour être exploités.

Le sens de la notion d'impérialisme qui joue comme critère de sélection de nos périodes prend toute son importance ici. La Macédoine et les Balkans sont devenus les esclaves des ambitions ottomanes sur l'Europe. Retournement des choses, si l'on considère que l'empire d'Alexandre a fait subir le même sort aux régions de l'empire perse. L'impact de l'occupation ottomane est lourd, si l'on considère que la Macédoine devra attendre l'éclatement de l'ex-Yougoslavie au début des années 1990, pour retrouver son statut d'État indépendant.

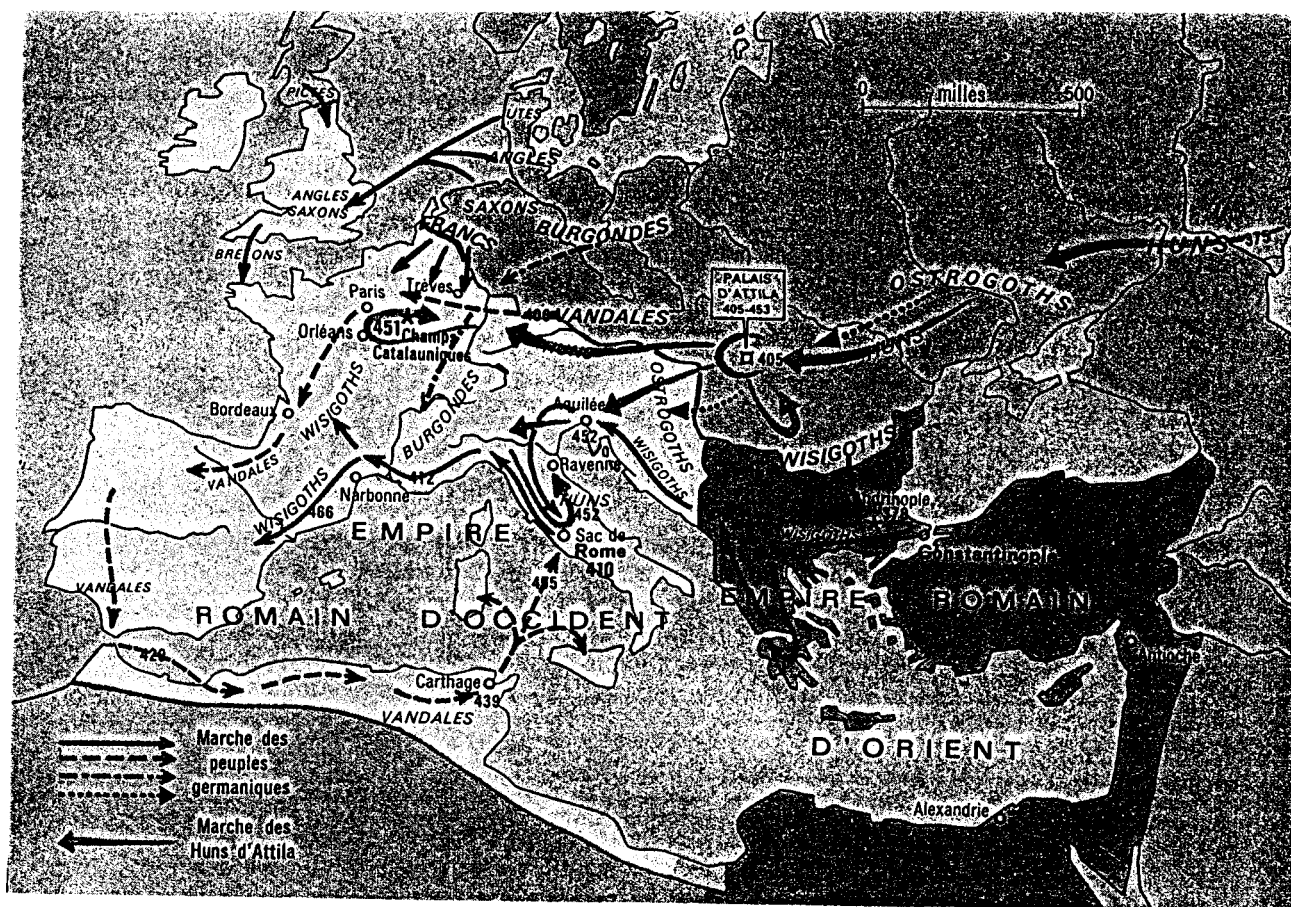
Regardons maintenant le déclin de l'empire ottoman qui passe par la mise en place de l'empire austro-hongrois et qui nous permet de comprendre la question balkanique dans toutes ces implications pour la Macédoine.

Carte VI : Mouvement des populations.



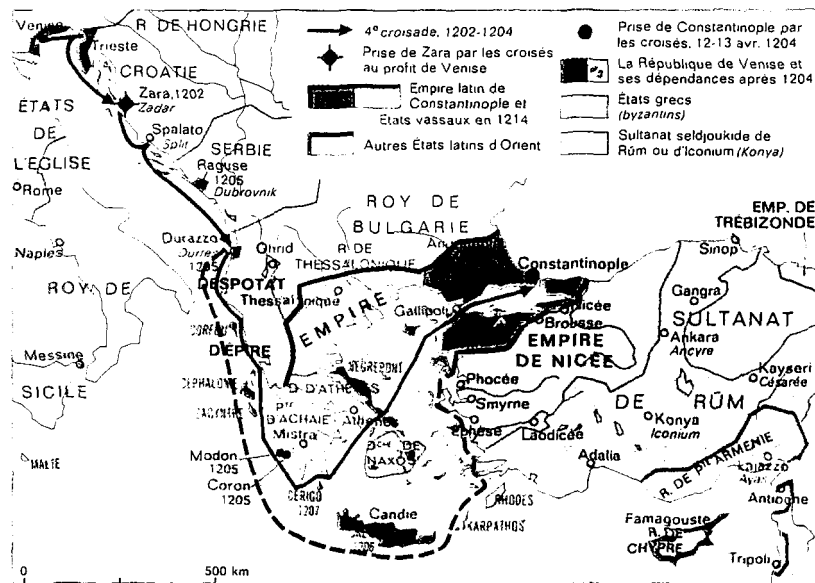
Source : Stillman, Edmund. Les Balkans, p. 27.

Carte VIII : Les grandes invasions.



Source : Histoire générale, Tome 1, p. 204.

Carte IX : La 4^e croisade.



Source : Duby, Georges, Atlas historique, p. 59.

Carte X : Formation de l'empire ottoman.



Source : Grand dictionnaire encyclopédique Larousse, p.7679.

CHAPITRE 3

L'EMPIRE AUSTRO-HONGROIS (±1815-1918)

COMPRENDRE LA QUESTION BALKANIQUE.

La période de l'empire austro-hongrois est destinée à comprendre la question balkanique, elle est aussi le prélude à la modernité dans les Balkans. Elle permettra de comprendre le processus d'identification culturelle des Macédoniens alimenté par une remise en question de leur légitimité politico-culturelle. En trois sections, nous élaborerons les paramètres du conflit mondial qui, nous le savons, prend son essor dans l'univers du monde balkanique. La première section complétera le chapitre sur l'empire ottoman, en montrant le déclin de celui-ci et en nous conduisant aux événements de 1815. La deuxième section insistera sur la genèse de l'empire austro-hongrois jusqu'à la première guerre balkanique. Notre dernière section présentera la Macédoine dans la guerre balkanique et dans la première guerre mondiale.

3.1 Déclin de l'empire ottoman : une Europe en changement.

L'empire ottoman en 1683 couvre les Balkans dans tout son ensemble c'est-à-dire de l'empire germanique (aux portes de Vienne) jusqu'à la Méditerranée. Le dossier cartographique «Mouvement des frontières » qui est situé à la page 103 et qui compte sept

cartes, nous permettra de suivre le déclin territorial des Ottomans, tout en voyant l'expansion de l'empire austro-hongrois et la naissance des États nationaux tels la Serbie.

Au lendemain du siège de Vienne, les Ottomans font face à une sainte ligue qui est composée de l'Autriche, de Venise, de la Pologne et de la Russie. L'Autriche et la Russie deviennent les deux grandes puissances de l'Europe, ils ébranlent la forteresse ottomane.

D'abord en 1686, les Autrichiens porte un grand coup en prenant Bude, bouclier de l'Islam. Leurs avancées dans les Balkans s'accompagnent de la conquête de la forteresse russe, qui concrètement leur fait prendre Azov en Crimée (1696), ce qui leur donne accès à la mer Noire.

Cette première phase de la conquête de l'empire ottoman est marquée par un traité à Carlovitz en 1699. Les Turcs doivent oublier leurs aspirations sur Azov qui est rendue aux Russes, pendant que la Morée est cédée aux Vénitiens et que la Hongrie et la Transylvanie sont laissées sous l'autorité des Habsbourgs.⁴³

Une guerre éclair entre les Russes et les Turcs vers 1711, rend à l'empire ottoman, la ville d'Azov. La défaite à Prut, de Pierre le Grand, tsar de Russie, redonne de l'ambition aux Turcs. Quelques années après l'offensive turque contre les Russes, ils se tournent contre Venise (vers 1714-1715) et contre l'Autriche en 1716.

⁴³ Girard, Louis. Du Moyen-âge aux temps modernes (1328-1715), Bordas, France, 1968, p. 318.

Le traité de Passarovitz rend la Morée à la Turquie. Mais ce traité amène un recul des Ottomans aux mains des Autrichiens. Ils doivent céder le Banat de Temesvar et la Serbie septentrionale avec Belgrade. De plus, ils sont contraints de laisser la Valachie occidentale aux mains des Autrichiens. Ce traité de 1718 marque une pause dans le recul ottoman.⁴⁴

En effet, la Turquie reprend ses offensives contre la Russie et l'Autriche en 1735, cette nouvelle menace des Ottomans se termine par le traité de Belgrade en 1739. Ce traité a été négocié par la France sur deux plans : le premier avec l'Autriche qui doit rendre ce qu'elle a acquis lors du traité de Passarovitz sauf pour le Banat de Temesvar. Le second volet du traité se fait avec les Russes qui doivent céder une région entre le Dniepr et le Boug. La carte que nous nommons «Expansion et retrait de la puissance ottomane » (p. 98), nous illustre ces mouvements des frontières. Jusqu'ici, nous constatons que l'empire ottoman n'a pas reculé de façon significative, mais qu'elle s'est considérablement affaiblie au plan politique et militaire. Nous avons aussi, constaté l'intérêt grandissant des puissances européennes pour les affaires et les territoires balkaniques.

La reprise des hostilités entre la Turquie et la Russie se fait à l'avantage des Russes. Les avancées russes vers 1770, dans la Méditerranée, provoquent des révoltes en Grèce. Celles-ci sont réprimées de façon très violente par les Turcs. Le traité de 1774 à Kainardji amorce l'annexion de la région comprise entre le Caucase jusqu'au Dniepr par la Russie et

⁴⁴ Carpentier, Jean et Lebrun, François. Op. cit., p. 259.

rend aux Turcs les quelques principautés roumaines que détenaient les Russes, mais ils conservent un protectorat sur la Moldavie et la Valachie ce qui leur ouvre un droit d'ingérence dans les affaires de l'empire ottoman.

En 1787, les Turcs reprennent la guerre contre les Russes qui ont l'Autriche à leur côté. Les Autrichiens prennent Belgrade en 1789, pendant ce temps, un front commun renverse les Turcs en Valachie. La situation européenne pour l'Autriche amène cette dernière à conclure une entente avec les Turcs à Sistova, qui lui donne une parcelle de territoire dans le sud de la Save, en plus de Vieux-Orsova. Sistova est une ville située à la limite nord de la Valachie et est inscrite sous le nom de Svistov, comme l'indique la carte «Expansion et retrait de l'empire ottoman » (p. 98). Elle est marquée d'un losange et de la date à laquelle le traité a été signé. La Russie signe un traité en 1792 qui restitue quelques-unes de ses conquêtes sauf Otchakov et le pays entre le Boug et le Dniestr.

À partir du 19^e siècle, le déclin de l'empire ottoman prend un nouveau sens, la question d'Orient vient submerger les désaccords militaires et politiques qui avaient déstabilisé l'empire depuis la fin du 17^e siècle.

La crise permanente qui secoue l'empire en 1804 est issue de trois éléments soit : les insurrections des sujets chrétiens qui se soulèvent sous la bannière nationaliste, ils revendiquent leurs droits à la nation indépendante. Le second élément repose sur l'ambition grandissante de certains pachas, qui soulèvent leur province contre l'autorité du

sultan. Le dernier point qui explique cette crise perpétuelle dans l'empire repose sur l'intervention des puissances étrangères qui aspirent à étendre leurs territoires aux dépens des Ottomans.

La question d'Orient prend toute sa puissance lorsque l'on cherche à savoir jusqu'où ira le démembrement de l'empire et à qui celui-ci profitera. La désagrégation de l'empire ottoman s'accélère à partir de 1804 avec l'insurrection des Serbes. L'année suivante ceux-ci repoussent les armées turques et prennent possession des forteresses de Serbie. La saga se poursuit en 1808, lorsque la Serbie se place sous la protection du Tsar de Russie, qui en 1806 est venu occuper les principautés roumaines de Moldavie et de Valachie.

En 1812, les ambitions de Napoléon sur la Russie modifient le portrait des Balkans puisque les Russes doivent laisser les principautés de Roumanie et abandonner les Serbes qui sont aussitôt envahis par les Turcs, ce qui entraîne des massacres sanglants.

Le traité de Bucarest va permettre aux Russes d'étendre leurs frontières jusqu'aux bouches du Danube, en acquérant la Bessarabie.

Le siècle qui suit, jettera définitivement l'empire ottoman dans la décadence pour arriver en 1912-13 avec la guerre balkanique. La période allant de 1684 à 1812 n'a pas troublé la frontière de la Macédoine, elle est demeurée sous le contrôle des Turcs.

L'émergence de l'empire austro-hongrois se fait au détriment de l'empire ottoman. Dans la prochaine section nous traiterons de cet empire tout en complétant le démembrement des Ottomans, la carte de la page 97, nous illustre cette réalité. Nous avons vu la genèse de la question balkanique avec la mise en place de la question d'Orient ; dans les pages suivantes nous expliquerons ce questionnement à travers certains événements qui prennent un caractère significatif pour comprendre les enjeux de l'époque.

3.2 L'empire austro-hongrois : la fin du caractère historique des événements pour les Balkans

Du traité de Sistova jusqu'en 1804, l'Autriche doit contenir les ambitions françaises, menées par Napoléon. D'abord l'Autriche doit faire face aux idées nouvelles de la révolution française qui bouleverse la structure monarchique autrichienne et réveille les élans nationalistes chez les États qu'elle domine.⁴⁵

La situation de l'Autriche sur le plan territorial s'étend au sud du Danube jusqu'au Royaume de Pologne près des frontières de la Silésie possession de la Prusse. La monarchie autrichienne se compose d'un assemblage de populations très diversifiées autant par leur nationalité que par la langue. D'un point de vue territorial, l'Autriche atteint une certaine cohésion qui sera bousculée par les événements politiques.

⁴⁵ Fejtő, François. Requiem pour un empire défunt : ..., Édition du Seuil, Paris, 1992, p. 52.

En 1804, François II décide, à l'instar de Napoléon, de prendre le titre d'empereur héréditaire d'Autriche et de se faire appeler François 1^{er}, empereur du Royaume d'Autriche. Il réalise par le fait même l'unité des possessions des Habsbourgs.

Deux ans après cette décision, François 1^{er} renonce au titre d'empereur d'Allemagne puisque Napoléon dissout le Saint empire germanique. L'Autriche est ainsi privée d'un titre héréditaire qui étendait son influence jusqu'aux frontières de la Belgique. Cet État fut un temps sous l'autorité de l'empereur d'Autriche ; cette possession, par sa situation géographique devenait comme le boulet d'un prisonnier et compromettait l'avenir politique de l'Autriche.

La dislocation du Saint empire est définitive puisqu'en 1815, le congrès de Vienne ne reforme pas l'Europe d'avant 1806. « L'Europe est désormais l'Europe des États ».⁴⁶ Ainsi, l'empire d'Autriche étend son pouvoir sur des populations allemandes, slaves, magyars et italiennes.

L'œuvre d'une grande Europe qui agit de concert, tient grandement à cœur au chancelier d'Autriche, Metternich. Celui-ci voit dans la France un ennemi à surveiller qui risque de remettre en question l'équilibre de la nouvelle Europe.

⁴⁶ Carpentier, Jean et Lebrun, François. *Op. cit.*, p. 314.

Les monarchies reprennent leurs zones d'influence mais ne retrouvent pas leur autorité absolue de l'ancien régime. Le réveil national qui se fait sentir dans toute l'Europe se concrétise en 1829, par l'autonomie des Serbes dans l'empire ottoman. Dans l'empire autrichien, le printemps des peuples en 1848 vient secouer Vienne par des émeutes et une occupation de la capitale. Ces mouvements reposent sur la double revendication libérale et nationale.

Metternich avait essayé de contenir ces mouvements en limitant les pouvoirs des assemblées populaires et en censurant la presse. Ces actions de Metternich, l'obligent en 1848, à fuir Vienne, puisqu'il symbolise la répression des idées nouvelles. C'est le nouvel empereur François-Joseph qui rétablit l'ordre dans l'empire d'Autriche.

Pendant ce temps, dans l'empire ottoman, des révoltes en Grèce (1821) se soldent par la création d'un Royaume indépendant de Grèce qui émane des conclusions du traité d'Andrinople (1829). La carte intitulée : « Démembrement de l'empire ottoman » (p. 97) montre la Grèce de 1830 mais aussi les autres États qui se forment de l'éclatement de l'empire turc.

Une crise orientale qui implique les Turcs et l'Égypte débouche sur une intervention des anglo-autrichiens qui cherche à sauvegarder l'intégrité de l'empire ottoman. La Convention des détroits en 1841, bloque l'accès des Bosphores et des Dardanelles à tous navires de guerre. Lorsque l'Autriche cherche à mâter les mouvements nationalistes,

l'empire ottoman tente une grande réforme destinée à se rétablir comme puissance militaire.

En 1854, l'Europe débouche sur l'expédition de Crimée qui implique l'Angleterre et la France qui sont convaincues de la cause de la Turquie. Avant de parler du traité de Paris en 1856, faisons le point sur le mouvement des frontières.

La carte de 1815 (p.104), illustre la cohabitation des Autrichiens et des Russes en Europe centrale et la présence de l'empire ottoman dans les Balkans. Cette présence est menacée par quelques possessions britanniques sur la côte grecque et par l'avancée autrichienne dans la Dalmatie.

La carte de 1829-1832. (p. 105), montre une Autriche qui descend jusqu'à la Save et une Russie qui amorce une descente sur la côte occidentale de la mer Noire soit dans la future Roumanie et Bulgarie. Nous observons le nouveau royaume de Grèce qui s'étend sur le Péloponnèse et en Étolie.

En 1856-1863, nous observons la formation d'une nouvelle Roumanie composée de la Moldavie et de la Valachie. Sur cette carte qui se trouve à la page 106, nous voyons se préciser le petit État de Serbie qui s'est formé en 1829.

En observant la carte «La monarchie austro-hongroise », à la page 99, nous prenons conscience de l'importance des mouvements nationaux, composés à la fois d'Allemands, de Magyars, de Tchèques et de Slovènes. L'empire est entouré de puissances naissantes tel l'empire allemand (1871) ou même les Serbes qui ont acquis un certain niveau d'indépendance qui rend envieuses les nationalités qui la côtoient.

Ainsi, le traité de Paris en 1856 stoppe les avancées russes dans la mer Noire en leur interdisant l'établissement de ports militaire sur la mer intérieure. Cette clause sera pourtant abolie en 1871. La Turquie retrouve dans ce traité une garantie de respect de son intégrité territoriale, en effet la Russie est muselée dans son influence sur le territoire ottoman. De plus, le sultan répondant aux exigences des puissances, publie les dispositions du Tanzimat qui décrètent l'égalité de cultes et de toutes les nationalités, permettant aux chrétiens d'accéder à tous les emplois et établissant l'égalité de tous les Ottomans devant l'impôt et le service militaire. Ces dispositions ne se concrétisent pas, pour cause l'opposition entre chrétiens et musulmans.

L'Autriche procède à la transformation de son État en passant du centralisme axé sur Vienne à un dualisme qui fait de l'empire celui des Austro-hongrois. Donc, son régime établit une monarchie constitutionnelle, ces modifications font suite aux troubles de 1848 et s'appliquent jusqu'en 1859.

L'Autriche connaît deux conflits d'importance, pendant la période 1859 à 1867. Le premier amène la formation de l'Italie et modifie la position de l'Autriche dans la Lombardie qui passe sous contrôle italien. Ce conflit de 1859 opposait l'Autriche à la France qui s'était alliée le Piémont.

Le second conflit celui de 1866 place l'Autriche face aux Prusses et aux Italiens. Dans cette guerre, l'Autriche perd la Vénétie et subit une défaite humiliante à Sadowa dans le Nord de l'empire, non loin de Prague. Cette victoire prussienne exclut l'Autriche de la destinée allemande et ouvre la voie à l'armée prussienne.

La tentative de l'empire ottoman de réformer son administration est vaine. Vers 1868, un mouvement jeune-turc cherche à modifier l'empire pour lui redonner un nouveau souffle. Les jeunes-turcs sont des patriotes qui veulent amadouer l'opinion européenne, tout en dissimulant leurs idées anti-européennes.

La dernière phase soit de 1875 à 1914 marque la fin de l'empire qui donne naissance à la nouvelle Turquie. Les Serbes de Bosnie et d'Herzégovine motivés par les Russes se soulèvent, ces mouvements sont accompagnés de massacres de Chrétiens en Bulgarie par les Turcs, ces événements se déroulent en 1875-1876. Les jeunes-turcs en profitent pour s'approprier le pouvoir et placent le jeune Murad V, le neveu du sultan AbdulAziz qui vient d'être renversé.

Malgré l'intervention du Monténégro et de la Serbie en faveur des insurgés bosniaques, la Turquie demeure dure, elle va même jusqu'à envahir la Serbie qu'elle reprend sous son contrôle jusqu'au traité de San Stéfano (1878).

L'année 1877 donne lieu à une première phase d'une guerre turco-russe qui mène les Russes jusqu'à Plevna au-delà du Danube. Ils sont arrêtés à cet endroit par Osman-Pacha. La seconde phase s'amorce en 1878 et implique les Roumains aux côtés des russes. Ils prennent la ville de Plevna et poussent jusqu'à Constantinople. Cette avancée turque se termine par le traité de San Stéfano qui est suivi du traité de Berlin qui revoit les clauses de ce premier traité. La réunion de Berlin se fait sous la directive de l'Angleterre et de l'Allemagne, au grand mécontentement de la Russie.

Le traité de Berlin amène des modifications considérables dans les Balkans. Avant d'analyser certaines conclusions, retournons en 1867 pour observer le compromis qui vient modifier l'empire austro-hongrois. Dans une nouvelle section qui couvrira jusqu'en 1912, nous regarderons la destinée parallèle des Austro-hongrois et des Turcs.

3.2.1 Du compromis à la guerre balkanique.

Le compromis de 1867 permet à l'Autriche d'apaiser pour un temps la question des nationalités en Hongrie. En instituant le dualisme monarchique dans l'empire, François-Joseph répondait à quelques revendications hongroises. L'Autriche-Hongrie avait deux

gouvernements pour toutes les décisions intérieures. Un gouvernement austro-hongrois siégeait pour les relations extérieures et pour la défense de l'empire.

De 1867 à la fin de l'empire, une politique conservatrice mena les décisions de François-Joseph. L'orientation de la politique extérieure se fait par trois alliances impliquant simultanément l'Autriche avec l'Allemagne et la Russie, en 1872 ; l'Autriche et l'Allemagne en 1879 qui se transforme en 1883 en triple alliance par l'adhésion de l'Italie. Ces alliances sauront maintenir un certain équilibre en Europe centrale et dans les Balkans jusqu'aux événements de la Première guerre mondiale.

Avant la triple alliance de 1883, le traité de Berlin a permis à l'empire austro-hongrois d'agrandir le territoire sous son influence.

L'Autriche-Hongrie obtient par le traité de 1878, d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine qui sont peuplés en grande majorité de Serbes qui depuis fort longtemps cherchent à accroître leur indépendance. L'empire annexera ces territoires en 1908, le mécontentement des serbes se fait sentir dans des mouvements de violence. La carte nommée «La monarchie austro-hongroise » (p. 99), nous montre la constitution physique et ethnique de l'empire, nous pouvons de cette carte identifier les foyers de revendications nationales.

D'abord dans la partie autrichienne, les luttes nationales viendront des Tchèques qui réclament le royaume de Bohême. François-Joseph était presque disposé à accorder les mêmes dispositions que pour la Hongrie mais les pressions allemandes, l'obligèrent à reculer. Les Tchèques n'obtinrent qu'une égalité linguistique dans l'administration et la justice.⁴⁷

Dans l'État hongrois, les problèmes vinrent de l'opposition Magyars et Croates, ces derniers n'ont obtenu qu'une demi-autonomie en 1867 alors qu'ils souhaitent une Croatie indépendante. En 1879, la Hongrie provoque le réveil national chez les Slovaques et les Roumains par une politique de magyarisation excessive. L'empire sera, à la veille de la guerre 1914-1918, submergé par un mouvement anti-autrichien et anti-hongrois qui alimentera les passions nationales des Slaves du sud, des Serbes, des Croates et des Slovènes.

Le traité de Berlin de 1878 modifie le visage de l'empire austro-hongrois mais entraîne aussi des mouvements dans l'empire ottoman. Parti du traité de San Stéfán, le traité de Berlin a pour la Turquie des conséquences très graves. En nous servant de la carte «1878 » [Dossier : Mouvement des frontières, p. 107] faisons le point sur la situation territoriale des Balkans.

⁴⁷ Dictionnaire encyclopédique Quillet, Tome 1, p. 507.

L'Autriche-Hongrie s'étend sur une grande partie de la Roumanie actuelle et descend jusqu'au Monténégro sans toutefois occuper cette région et celle du Kosovo. La Serbie est légèrement agrandie par l'ajout de deux districts dans le nord près du Kosovo. Le traité forme la Roumanie qui se limite à la Moravie et à la Valachie. Une principauté bulgare prend aussi forme aux frontières de la Roumanie. L'empire ottoman est amputé d'une zone entre les Balkans et Rhodope soit la Roumélie orientale. Ainsi, l'empire se compose au lendemain de ce traité de l'Albanie, de la Macédoine et de la Thrace. La région macédonienne est l'unique pays chrétien de l'empire et elle est entourée de peuples musulmans.

Ainsi, l'empire ottoman est encerclé au nord par l'Autriche-Hongrie, les Serbes et les Bulgares, au sud et par la Grèce et les Russes qui ont gardé leurs possessions en Asie mineure. En 1885, la seule grande modification observable est l'extension de la Bulgarie à la Roumélie orientale. Chacun assure leur position sur les régions qu'ils occupent déjà.

Ainsi, de 1878 à 1908, les Ottomans essaient tant bien que mal de limiter les dégâts, mais à l'intérieur de la Turquie naît un mouvement appelé jeunes-turcs, leur idéologie se forme sur un sentiment national turc et recherche l'union des Turcs sous une seule et même bannière. Les jeunes-turcs exploitent le mécontentement qui naît dans l'empire et provoque une révolution qui prend naissance à Resna, en Macédoine. Ce coup de force oblige le sultan à rétablir la constitution de 1876 qui avait été abolie par AbdulHamid en 1877.⁴⁸

⁴⁸ Carpentier, Jean et Lebrun, François. Op. cit., p. 360

Avec la mise en place d'un pouvoir autoritaire tourné vers une idéologie turque, prend fin l'empire et naît la nouvelle Turquie de Mustapha Kémal.⁴⁹

Dans notre dernière section, ni l'empire ottoman, ni l'empire austro-hongrois ne vient modifier la destinée macédonienne. La guerre balkanique et toute la question d'Orient modifient les frontières de la Macédoine, abordons ces éléments pour voir la fin du caractère historique des événements entourant la fin des grands empire, qui vient influencer la destinée de la Macédoine.

3.3 La Macédoine : enjeux, sa destinée.

La question d'Orient naît du réveil des peuples chrétiens dans les Balkans, nous l'avons précisé ci-dessus la Macédoine est un pays à majorité chrétienne. Le réveil des Serbes et des Grecs qu'y n'ont que pour support commun leur religion, soit l'orthodoxie qui s'est formé du culte chrétien mais issue du schisme d'Orient, vient entrechoquer les relations entre les différents peuples des Balkans. Ceux-ci reçoivent le soutien des grandes puissances du monde qui agissent comme protecteur des chrétiens d'Orient (les croisades ne sont qu'un rappel de cette réalité).

⁴⁹ Benoist-Méchin. Op. cit., 460p. [Ouvrage nous relatant l'histoire de la Turquie après l'empire ottoman]

Les différents conflits qui émanent de la question débouchent sur les guerres balkaniques de 1912-1913. La guerre russo-turque de 1876 jusqu'à l'élaboration de la jeune Turquie sème au fil du temps des traités qui morcellent le territoire balkanique au point de créer des régions d'insatisfaction qui s'appuient sur des aspirations nationales. Les débuts du 20^e siècle offre aux Balkans de nouveaux conflits qui vont être à l'origine de la Première guerre mondiale.

D'octobre 1912 à mai 1913, les Balkans sont bouleversés par un conflit opposant la Turquie à la Bulgarie, Serbie, Monténégro et à la Grèce. Les premiers affrontements en octobre 1912 brisent la résistance turque, les Serbes poussent leurs avancées jusqu'en Macédoine qu'ils occupent en trois semaines. Cette offensive serbe est suivie de mouvements grecs qui s'emparent de Salonique. Les Bulgares réussissent à assiéger Andrinople.

Cette première guerre balkanique fait craindre le pire aux grandes nations européennes qui souhaitent voir la Turquie vaincre ces lancées nationales. Un premier armistice est offert en décembre 1912 mais la Grèce s'y oppose et le conflit se poursuit.

Une conférence s'ouvre à Londres sous la gouverne des grands. Une première conclusion est établie le 20 décembre 1912, l'Albanie obtient son autonomie.⁵⁰ À Constantinople, les hostilités s'enveniment mais rapidement les villes assiégées par les

⁵⁰ DeVos, Marcel. Histoire de la Yougoslavie, P.U.F., Collection « Que sais-je? », Paris, 1955, p. 89.

alliés balkaniques cèdent et la victoire est acquise. En mai 1913, la Turquie d'Europe cesse d'exister, la défaite des Turcs laisse aux mains des alliés des Balkans, la Macédoine et la Thrace. L'Albanie est depuis quelques mois exclue de l'empire ottoman.

Une grande difficulté apparaît, elle est de savoir à qui revient la Macédoine qui fut occupée depuis 1371 par les Ottomans, qui eux-mêmes l'avaient ravie à l'empire Byzantin.

La Macédoine en mai 1913, est partagée entre la Grèce qui obtient Salonique, conquise en octobre 1912. Les Bulgares ont Drama et Serrès pendant que les Serbes s'installent dans la partie conquise l'année précédente. Il apparaît à l'horizon un nuage de mécontentement issu de l'indépendance albanaise. Celle-ci bloque l'accès à l'Adriatique pour la Serbie.

Pendant que Serbes et Grecs font alliance et décident d'un traité de défense mutuelle. La deuxième guerre balkanique s'initie sous le regard autrichien qui se trouve inquiété par les victoires serbes. Le conflit de juin 1913 met en opposition les Serbes, les grecs et la Roumanie face à la Bulgarie qui devient très gourmande.⁵¹

Le conflit ne dure qu'un mois et se termine par le traité de Bucarest en août 1913. La Bulgarie est vaincue et voit la Macédoine tant convoitée, être divisée entre la Grèce et la Serbie. La Bulgarie n'obtient qu'une infime partie de la Macédoine, la carte intitulée «Les

⁵¹ Canapa, Marie-Paule. La Yougoslavie, P .U .F ., Collection « Que sais-je? »,Paris, 1980, p.32.

trois Macédoines » de la page 101, nous montre en gros le partage aux lendemains de la seconde guerre balkanique. Pour les États qui entourent la Macédoine, la situation est conflictuelle. La Turquie marquée par sa défaite de mai 1913 doit se contenter d'une mince bande dans la Thrace orientale incluant Andrinople, la carte «2e guerre balkanique (p. 100), nous illustre cette situation.

Pour la Russie, les guerres balkaniques ne lui ont pas offert la possibilité d'obtenir le contrôle des Détroits, ce qui rend un climat de frustration sur les pourtours de la mer Noire.

Dans le Nord des Balkans les relations entre l'Autriche et la Serbie se sont trouvées dégradées par les deux conflits balkaniques. Ceux-ci ont ravivé le nationalisme serbe qui recherche l'unité de tous les Slaves du sud. L'Autriche pour sa part, espère un nouveau conflit pour faire taire le sentiment national serbe. La première guerre mondiale donnera libre-court à cet anti-slavisme autrichien, puisqu'elle se trouve enclenchée par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche. Le meurtre commis à Sarajevo, le 28 juin 1914, est amplifié par les mécontentements issus du siècle précédent et est nourri par les alliances des puissances européennes et des belligérants.

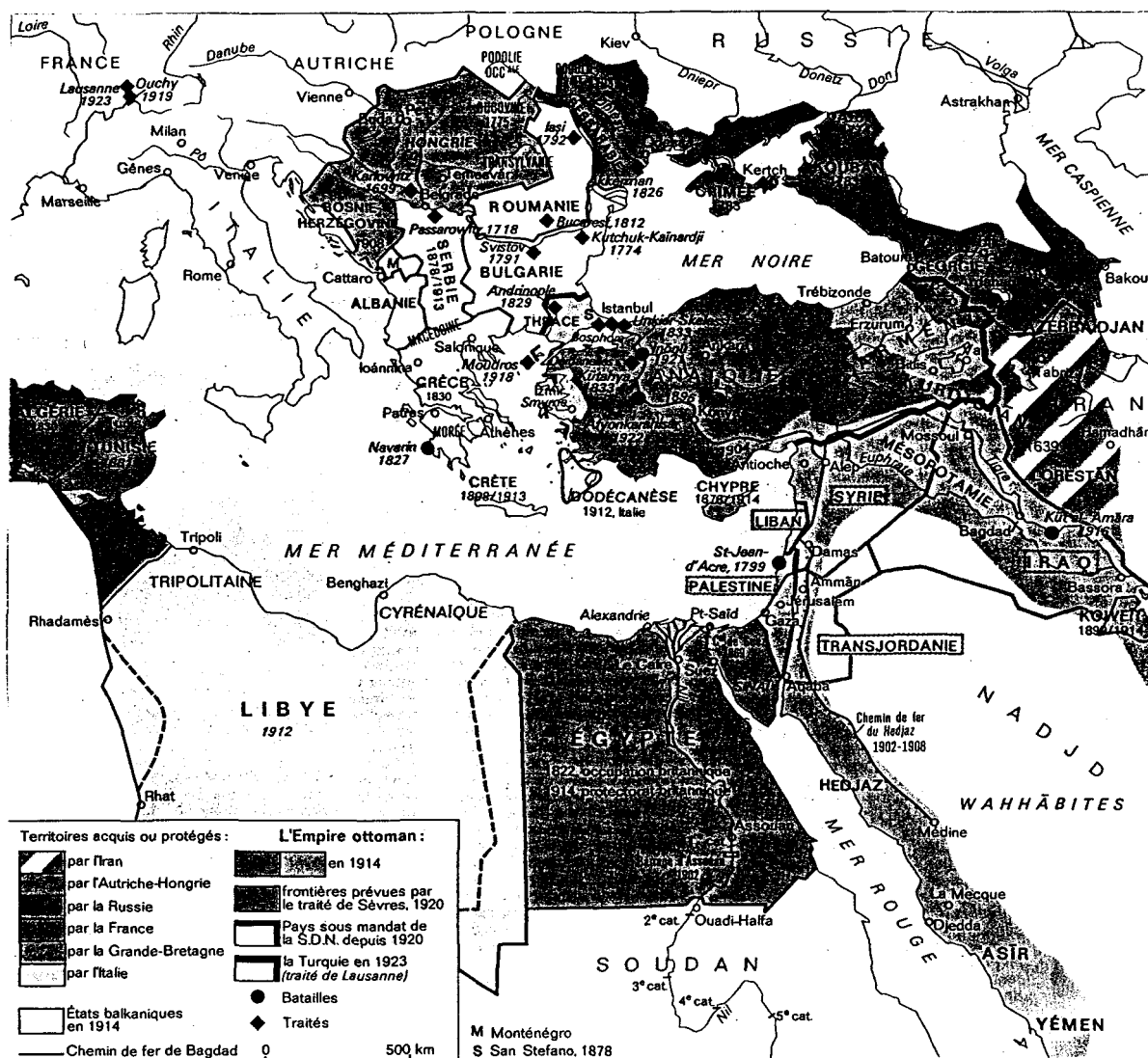
La seule campagne de Macédoine de 1915 à 1918 montre la volonté de tous, d'acquérir le plus de territoire possible. Dans cette vision, la Bulgarie se joint aux puissances centrales et tente de gagner du terrain. Les mouvements de troupes tels que

représentés sur la carte «Campagne de Macédoine » qui est placée à la fin de ce chapitre, soit à la page 102, illustrent l'importance stratégique de la Macédoine qui voit son territoire envahi à la fois par l'armée serbe par le sud, l'armée italienne et française d'Orient qui vient du sud-ouest. À l'est du Vardar, les Bulgares se voient talonner par les Grecs. De plus, un corps de l'armée allemande occupe la frontière nord de la Macédoine.

La première guerre mondiale aura pour principal impact dans les Balkans, la création du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui englobe la Macédoine du Vardar. En comparant la carte «Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes » (p. 142) et celle titrée «Les trois Macédoines » p.101, nous comprenons que la Macédoine a perdu dans le démantèlement des Empires monarchiques du 19^e siècle, tout son caractère hellénique issu de l'hégémonie Alexandrine. La Macédoine a vu sa population d'origine mêlée avec les peuples venus du Nord pendant la période des mouvements de population. De plus, sa culture a subi la domination ottomane, ce qui l'oblige maintenant à reconstruire son identité malgré l'oppression du temps sur son espace.

Nous devons maintenant conclure cette première partie, en établissant une synthèse qui lie chaque point de l'histoire macédonienne.

Carte XI : Démembrement de l'empire ottoman.



Source : Grand dictionnaire encyclopédique Larousse ; p. 7681.

Carte XII : Expansion et retrait de la puissance ottomane.



Source : Grand dictionnaire encyclopédique Larousse, p. 7680.

Carte XIII : La monarchie austro-hongroise.

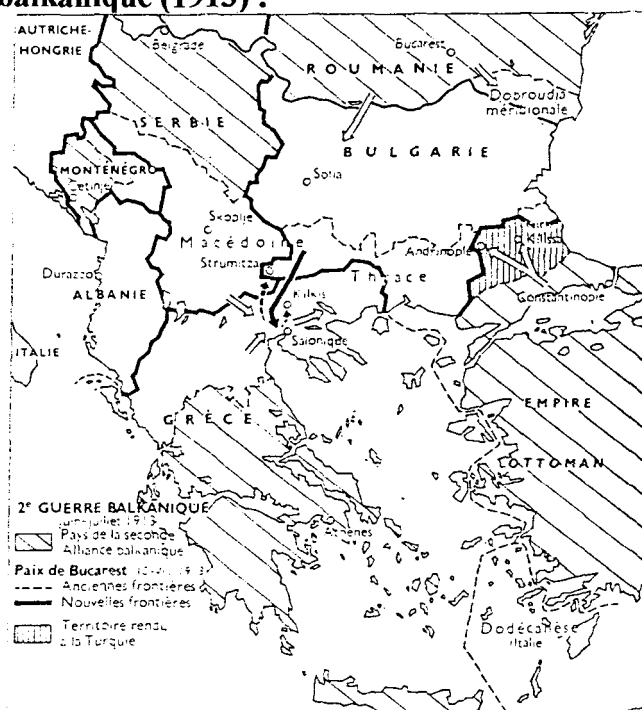


Source : Duby, Georges. *Atlas Historique*, p. 182.

Carte XIV : Première guerre balkanique (1912-1913) :

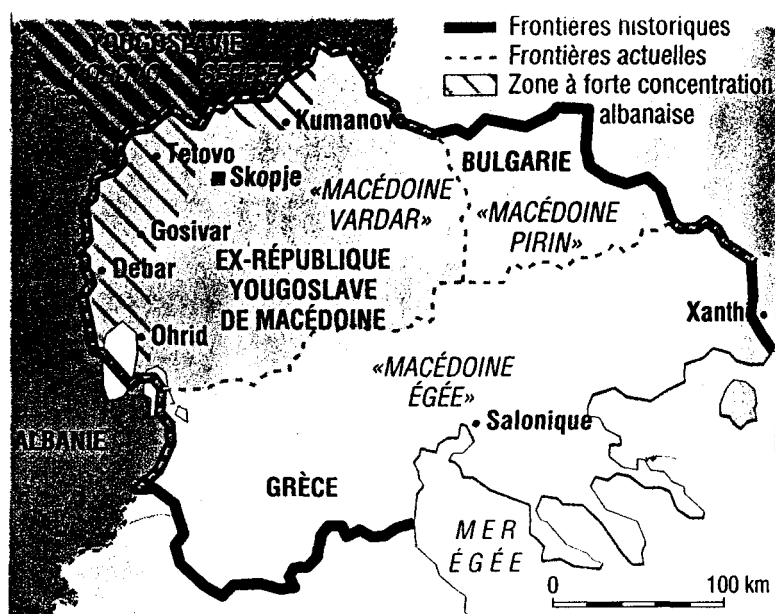


Deuxième guerre balkanique (1913) :



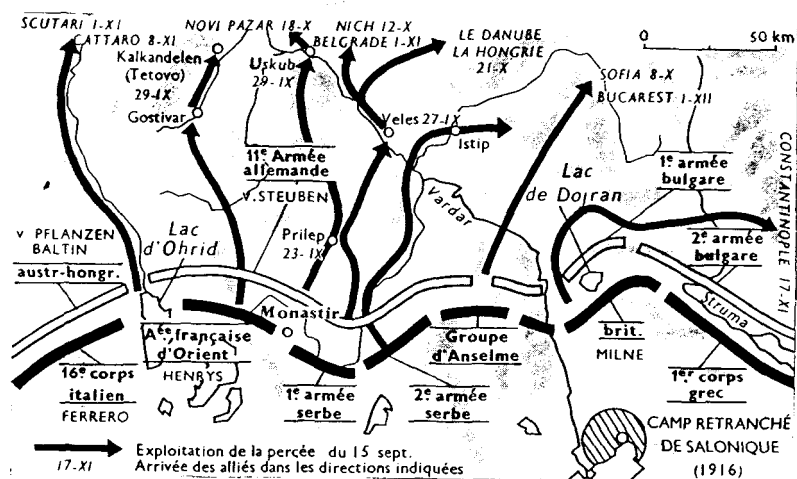
Source : Dictionnaire encyclopédique d'Histoire, p. 458.

Carte XV : Les Trois Macédoines :



Source : Prévelakis, Georges. Les Balkans : une terre déchirée depuis seize siècles, p. 32.

Carte XVI : Campagne de Macédoine :



Source : Grand encyclopédie Larousse en dix volumes, Tome 6, p. 1234.

Dossier : Mouvement des frontières (7 cartes) :

Carte I : 1683

Carte II : 1815

Carte III : 1829-1832

Carte IV : 1856-1863

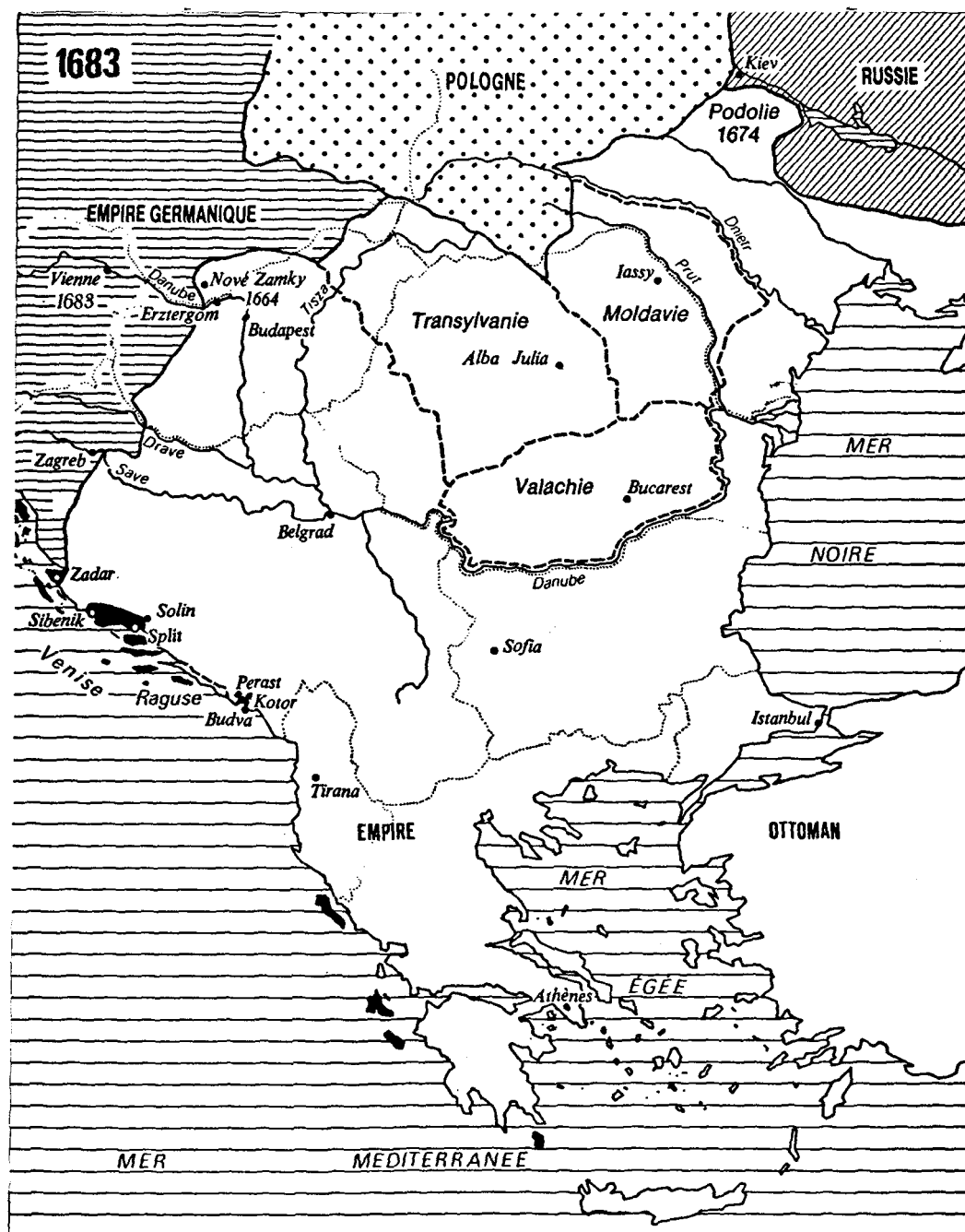
Carte V : 1878

Carte VI : 1885

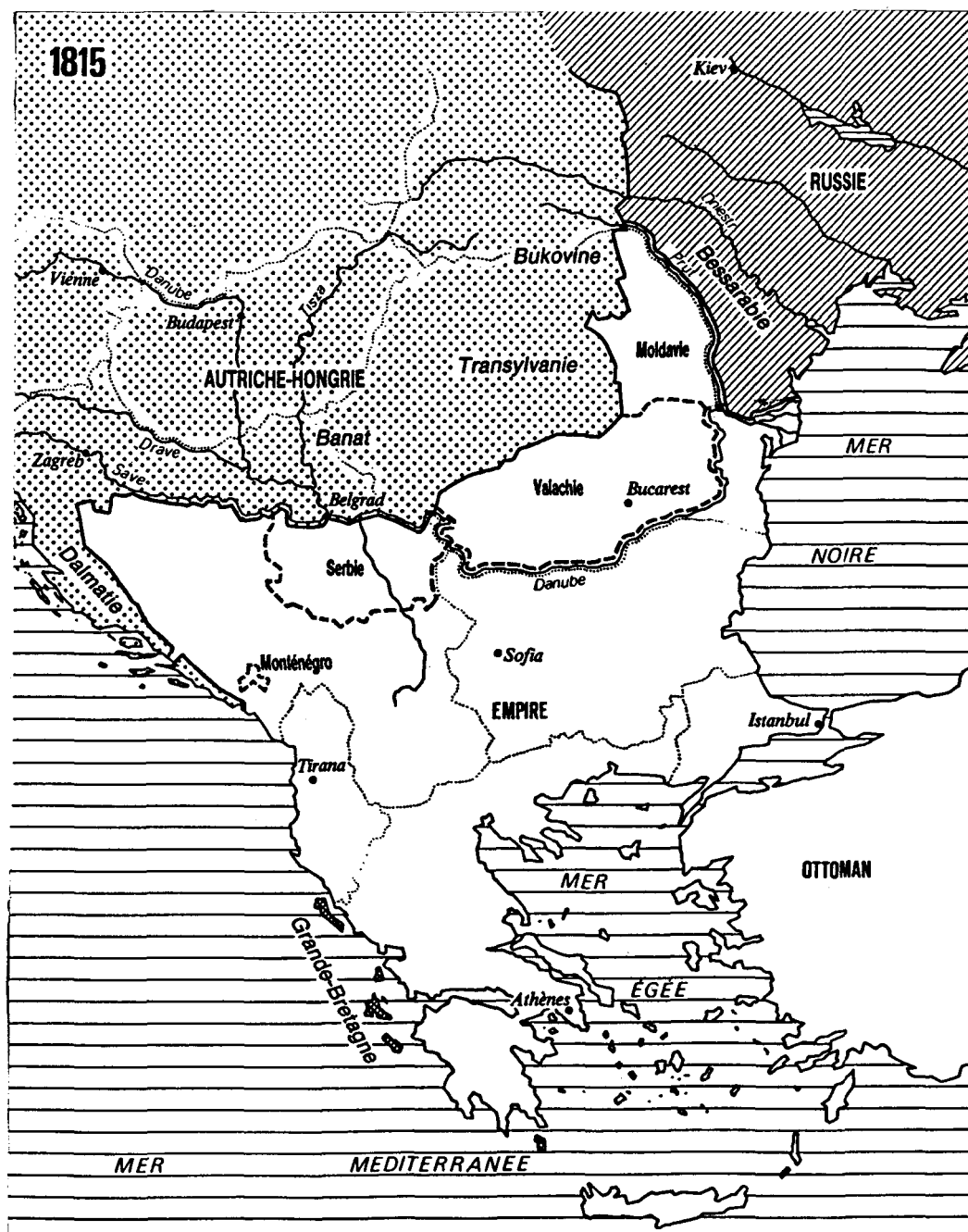
Carte VII : 1908

Source : Yérasimos, Stéphane. Petit atlas géopolitique de la « question d'Orient »,
Hérodote ; Janvier-Mars 1988, p. 41-43-45-47-49-51 et 55.

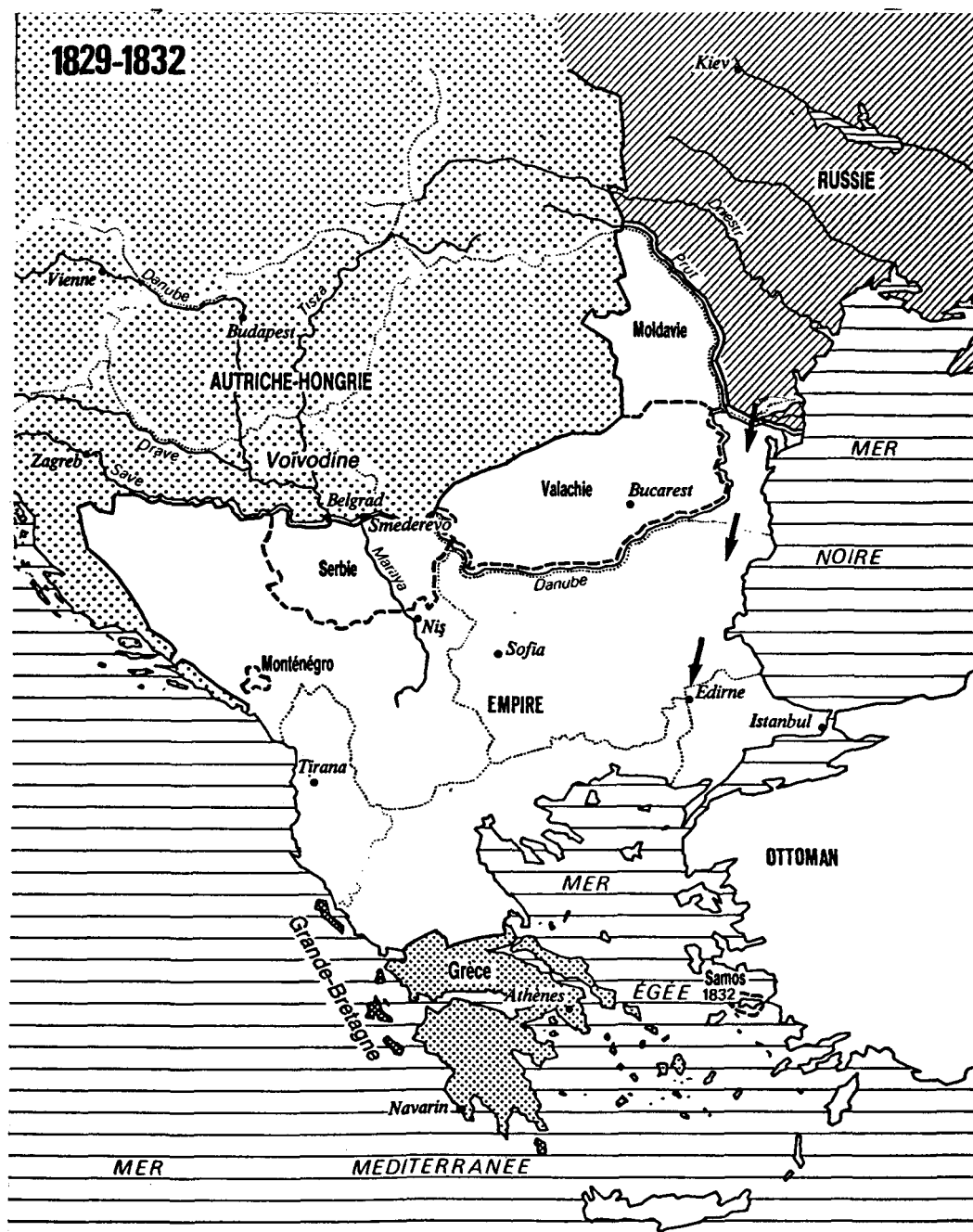
Carte I



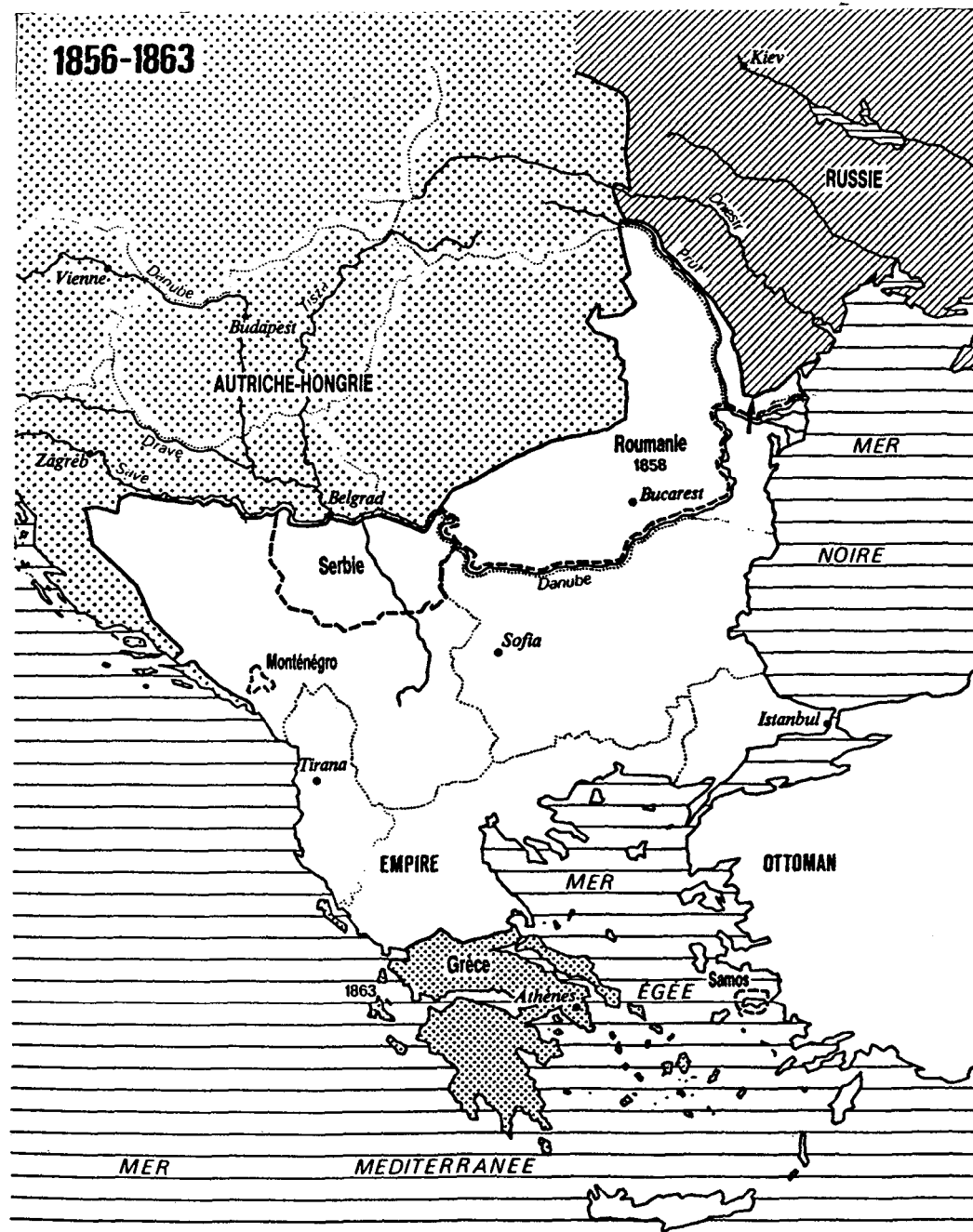
Carte II



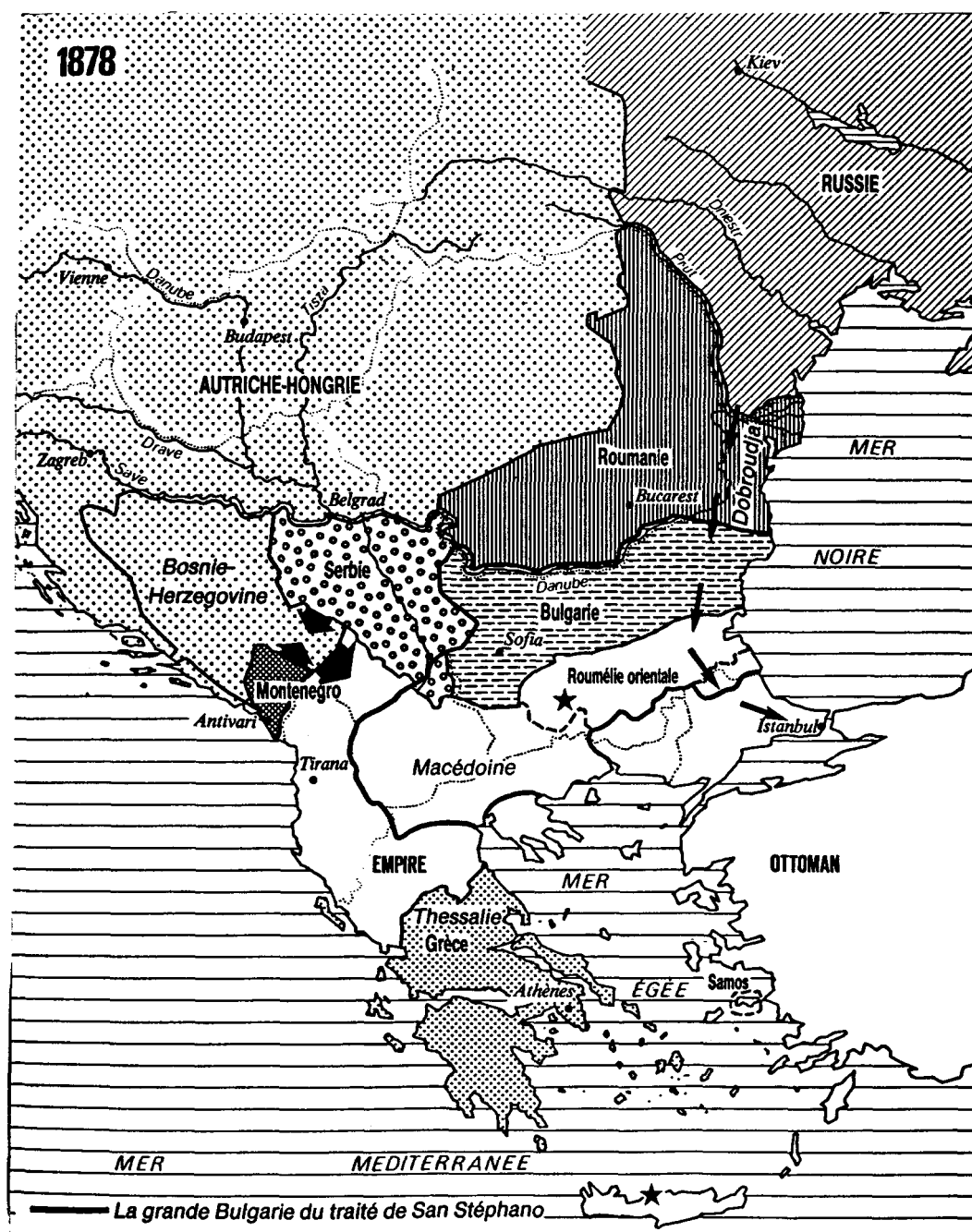
Carte III



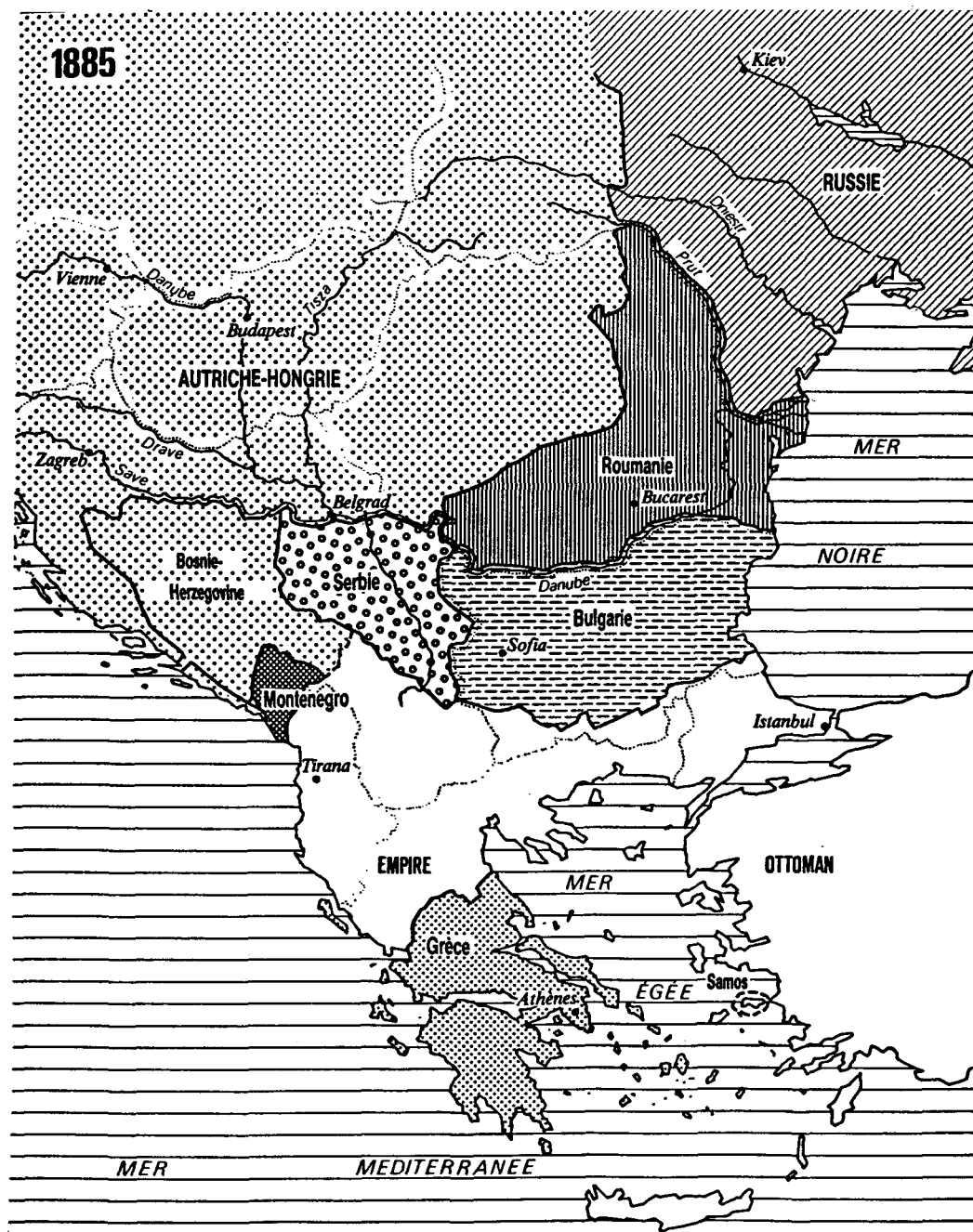
Carte IV



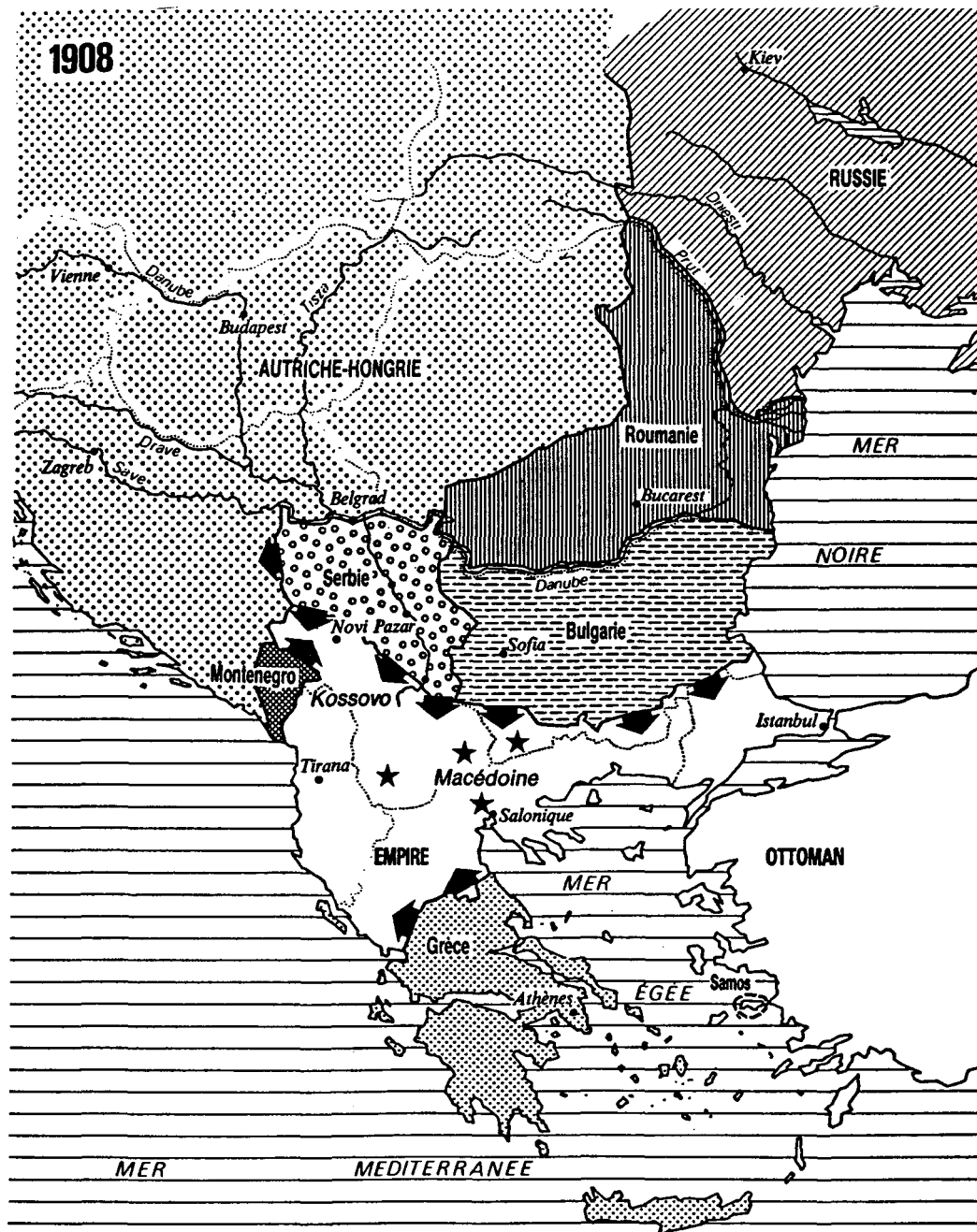
Carte V



Carte VI



Carte VII



Conclusion

À travers ces trois chapitres qui ont pour ligne directrice la notion d'impérialité, nous avons exploité la relations temps/ espace. Ce concept d'impérialité s'appuie au départ sur les relations colonisateurs-colonisés et sur l'évolution politique qui l'accompagne de façon concrète en Macédoine. Nous avons vu que sous Alexandre, l'empire macédonien agissait comme colonisateur qui construisait un tout sur le charisme de l'empereur. Le construit idéologique qui supporte l'impérialisme d'une nation assure le développement politique de l'État dominateur, Alexandre diffuse la culture macédonienne et puise dans la culture asiatique.

De plus, l'empire ottoman introduit la rupture idéologique qui amène une perte d'identité dans la Macédoine. La relation impérialiste qui, sous Alexandre, donnait à la Macédoine le rôle de dominateur, la transforme en un rôle de dominé sous la gouverne ottomane. Ainsi, de la mort d'Alexandre en 323 av. J.-C. jusqu'à la fin de l'empire ottoman, la Macédoine perd son caractère de supériorité et va jusqu'à réduire son identité culturelle à un vague souvenir, assimilé à l'histoire grecque.

La notion d'impérialisme vient dans l'empire austro-hongrois nous montrer l'intérêt grandissant de l'Europe pour les affaires balkaniques et débouche sur les guerres balkaniques de 1912-13. Celles-ci introduisent la question d'appartenance territoriale qui s'appuie sur le réveil nationaliste qui est la suite logique d'une domination impérialiste.

Sous la domination autrichienne renaît la recherche d'identité culturelle dans la Macédoine qui est bousculée par le traité de Bucarest qui au lendemain de la deuxième guerre balkanique divise en trois la Macédoine.

Cette division territoriale vient chercher notre second critère de sélection soit les liens entre la Macédoine et les régions qui l'entourent. Sous Alexandre, ce lien prend un caractère déterminant car il insiste sur le sentiment d'appartenance au monde hellénique. Rappelons qu'au début de l'hégémonie macédonienne, la Grèce ne considérait pas les Macédoniens comme de véritables Grecs, et qu'Alexandre a cherché à diffuser cette culture qu'il jugeait supérieure à la culture perse. La Perse est l'ennemi commun des Grecs et des Macédoniens.

De ces constats, la période de domination ottomane relance la recherche de liens culturels qui permettraient à la Macédoine d'obtenir un protectorat qui favoriserait la définition de leur identité culturelle. Malgré cette orientation politique, la Macédoine perd sa légitimité territoriale et nous permet d'introduire la notion de rationalité qui nous offre la possibilité de questionner les démarches de reconnaissance internationale qui seront abordées dans notre deuxième partie.

En plus de la notion d'impérialité et des liens historiques qui unissent les régions des Balkans, chaque chapitre cherchait à établir d'abord le lien entre le temps et l'espace et

à répondre à une question particulière nécessaire au processus d'identification culturelle de la Macédoine.

Dans l'empire d'Alexandre, le temps et espace s'illustrent par les expéditions de conquêtes qui poussent l'armée d'Alexandre jusqu'à l'Indus dans une période de temps relativement courte. Alexandre maintient par son charisme une cohésion politique qui permet d'établir une première définition culturelle qui rappelle la définition sémantique de la Macédoine soit «un assemblage peu harmonieux de choses différentes»⁵². Cette définition culturelle rappelle l'espoir d'Alexandre de fusionner les populations, tout en conservant une part de leurs cultures. Alexandre établit les bases de la nation macédonienne par le syncrétisme culturel qui la transforme en projet de société.

La seconde période anéantit en grande partie les acquis de la période de l'empire d'Alexandre. Elle nous montre l'impact des frontières sur la définition nationale de la Macédoine en modifiant les frontières physiques et la répartition ethnique du territoire macédonien. Le mouvement des frontières nous fait saisir dans le deuxième chapitre, toute la question balkanique et nous illustre l'expression «cheval de Troie», lorsque nous abordons la Macédoine dans une perspective européenne. La Macédoine est au carrefour entre l'Occident et l'Orient, sans être entièrement rattachée à l'une ou à l'autre.

L'empire ottoman introduit la constatation de l'empire autrichien qui présente de façon concrète, la recherche de légitimité territoriale qui passe par la construction du

⁵² Voir «Origines du mot « Macédoine », p. 8.

royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Celui-ci personnifie l'expression du réveil national et devient une solution qui assurerait la stabilité balkanique de façon permanente.

Donc, cette première partie couvre trois périodes de temps qui mettent l'emphasis sur la recherche d'identité dans un espace. D'une base solide, la nation macédonienne a de la difficulté à dresser des murailles pour arriver à une culture précise qui lui convient et qui élimine les tensions intérieures. Cette recherche de définition culturelle ouvre la voie aux dissensions internationales qui questionnent la légitimité territoriale de la Macédoine en tant qu'État souverain. Ce point sera traité dans notre seconde partie, qui établira la relation entre la mondialisation et la légitimité territoriale pour parachever la démonstration de ma problématique.

Partie 2

Mondialisation et légitimité territoriale.

Introduction

Dans les prochains chapitres nous accorderons une moins grande importance à l'analyse historique, nous apporterons une attention particulière aux événements socio-politiques. Les trois chapitres de cette partie couvrent une période de temps beaucoup plus courte mais déterminante pour le processus d'identification culturelle.

En faisant toujours appel à la notion d'impérialité, notre premier chapitre celui consacré à Tito et son «empire», se situe à mi-chemin entre une approche socio-historique (périodisation) et une approche orientée par la relation État / culture. Nous amorcerons l'étude de l'empire titiste sur les transitions politico-économiques qui sont issues de la Première guerre mondiale et qui permettent de voir l'ébauche de ce qui deviendra, la mondialisation au lendemain de la seconde guerre mondiale.

La période 1939-45, nous donnera l'occasion de pénétrer dans la vie politique de Tito pour voir émerger la notion de nationalisme yougoslave qui permettra à Tito de construire son empire. Ainsi, dans le chapitre sur l'empire titiste nous observerons l'impact des relations État / culture sur la définition de la Macédoine.

Ce chapitre constitue l'étape charnière de notre mémoire, il nous permet de boucler la boucle dans l'historicité des événements pour comprendre le caractère de nécessité que prend la légitimité territoriale dans la reconnaissance internationale.

Ainsi, le second chapitre de cette partie, viendra nous montrer le caractère essentiel de la définition physique de l'État pour l'acceptation internationale de l'identité culturelle de la Macédoine. Nous questionnerons les décisions de l'Europe dans une approche éthique qui nous permettra de faire émerger les enjeux réels de contrôler le processus d'identification culturelle en Macédoine. Pour bien arriver à cerner les intérêts de chacun, nous devons mettre en présence la mondialisation et la balkanisation et voir l'impact de ceux-ci sur l'identification culturelle de la Macédoine.

À la fin de ce chapitre nous pourrons pousser notre analyse au-delà de la définition du terme «nation» pour aborder celle-ci comme projet de société qui fait appel au syncrétisme culturel.

Ces deux chapitres nous portent à l'aube du troisième millénaire et nous invitent à observer le Kosovo à travers les yeux de la Macédoine. À ce jour le drame kosovar réveille les craintes des siècles passés.

D'un regard bref, nous comprendrons ce que nous nommons l'effet Kosovo qui, en ce début d'avril 1999 retient l'attention du monde. Ce chapitre qui s'intitule «L'avenir des Balkans», reflète en quelque sorte la relation discrète Kosovo-Macédoine. Nous terminerons dans cette embrouille politique pour mieux cerner l'importance du processus d'identification culturelle de la nation macédonienne.

Avant d'aborder l'empire titiste, faisons le point sur la répartition ethnique de l'ex-Yougoslavie avec la carte intitulée «Ethnic composition» qui est à la page 120, elle date de 1991. Nous compléterons avec les données statistiques du tableau 1 (p. 121). Ces deux outils nous permettent de voir l'évolution ethnique surtout en Macédoine.

Sur la carte nous observons qu'en Macédoine, la population est composée d'Albanais et de Macédoniens. Les Albanais demeurent une population relativement homogène aux abords des frontières avec le Kosovo et l'Albanie, et seulement quelques bastions albanais se sont formés près de Skopje, capitale macédonienne. Nous retrouvons des Albanais près du Lac d'Ohrid, qui fait frontière entre l'Albanie et la Macédoine dans sa partie sud. Nous retrouvons quelques Turcs soit 4 % environ, qui sont situés dans le sud macédonien près de la frontière bulgare. De plus, nous observons quelques bastions serbes et slovaques, qui représentent une infime partie de la population en Macédoine.

Dans le tableau 1 (p. 121), la catégories «Autres», nous offre le point d'analyse le plus important. Cette catégorie se définit par les ethnies dont la population est supérieure à 0,1 % et elle comprend les Musulmans, les Bosniaques, les Égyptiens (3169 hab. soit – de 0,2 % de la population), les Monténégrins et les Croates. Cette catégorie nous rappelle la définition sémantique soit «assemblage d'élément peu harmonieux ».

Cette approche de la répartition ethnique en Macédoine insiste sur la nécessité d'un très grand respect des diversités culturelles sur le territoire et d'une importance capitale de définir la nation macédonienne à l'intérieur du syncrétisme culturel.

De plus cette multiplicité ethnique, nous oblige à faire le point sur les religions qui sont observées dans les Balkans et qui rendent fragile l'équilibre macédonien.

En Macédoine, l'appartenance religieuse ressemble grandement à la répartition ethnique c'est-à-dire que 66,66 % de la population appartiennent à l'Église orthodoxe qui a été instituée en 1947 et qui est devenue autocéphale en 1967. La population albanaise introduit une grande majorité de musulmans soit 30,06 % et une infime part de catholiques, environ 0,49 %.

Vous retrouverez ces données dans le Tableau 2, qui sera placé à la suite de cette introduction soit à la page 122. Nous pouvons maintenant enchaîner avec l'étude du personnage qu'est Tito et de son «empire» qui vient compléter l'analyse de l'historicité des événements. Nous insisterons sur la nécessité d'un État légitime pour soutenir l'identité culturelle, notamment dans le cas de la nation macédonienne.

ETHNIC COMPOSITION

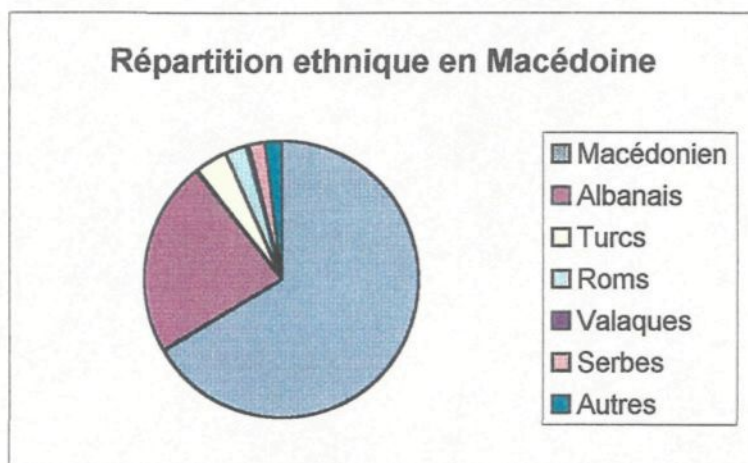
Scale 1:3 500 000
0 50 100 150 km



Tableau 1

Répartition ethnique en Macédoine

Ethnies	Habitants	Pourcentage
Macédoniens	1280330	66,55%
Albanais	442914	22,90%
Turcs	77252	4%
Roms	43732	2,30%
Valaques	8467	0,40%
Serbes	39260	2%
Autres	34960	1,85%
Total	1926915	100,00%

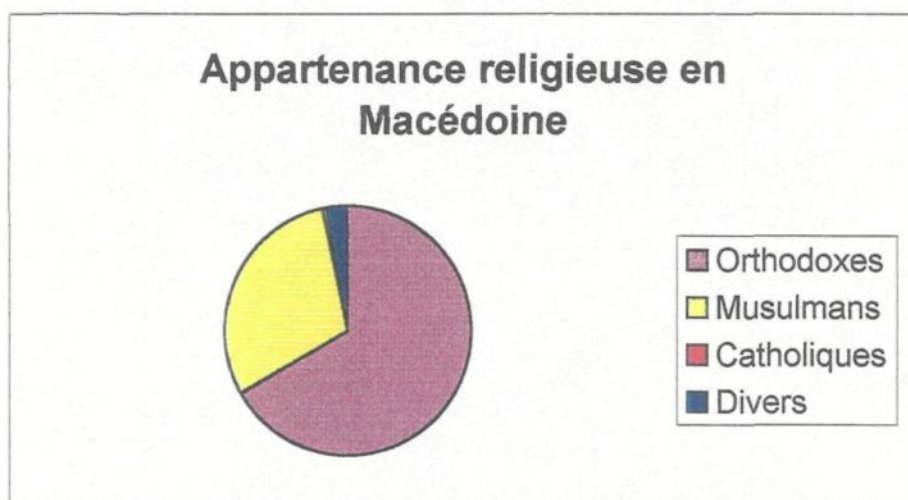


Source : Le tableau 1 a été construit à partir de données recueillies dans différentes sources notamment dans le Monde diplomatique, dans l'État du monde ou sur Internet.

Tableau 2

Appartenance religieuse en Macédoine

Religions	Pourcentage
Orthodoxes	66,66%
Musulmans	30,06%
Catholiques	0,49%
Divers	2,79%
Total	100,00%



Source : Le tableau 2 est construit à partir des mêmes sources que le tableau 1.

CHAPITRE 4

TITO ET SON «EMPIRE» (±1918-1980)

LES AMBITIONS DE L'HOMME OU LE RÊVE DU MONDE.

Logiquement, les événements historiques influencent le processus d'identification culturelle de la nation macédonienne. Notre approche insistera donc, sur le rôle du politique alors qu'en première partie c'était la dimension territoriale que nous observions. La première section de ce chapitre couvrira la fin de la première guerre jusqu'au lendemain de la guerre 1939-1945, nous traiterons des préludes de la Fédération yougoslave à travers la vie d'un homme soit Josip Broz dit Tito. Dans une seconde section, nous analyserons le système qu'il met en place et le nationalisme qui modifie la cohésion sociale de l'État. Dans la dernière section de ce chapitre, nous verrons comment l'histoire à l'image d'un étau se referme sur les Balkans et vient anéantir le rêve du Monde soit un équilibre politique pour cette région bouleversée par les ambitions impériales et ce depuis plusieurs siècles, comme cette première partie vous l'a montré.

4.1 Prélude de l'empire titiste.

La création du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes [voir carte p. 140] au lendemain de la Première guerre mondiale (1918) concrétisait un fragile assemblage qui

donnait suite au démembrement de l'empire austro-hongrois⁵³ Cette construction assemblait des constituantes très différentes qui n'avaient que peu de points en commun.

La monarchie fut d'abord sous l'autorité d'un roi serbe issu des Karageorgevic ou de Obrevic qui, tout au long du siècle précédent avait mené la destinée de l'État serbe.⁵⁴

Pendant la guerre 1914-18, les trois peuples du nouveau royaume eurent des alliances divergentes. Les Serbes s'étaient associés aux Alliés, alors que les Slovènes et les Croates s'étaient unis aux puissances centrales. Cette opposition politique pendant la grande guerre conjuguée à la présence de minorités, rendit la formation du royaume plutôt ardue. La survie du royaume passa par la constitution qui fut votée en 1921. Le royaume passa alors sous l'autorité d'Alexandre, fils de Pierre 1^{er}.

Nous constatons un vent de discorde dès 1921, puisque le jeune parti communiste se refuse à adopter la constitution du royaume, qui leur déplait en plusieurs points. Cette première constitution se voulait centraliste et brimait fortement les aspirations fédéralistes des Croates et des Slovènes. Pour les Serbes, ce pacte constitutionnel représentait un pas vers l'unitarisme qu'il souhaitait réaliser par cet assemblage qui, à l'image de sa première nomination, cherchait son identité propre.⁵⁵

⁵³ Carpentier, Jean et Lebrun, François. *Op. cit.*, p. 408-409.

⁵⁴ Voir partie 1, chapitre 3, p.84.

⁵⁵ Roux, Michel. *Nations, État et territoire en Europe de l'est et en URSS*, L'Harmattan, Paris, 1992, p. 268-269.

Le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, la carte est à la page 142, demeure celui de 1921 jusqu'à la dissolution du partenariat en janvier 1929 suite à une série d'événements qui accentuent les dissensions. Ces querelles vont jusqu'à discréditer l'autorité politique du parlement du Royaume.⁵⁶

C'est en octobre 1929 que le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes devient officiellement le Royaume de Yougoslavie et du fait, le roi Alexandre récupère toute l'autorité. Du côté linguistique, cette appellation a des tendances réductionnistes puisque Yougoslavie signifie «Slaves du sud». Alexandre amorce ainsi, une première vague de serbisation, qui s'illustre par la redéfinition des régions, de trente-trois régions, la nouvelle constitution n'en laisse que neuf qui ne respectent en rien l'héritage historique. Pour bien comprendre l'ampleur de cette nouvelle constitution, nous vous présenterons les cartes des divisions administratives de 1922 et de 1929, qui sont à la page 143.

Pour la Macédoine, les divisions de 1922 coupent son territoire en trois régions (oblasts) lesquelles correspondent approximativement aux trois territoires de revendications historiques soit celle des Serbes au nord, celle des Bulgares à l'est et enfin celle des grecs au sud. Pour le Kosovo, la région est divisée en sections plus ou moins grandes qui ne permettent pas de retracer des liens avec l'occupation du 19^e siècle.

⁵⁶ Prévélakis, Georges. «Les Balkans : une terre déchirée depuis plus de seize siècles», *Historia* #586, Paris, Oct. 1995, p.17.

Le découpage territorial que révèle la carte de 1929 (p. 143), montre une Macédoine qui englobe tout le sud de l'actuelle Serbie et une grande partie de Pristina (région reconnue sous la nomination historique de Vardar). Le Vardar fait référence à la zone exclusivement serbe des trois Macédoines, la carte titrée «Les trois Macédoines » (p. 101) nous illustre cette appartenance territoriale. Le but ultime de ce découpage constitutionnel était d'effacer les derniers liens physiques avec les anciens pays historiques et éviter les dissensions ethniques. Le Kosovo se retrouve fortement fragmenté et par conséquent, brise en quelque sorte la cohésion albanaise qui pourrait créer des troubles politiques.⁵⁷

Après la constitution de 1931 et le processus de serbisation « décisionnelle », les revendications nationales sont poussées à l'extrême et débouchent sur l'assassinat d'Alexandre, roi de Yougoslavie. L'attentat effectué à Marseille en 1934 par les Oustachis, mouvement révolutionnaire croate, ne donne pas les résultats escomptés puisque le prince Paul, cousin du monarque défunt, assure la régence du royaume en attendant la majorité du fils du roi. Ce qui questionne la légitimité du Prince Paul et nous rappelle la question de légitimité d'Alexandre le Grand à la mort de Philippe de Macédoine.⁵⁸

Ce passage de l'autorité laisse l'Europe perplexe puisque la menace hitlérienne sur celle-ci amène la Yougoslavie à traiter avec les puissances de l'axe. Lorsqu'en 1939, le

⁵⁷ Roux, Michel. *Op. cit.*, p. 274.

⁵⁸ Voir Partie I, Chapitre I, p. 35.

régent Paul déclare la neutralité de son pays, l'Europe ressent l'instabilité grandissante de cet État.

Les premiers mois de la seconde guerre mondiale, favorables à Berlin, amènent la Yougoslavie à adhérer au pacte à trois au côté du Japon et de l'Italie. Le régent cède aux pressions le 25 mars 1941.⁵⁹ Deux jours après les Serbes se soulèvent pour protester contre cette alliance.

Hitler déçu par l'échec de Mussolini en Italie, réagit à cette révolte en Yougoslavie. Il bombarde Belgrade, les Yougoslaves cèdent à la mi-avril 1941. Le pays est laissé aux mains des Allemands, la Yougoslavie monarchique de 1918 n'existe plus.

L'autorité politique est reprise par les Oustachis croates qui sont en réalité les pantins de Berlin. Le royaume composite d'avant la domination allemande gardera une empreinte profonde de cette période. Le gouvernement croate fera des milliers de victimes serbes, à l'image des massacres des Juifs et des Tziganes, les répressions contre les Serbes seront trop souvent arbitraires et fort violentes. Le résultat de ces massacres sera d'environ 330 000 Serbes tués.

Pendant que la Serbie est sous la domination nazie, la Macédoine est découpée entre les Italiens et les Bulgares. À la suite de ces occupations, une vague de résistance

⁵⁹ Prévelakis, Georges. Op. cit., p. 18.

s'organise en deux mouvements. Le premier se construit autour du général Mihajlovic et s'identifie par les Tchethniks qui très tôt (mai 1941) sous l'occupation nazie, entreprennent leurs activités de résistance. L'action des Tchethniks est inefficace, puisqu'ils se laissent submerger par leurs intérêts propres.

Étant en majorité des Serbes, ils ont tendance à considérer les autres nations yougoslaves moins importantes et à leur montrer une certaine hostilité ce qui rend leurs activités moins crédibles. Le second mouvement qui nous intéresse, profite de cette situation trouble pour s'engager dans des combats révolutionnaires. Ce mouvement est à la base communiste et prend de l'importance au lendemain des invasions de l'URSS. Ces initiatives se font sous la direction de Josip Broz dit Tito, qui est l'émissaire de Moscou.

Tito garde un avantage sur les Tchethniks grâce notamment à sa stratégie politique qui favorise l'acceptation de toutes les ethnies. Dès 1943, Tito va chercher l'appui de Churchill et des alliés et ce même s'il désavoue le gouvernement royal qui a dû se réfugier à Londres.

Tito entame ainsi, sa montée vers le pouvoir et vers la construction de la nouvelle Yougoslavie sous la forme d'une république. Mais qui est Tito ? Regardons à travers sa vie, la genèse de la nouvelle Yougoslavie.

4.1.1 Tito : sa vie, son œuvre.

Tito en reconstruisant la Yougoslavie, la façonne à son image. Comme Alexandre le Grand qui bâtit son empire en implantant des villes et des colonies tout au long de ses conquêtes, Tito plante un système qui lui est propre.

L'homme-«empereur» qu'est Tito mène la destinée de la Yougoslavie de 1948 à 1980. Tito est né au cœur du dilemme ethnique balkanique, sa mère d'origine slovène et son père, croate vivait en Slovénie. À la naissance de Tito en 1892, cette région faisait partie de l'empire austro-hongrois. Alors que dans le sud des Balkans, l'empire ottoman perdait du terrain.

Issu d'un milieu modeste et paysan, Tito ne put éviter la Première guerre mondiale. Il combattit sous la bannière autrichienne. Il fut fait prisonnier par l'armée russe, ce qui lui permit de prendre contact avec la révolution bolchevique où il apprit les ficelles du métier d'homme politique. Ainsi, Tito contaminé, en quelque sorte, par les idées révolutionnaires de Lénine, recevra le titre de révolutionnaire communiste dès son retour en Croatie.⁶⁰ La Slovénie qu'il a quittée en 1914, n'est plus la même à son retour à la fin de la guerre puisque le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes s'est formé sur les vestiges de l'empire austro-hongrois dans les Balkans. La vie dans la nouvelle monarchie est difficile pour Tito, son séjour dans l'État russe lui ayant ouvert des voies idéologiques nouvelles. Il

⁶⁰ *Ibidem*, p. 19

manifeste de façon active son désaccord avec la monarchie yougoslave, ce qui le conduit en prison. De 1928 à 1934, soit pendant cinq ans, Tito est tenu à l'écart de la politique yougoslave.

À sa libération, il retourne en URSS où il s'implique dans le parti communiste, notamment en organisant l'acheminement des volontaires pour les Brigades internationales qui alimentent la guerre civile en Espagne. Ayant obtenu la confiance de Moscou, Tito est chargé de réorganiser le parti communiste yougoslave, l'année 1937 le ramène donc dans sa terre natale, mais cette fois par la grande porte.

La menace de la Seconde guerre facilite sa tâche. L'occupation allemande de 1941 l'amène à œuvrer dans la résistance ce qui lui permet d'acquérir la confiance de la population. Le «Comité de libération nationale et antifasciste» que chapeaute Tito en 1943, envisage la formation d'un nouvel État yougoslave.

Le front de libération nationale que mène Tito est couronné de succès en 1944 avec la libération de Belgrade.⁶¹ Il établit dans la même année un compromis avec le roi Pierre qui stipule qu'à la libération du territoire yougoslave celui-ci deviendrait un État démocratique et fédéral. C'est en novembre 1945 que le peuple yougoslave est appelé à élire la première constitution qui consacre la naissance de l'État de Yougoslavie.

⁶¹ Canapa, Marie-Paule. La Yougoslavie, P.U. F., Collection « Que sais-je? », Paris, 1980, p. 36.

Tito, l'homme-empereur, avait franchi la première étape soit de mener le peuple aux urnes et d'obtenir un vote d'agrégation lui permettant d'établir la première constitution de la République populaire fédérative de Yougoslavie. Arrêtons-nous ici, et observons le système que Tito instaure, et en quoi, toutes proportions gardées cette nouvelle république est pour Tito ce que l'empire macédonien a été pour Alexandre.

4.2 De l'idéologie à l'empire.

Dans les premières années Tito établit un ordre social à l'image de l'État soviétique. Il assure le fonctionnement du gouvernement yougoslave par la présence des héros nationalistes qui permettent l'application des idéologies de base. Celles-ci correspondent à deux temps soit l'époque où Tito était en accord avec Staline et la seconde où Tito rompt avec le communisme soviétique pour élaborer son socialisme novateur.

De 1945 à 1948, Tito conserve les liens avec l'URSS, puisque la seconde guerre laisse sur le territoire des structures archaïques, une agriculture déficiente et des réseaux de communication inefficaces. Il doit songer à une reconstruction économique du nouvel État yougoslave.

D'abord, la Yougoslavie est constituée de six républiques, cinq nations, quatre langues officielles, trois religions et deux alphabets. Du nord au sud, les républiques qui forment la Yougoslavie sont : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le

Monténégro et la Macédoine qui est enclavée entre l'Albanie, la Grèce et la Bulgarie, pays limitrophes à la Yougoslavie. [Voir Formation de la Yougoslavie, p.144] Dans la fédération, les six républiques sont égalitaires et ont les mêmes devoirs dans le nouveau système qu'établit Tito.

Tito entreprend la mise en place du système en deux phases soit de 1945 à 1948 qui correspond au fondement du système autogestionnaire et qui prend fin avec la rupture entre Staline et Tito. La Yougoslavie devient ainsi un pays non-aligné, la nouvelle fédération balkanique que façonne Tito est établie sur le modèle spécifique du socialisme. La seconde phase de 1949 à 1953, déplace les intérêts économiques vers le travailleur qui est responsabilisé, le membre détient un pouvoir décisionnel interne. Il établit le premier plan de 1952 à 1965.

La phase de reconstruction prend fin en 1955. À la réforme de 1965, Tito constate une croissance économique de 9 % par année pendant la période 1952 à 1965. Tito a réussi à transformer les bases industrielles pour établir trois niveaux, le schéma 2, à la page 140, nous illustre ces niveaux en les comparant aux niveaux politiques.

En regardant l'organisation politique, nous observons que la fédération englobe la division républicaine, celle-ci vient superviser les gouvernements locaux. Cette forme d'organisation politique favorise la prise de conscience du simple citoyen qui peut en tant qu'ouvrier s'impliquer dans le processus décisionnel à la base c'est-à-dire au niveau local.

Dans l'organisation économique, le principe des trois niveaux est repris mais ne s'englobe pas, il agit parallèlement, tout en étant chapeauté par le Plan qui est central et qui vient de l'organe central c'est-à-dire de la Banque fédérale qui relève de la Fédération.

Le premier secteur est celui étatique. Il repose sur les premiers paliers de l'organisation politique soit le Fédéral et les Républiques. Ce secteur agit comme planificateur central et coordonne toutes les activités de la fédération. C'est de lui que sont déterminés les objectifs du Plan en prenant en considération les normes établies par le secteur étatique. Donc, la Banque centrale contrôle les investissements et tout le jeu de l'offre et de la demande qui active le processus économique dans les niveaux inférieurs.

Les deux autres secteurs agissent en accord avec le Plan. Le secteur autogéré est à la source du socialisme novateur puisqu'il permet au collectif ouvrier de créer leur propre entreprise et de fixer leur objectif selon les directives du Plan. Les profits qui peuvent être réalisés sont redistribués aux participants plutôt que d'être monopolisés par un seul individu (intérêt capitaliste) ou par le gouvernement central (intérêt socialiste : URSS).

Le secteur des entreprises coopératives est établi dans les républiques mais surtout dans les communautés locales. Ce secteur est formé au niveau de l'agriculture, des syndicats ou de la gestion de la consommation. Ils ont une autonomie décisionnelle pour les décisions logistiques soit la répartition des ressources. Ils doivent respecter les orientations du Plan mais ont une plus grande autonomie que le secteur autogéré.

Le Plan devient l'élément principal de tout le système yougoslave. Le premier Plan établi vers 1952 donna de bons, même d'excellents résultats.

La réforme de 1965 était destinée à répondre aux exigences des entreprises autogérées (EAGR) qui de façon générale voulaient accroître leur indépendance décisionnelle. Par cette réforme, la Banque centrale perdit son statut de monopole de l'offre de crédit. Par cette réforme, Tito perdait son pouvoir de réguler les relations économiques entre les Républiques. Les premiers résultats observables furent la polarisation du développement selon un axe nord-sud. La Slovénie, la Croatie et la Bosnie accélèrent leur développement grâce à la présence de capitaux à investir, pendant que la Serbie, la Macédoine et le Kosovo connaissent de grands problèmes sociaux tels chômage, des migrations et une dépendance accrue surtout en Serbie.

En favorisant le développement du secteur autogéré, la réforme de 1965 a pour conséquence l'accroissement de l'endettement extérieur de la Yougoslavie, et ainsi, crée l'inflation et accentue la diminution du niveau de vie. De plus, la Yougoslavie commence à ressentir la pression du monde capitaliste avec l'apparition d'une nouvelle classe de Managers socialistes gagnés aux valeurs capitalistes.

Donc, la Yougoslavie au lendemain de la réforme de 1965 est divisée sur deux axes soit un axe nord-sud qui révèle des disparités économiques entre les républiques du nord et celles du sud. Le deuxième axe, nous montre la coupure idéologique grandissante que faute d'autorité, le Plan ne peut combler. Tito doit donc maintenir politiquement la cohésion dans la Fédération.

La constitution de 1974 modifie en profondeur le mode de fonctionnement de la Yougoslavie titiste. Elle attribue un rôle grandissant aux communautés d'intérêts qui ouvrent la voie aux échanges avec le monde capitaliste ce qui ébranlent les fondements socialistes de la vie économique et sociale. Ainsi, Tito voit s'aggraver les tensions et les disparités entre les républiques. De 1974 à 1980, Tito maintient une certaine stabilité politique mais pendant que la Slovénie, la Croatie et le nord de la Serbie développent leur base industrielle, les autres républiques accroissent leur dépendance face à l'organisation fédérative qui dépend des républiques du nord.

À la mort de Tito en 1980, le Plan n'a plus le pouvoir des débuts du système autogéré et le charisme de Tito ne survit pas à l'homme. La structure fédérative ne parvient plus à atténuer les élans nationalistes qui entraînent une coupure entre les entités attirées par le mode de production capitaliste et celles attirées par le mode socialiste qui sont opprimés par le développement des oligopoles autogérés et qui drainent les capitaux d'investissements.⁶²

⁶² Tiré des notes de Cours de Serge Mussali, Système économique, donné à l'hiver 1997.

La Macédoine n'échappe pas à la tourmente économique, son niveau de sous-développement est atténué par sa structure économique centrée sur la production agricole. Le graphique 1 qui est à la page 141, nous montre les taux de chômage pour la décennie 1980. Il présente les six républiques et les deux territoires par rapport à la moyenne yougoslave qui est située autour de 7.5 % en 1981 et tout près de 10 % en 1989. La Macédoine est amplement au-dessus de cette moyenne avec un chômage effleurant le 15 % en 1989, bien qu'il ait diminué depuis 1981. Le Kosovo connaît une croissance de son chômage entraînant dans cette croissance le Monténégro qui demeure sous la barre des 20 %.

Nous comprenons pourquoi les événements de 1990 sont venus du Kosovo, l'inconfort social grandissant vient appuyer la volonté nationaliste des Kosovars motivés par l'insatisfaction économique. La Macédoine est ainsi, prise en otage par sa position physique dans l'ex-fédération yougoslave, isolée par un Kosovo grondant, oppressé par des ambitions politiques grecques, bulgares et albanaises. Elle ne peut que constater le déclin de «l'empire titiste» et espérer conserver un équilibre politique lui évitant les massacres ethniques.

Ainsi, la Yougoslavie est née d'une idéologie, sur laquelle s'est bâti un système socio-économique. Ce système, échafaudage instable par ses composantes, a trouvé son pilier central dans le charisme de l'homme qu'était Tito.

Comparable à un empire, l'œuvre de Tito possédait certaines caractéristiques impérialistes⁶³ qui lui étaient suffisantes pour chercher à diffuser l'idéologie maîtresse soit un socialisme novateur reposant sur le rêve d'un homme.

En 1980, la mort de Tito ouvre la voie aux ambitions souverainistes des républiques ; n'ayant pas désigné son successeur, Tito laisse une nation dans le cahot idéologique. Dans cette dernière section regardons l'histoire yougoslave se refermer comme une main qui froisse un papier. Faisons un parallèle entre la Yougoslavie et la Macédoine d'Alexandre.

4.3 L'étau des siècles.

L'étau des siècles c'est d'abord l'héritage qu'a laissé l'histoire depuis toujours. Cet héritage transmet une tradition de terrorisme qui entraîne une escalade dans le processus de reconnaissance internationale des nations. La Macédoine n'y échappe pas, mais les événements des années 1990 ne lui ont pas permis de céder à l'idée qui fait de la Macédoine une terre de violence et d'intransigeance. Les Nations Unis ont déployé des forces aux frontières nord et ouest de la Macédoine, ce qui l'exclut des affrontements nationalistes. L'Europe a ainsi évité pour la Macédoine une troisième guerre des Balkans.

⁶³ Aron, Raymond. Paix et guerre, Calmann-Lévy, Paris, 1962, p. 281.

L'histoire a aussi anéanti le rêve de Tito qui par son socialisme novateur voulait faire taire les dissensions entre les nations et faire naître un sentiment national purement yougoslave. Les distorsions économiques qui sont apparues à la suite des réformes politiques ont accentué le déséquilibre régional et ainsi, augmenté le poids sur l'idéologie titiste. Le charisme de Tito suffisait à faire contrepoids à cette oppression, mais n'a pas neutralisé définitivement les foyers nationalistes.

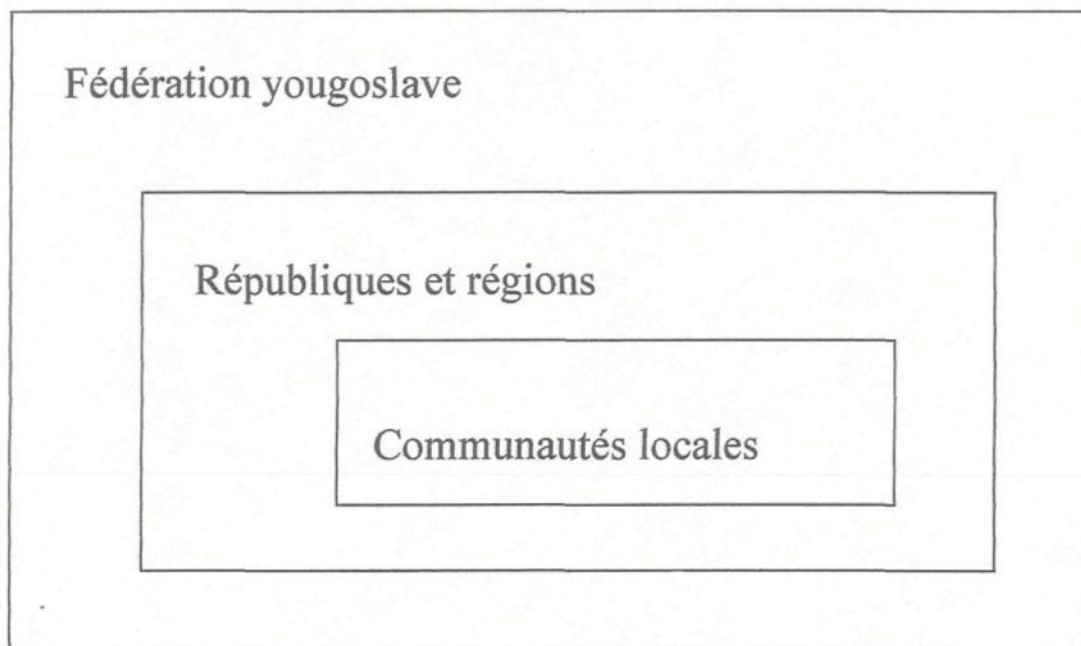
Tito en mourant, la Yougoslavie a succombé sous la pression des idéologies dissidentes. Comme pour Alexandre le Grand, Tito a vu son empire déchiré par les ambitions des nations.

Le passage du temps n'a pas su effacer l'héritage qui émane d'aussi loin que de l'hégémonie macédonienne. Ce passage temporel est donc ancré dans les racines culturelles des Balkans. Pour la Macédoine, on verra au chapitre suivant (p.145) que cet héritage historique lui a appris à rechercher l'appui des puissances européennes pour construire le support physique nécessaire à sa définition culturelle. Cette définition devra chercher sa source dans la spécificité nationale de chaque ethnie sur son territoire correspondant à un syncrétisme culturel. Cette fusion des spécificités nationales permettrait de construire une nation macédonienne qui respecterait les différences des composantes et engendrerait un sentiment d'appartenance qui sera ancré dans le passé du territoire historique macédonien.

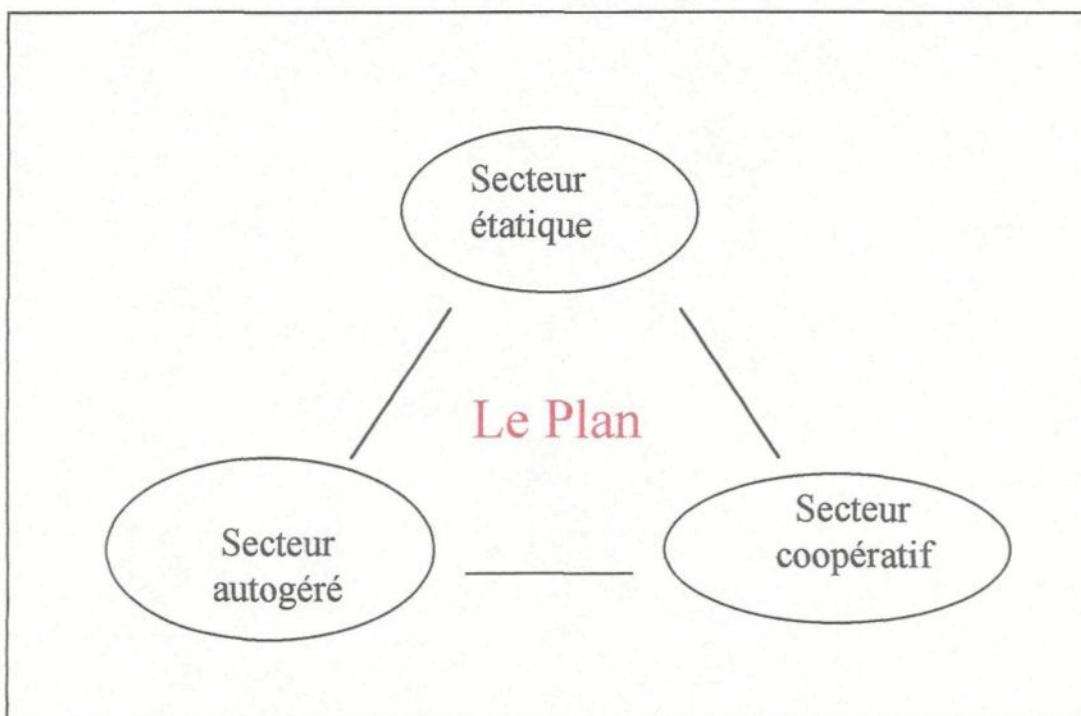
Tito, en Yougoslavie, a voulu engendrer un sentiment yougoslave mais n'a pas su respecter les spécificités des ethnies de ce territoire. Tito a construit des institutions qui n'avaient pas acquis une légitimité suffisante pour passer au-delà des ambitions politiques des Républiques. Donc, au lendemain de l'éclatement de la Yougoslavie, s'engage un processus pour obtenir une reconnaissance internationale qui passe d'abord par une légitimité territoriale avant d'obtenir une reconnaissance culturelle. Voyons maintenant ce processus qui subit l'influence de la mondialisation, en analysant les enjeux de l'Europe face aux Balkans.

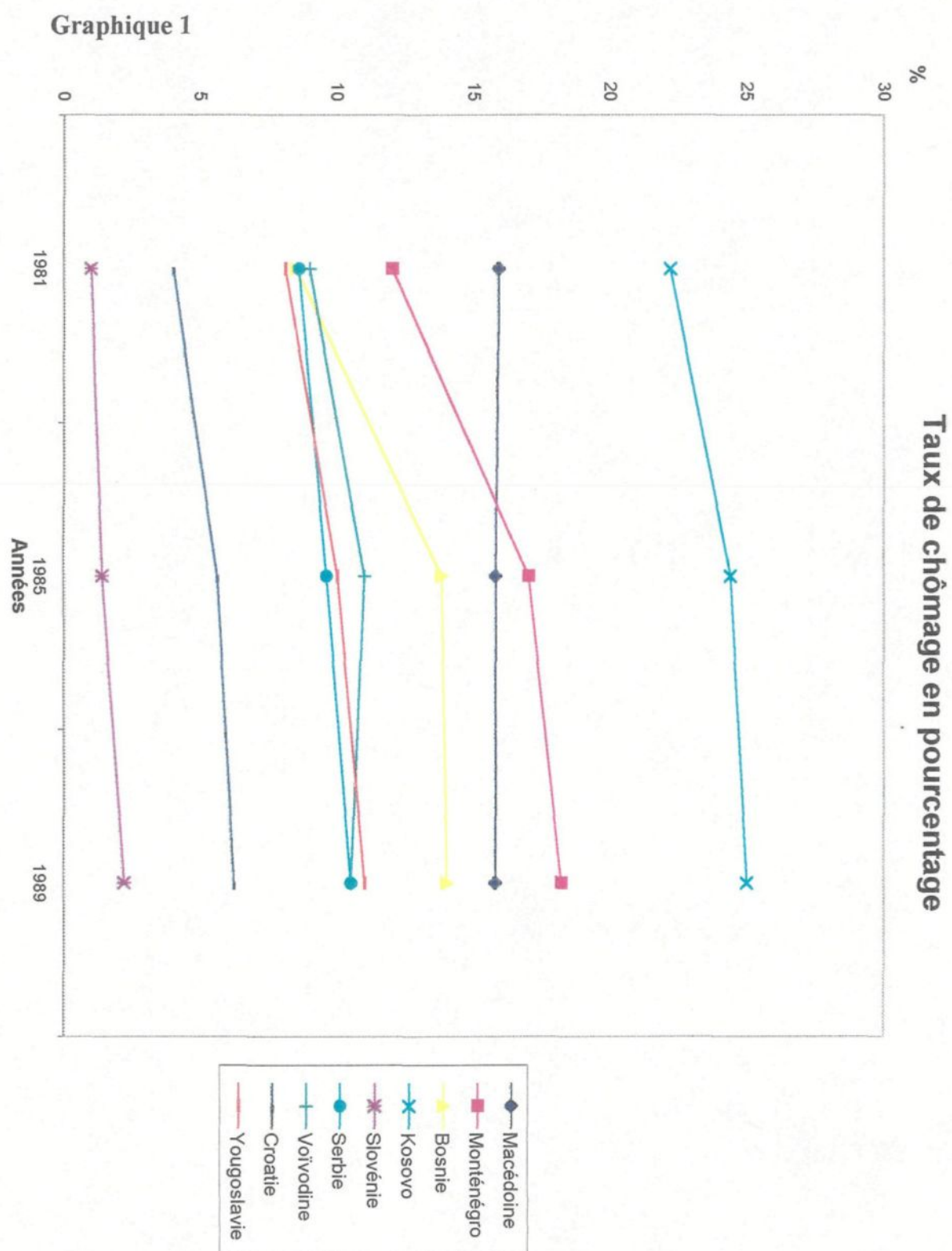
Schéma 2

Organisation politique



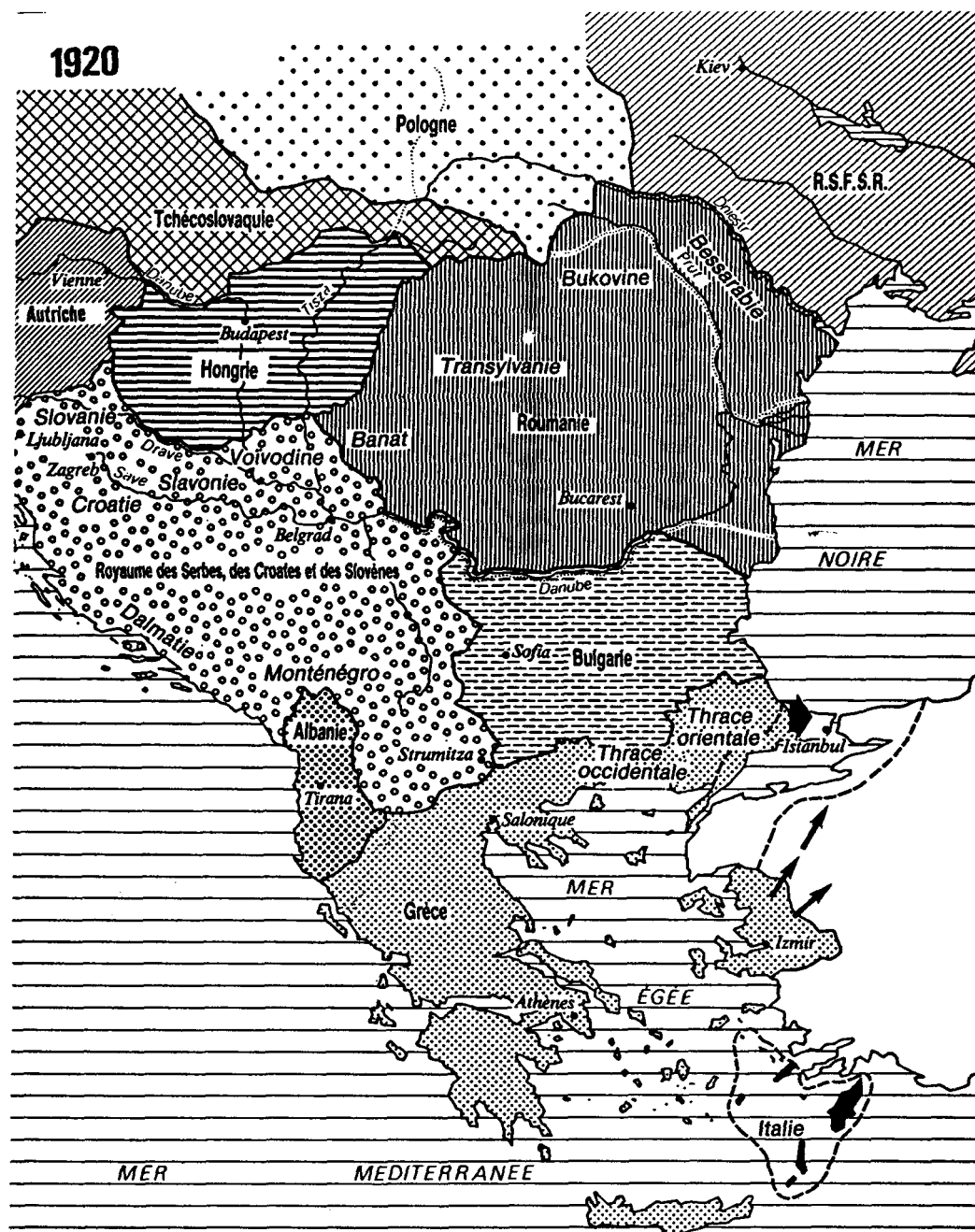
Organisation économique





Source : Le Graphique 1 a été établi à partir de données tirées de plusieurs documents dont certains provenant d'Internet.

Carte XVIII : Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes.



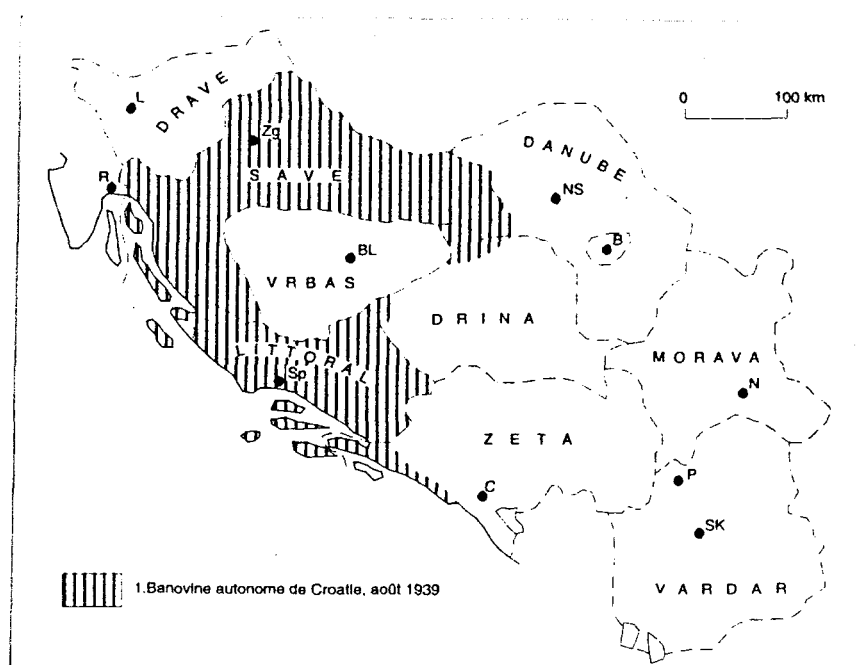
Source : Yérasimos, Stéphane. *Petit atlas géopolitique ...*, p. 61

Carte XIX : Division administrative du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes.

1922 :



1929 :



Source : Roux, Michel. L'État et le territoire des Nations, in « Nations, État et territoire en Europe de l'est et en URSS », p. 272-273.

Carte XX : Formation de la Yougoslavie.



Source : Duby, Georges. Atlas historique, p. 187.

CHAPITRE 5

LES ENJEUX DE L'EUROPE COMMUNAUTAIRE FACE AUX BALKANS

Dans ce chapitre, nous tenterons de comprendre l'impact de la mondialisation sur la Macédoine, en insistant sur la nécessité pour la reconnaissance internationale d'un État physique et ce à travers les démarches politiques des années 1990. Dans une seconde section, nous questionnerons la présence de l'Europe communautaire dans le processus d'identification culturelle ; notre approche se collera sur une démarche éthique qui nous permettra d'identifier les enjeux réels qui motivent la communauté européenne. Nous terminerons ce chapitre par l'analyse de la mondialisation en la mettant en parallèle avec la balkanisation pour définir la nation macédonienne comme projet de société.

5.1 Du jour au lendemain.

Nous avons vu que le poids de l'histoire forme un étau sur la destinée de la Macédoine et que la pression politique se concrétise sous Tito par un affaiblissement économique qui laisse des séquelles sur le processus d'identification culturelle pour l'ensemble yougoslave. L'héritage laissé à la Macédoine par l'histoire nous montre le caractère impérieux d'être reconnu par la communauté internationale pour ainsi construire l'État macédonien. La recherche de reconnaissance internationale s'amorce au début des années 1990, avec l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. De 1980, soit de la mort de Tito, à

cette date fatidique, la Macédoine connaît un vide historique, comme si pendant dix ans, la Macédoine disparaissait. Ce recul la mène en novembre 1990 à la première élection législative, qui constitue un parlement indépendant des visées yougoslaves ; cette élection ouvre la voie au processus de reconnaissance macédonienne et à la définition politique de cet État.

En janvier 1991, la Macédoine fait acte de sécession en proclamant sa souveraineté et élit son premier président soit Kiro Gligorov surnommé le «Renard des Balkans». Puis en septembre de cette même année, un référendum est organisé. Le taux de participation qui s'apparente à la répartition ethnique, illustre l'instabilité macédonienne. La démarche pour l'indépendance de la Macédoine est boycottée par les Serbes et les Albanais⁶⁴. Mais cette démarche demeure positive puisque 95 % de ceux qui ont participé, sont en faveur de l'indépendance macédonienne qui sera proclamée le 17 septembre 1991. Aussitôt la démarche de reconnaissance internationale s'amorce avec la reconnaissance bulgare (janvier 1992) de l'État macédonien. Après cette acceptation, la Macédoine amorce la définition de ses limites physiques de l'État soit en adoptant une constitution et en basant son système économique sur le dinar, monnaie officielle de la Macédoine.

La démarche macédonienne se complique en 1993, lorsque l'ONU admet la Macédoine sous l'appellation de FYROM qui signifie «Former Yugoslavian republic of

⁶⁴ Voir Introduction, partie 2, p. 118.

Macédonia» c'est-à-dire République ex-yougoslave de Macédoine. Avancée significative pour l'État mais blocage culturel qui ne permet pas de définir la nation macédonienne.

Dans les mois qui suivent, nombre de pays viennent appuyer cette admission du FYROM en reconnaissant l'État macédonien. Mais la démarche d'acceptation internationale est enrayée par le Blocus grec de février 1994, à l'encontre de la Macédoine. Avec ce blocus resurgit toute la question macédonienne qui au lendemain des guerres balkaniques avait vu le territoire macédonien coupé en trois zones sous possession serbe, bulgare et grecque.

La Grèce réclame en 1994 pour justifier son blocus, le changement de nom et de drapeau. Elle affirme haut et fort que le nom Macédoine appartient au patrimoine exclusif de la Grèce.

Nous avons démontré dans les chapitres précédents que la Macédoine a mêlé progressivement les cartes perdant sa légitimité territoriale sous les dominations successives des Romains, des Bulgares, des Byzantins, des Ottomans et par son adhésion à l'empire de Tito. La recherche de reconnaissance internationale de la Macédoine vient réveiller toute cette question de légitimité territoriale et du coup enrayer le processus d'identification culturelle de la Macédoine qui doit considérer la nation macédonienne en dehors de son caractère hellénique pur et rechercher l'équilibre culturel qui fait sa spécificité nationale.

En 1995, un accord entre la Grèce et la Macédoine survient, le blocus sera levé sous conditions que la Macédoine abandonne le Soleil de Virginia comme emblème et modifie sa constitution.

Aussitôt que la Macédoine voit le blocus levé, elle devient un partenaire économique de l'Europe. Un accord est entériné le 2 octobre 1997. Depuis 1997, la Macédoine a atteint un niveau de reconnaissance politique qui lui permet d'interagir avec l'Union européenne et de recevoir la confiance des Nations-Unis.

Tous ces événements sous-entendent des valeurs et des revendications qui ont leurs sources dans l'histoire. Essayons dans cette seconde partie d'analyser les valeurs et les fondements des revendications pour comprendre les enjeux et la présence des grandes puissances dans les Balkans.

5.2 De l'analyse des enjeux.

Dans l'introduction de la partie 2, nous avons fait le point sur la répartition ethnique et sur l'appartenance religieuse ; nous avons constaté que la Macédoine est caractérisée par la multi-ethnicité culturelle de sa population. En rappelant la définition propre du terme macédoine soit «assemblage peu harmonieux d'éléments différents», nous vous montrons le portrait socio-politique de la Macédoine depuis la dissolution de l'empire d'Alexandre.

Antérieurement, nous vous présentions les revendications de la Grèce face à la Macédoine, celles-ci font ressortir les enjeux entourant la position géographique de la Macédoine. La carte de l'Adriatique à l'Indus (p. 3), nous situe la Macédoine par rapport à l'Occident et à l'Orient.

Dans les chapitres précédents, il apparaît que la Macédoine s'était formée une identité culturelle qui n'a pas survécu au démantèlement de l'empire de Macédoine. De plus, cette identité macédonienne a subi successivement les assauts des mouvements de populations et des diverses dominations qui ont fini par remettre en question la légitimité politique de la Macédoine. La question d'Orient qui émane du réveil des peuples chrétiens, présente la situation stratégique de la Macédoine par rapport à l'Orient. Elle devient pour l'Occident le lieu de transit entre deux cultures soit l'une orientale et l'autre occidentale.

Ainsi, la Macédoine illustre l'enjeu d'une légitimité territoriale pour l'ensemble balkanique. Les dilemmes qui sont apparus depuis 1980 prennent appui sur les liens entre la Grèce et la Macédoine. La Grèce constate le poids stratégique de la Macédoine, qui devient le cheval de Troie qui lui permettrait d'entrer en Europe avec un peu plus de caractère occidental d'où le revirement systématique dans ses décisions politiques.

En considérant les Macédoniens comme des Hellènes faisant partie de son patrimoine historique, la Grèce interprète la période d'Alexandre dans le sens qui lui est favorable.

Ainsi, la Grèce devient un acteur principal qui vient influencer les décisions de la Communauté européenne à l'endroit de la Macédoine. Par le fait même, le cas macédonien nous offre la clé d'interprétation des conflits ethniques dans les Balkans et des enjeux qu'ils sous-entendent.

Donc, un premier questionnement qui provient de la Grèce, celle-ci dans ses revendications face à la Macédoine, s'appuyait-elle sur un réel fondement historique ou cachait-elle des intérêts économiques et politiques basés sur une problématique territoriale. D'après ce que nous avons constaté depuis 1995, la Grèce n'a rien retiré des modifications de la constitution macédonienne, à part peut-être une grande confiance en elle lorsqu'elle traite avec l'Europe communautaire.

Dans une seconde approche, la formation de l'ex-Yougoslavie (voir carte à la page 144) au lendemain de la seconde guerre mondiale (1948) venait enrayer l'hémorragie politique et économique dans les Balkans, provoquée par la guerre mais aussi, par la rupture entre Staline et Tito. Cette rupture permet à Tito d'élaborer et de mettre en place son socialisme novateur soit le système autogestionnaire qui vous a été expliqué précédemment. Ce système ouvrit la porte aux aspirations nationales qui furent matées par le seul charisme de l'Homme. Malgré les avancées économiques qui permirent à certaines républiques d'atteindre un niveau de développement favorable à une interaction avec le monde capitaliste, la Yougoslavie titiste ne parvient pas à stabiliser les visées nationalistes pour former une seule et grande nation yougoslave. La mort de Tito laisse donc place aux

agitateurs nationalistes qui enclenchent le processus de démantèlement qui frappe les Balkans et qui plus tard ouvrira la voie à la reconnaissance internationale de nation comme la Macédoine.

La Macédoine n'offre aucun avantage à être conquise par les autres républiques, composées d'une grande majorité macédonienne, elle est économiquement démunie ce qui explique le désintéressement des autres républiques. La Macédoine n'ayant peu ou pas de population à l'extérieur de sa république, elle préfère se tourner vers l'Europe pour reconstruire ses infrastructures économiques et politiques.

La Macédoine étant aux portes de l'Orient, il devient primordial pour l'Europe de maintenir sous sa protection, ce jeune État qui a tout pour attirer la Turquie ou la Russie. À cette époque, la Russie connaît des ratés dans son système de valeurs socialistes et cherche, par le fait même, à rebâtir sa zone d'influence dans ces États encore fragiles qui gardent l'empreinte du socialisme de l'époque titiste.

Une question diplomatique se pose à notre esprit. Qui de l'Europe ou de l'Orient a intérêt à préserver un certain contrôle sur les Balkans ? L'Orient n'a rien à perdre, elle ne possède que peu d'ascendant sur la destinée balkanique, excepté pour la Grèce qui constitue une terre d'asile pour les populations d'Asie mineure. L'Europe a tout à perdre, les

Russes⁶⁵ sont une menace constante, leurs difficultés sont temporaires, tôt ou tard, ils viendront bousculer les projets européens. De plus, l'Europe s'ouvre une voie sur les Bosphores. Donc, satisfaire la Grèce dans ses revendications sur la Macédoine, ne fait que favoriser cette ouverture. En reconnaissant la Macédoine, l'Europe place un sas, un État tampon qui absorbe les chocs ethniques pour préserver ses relations avec la Grèce.

De plus, il vient s'ajouter deux blocs d'acteurs, aux côtés de la Grèce soit l'Europe et l'Orient qui gardent active toute l'opposition entre l'Occident et l'Orient. Jusqu'ici, il ne serait pas excessif de prétendre que la Macédoine est prise en otage par les relations diplomatiques initiées de la mondialisation. Sa reconnaissance internationale devient prioritaire, si la Macédoine veut construire un avenir durable à sa nation.

Il faut maintenant parler des trois pays qui l'entourent soit l'Albanie, la Bulgarie et la Serbie. Pour la Serbie, le chapitre six s'attardera à la menace que voit la Macédoine dans cette région. L'Albanie et la Bulgarie partagent avec la Macédoine les considérations ethniques et les aspirations territoriales qu'ils ont héritées des siècles passés. L'indépendance macédonienne ne laisse pas entièrement indifférente mais ils se soucient que peu des relations État / culture qui sont définies dans la constitution. Notamment l'article qui assure aux minorités le respect de leur langue, religion et culture et l'accès à l'exercice de la démocratie pour ceux-ci.

⁶⁵ Chiclet, Christophe et Lory, Bernard. République de Macédoine, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 97-98.

Donc, six acteurs directement concernés par le devenir macédonien et la Macédoine qui devient le centre des préoccupations un peu malgré elle. Sa situation géographique ne la laissant pas indifférente au spectre d'un autre conflit qui émergerait des Balkans.

Il est opportun d'introduire sur l'échiquier balkanique, le grand frère américain qui agit avec le cautionnement de l'ONU et le grand-père russe qui garde un œil sur son opposant de toujours les Américains. Les Russes veulent éviter que ceux-ci ne gagnent trop de terrain dans cette zone fort convoitée et qui garde un fort héritage socialiste, issu de l'époque titiste et préservé par les dirigeants actuels formés sous la domination de Tito.

À partir d'analyse précédente (Chiclet et Lory), il est possible d'avancer que peu importe le coût politique, l'Europe ne peut laisser les élans souverainistes de ces jeunes États gagner du terrain et mettre à l'écart la grande et puissante Europe avec à sa tête l'Amérique tout entière, pour faire place à un nouveau socialisme.

Nous avons brièvement abordé la mondialisation dans les pages précédentes, revenons à ce concept pour compléter ce chapitre et amorcer l'avenir des Balkans. Mis en parallèle avec la balkanisation, la mondialisation nous permettra enfin de comprendre la nation macédonienne comme projet de société.

5.3 Mondialisation et Balkanisation : aperçu d'une nation.

Toute la multiplication d'enjeux et d'acteurs sur le territoire balkanique, nous oblige à réfléchir à nouveau sur la notion balkanisation. Parfois utilisé pour désigner des rapports ethniques en Afrique et au Moyen-Orient, le terme balkanisation a été trop vite et à tort généralisé à tout ce qui se rapportait à la notion colonisateur-colonisé, oubliant les dimensions de division territoriale et de morcellement ethnique.

La balkanisation est une construction idéologique qui rappelle à la fois le dualisme temps / espace et le dualisme État / culture. Dans le premier dualisme, il insiste sur le morcellement territorial qui fragmente les terres sans se soucier des peuples qui y vivent selon leur propre culture. Dans le second dualisme, il alimente la conséquence du premier, en rendant disfonctionnel un État qui adopte pour l'ensemble de sa population une culture qui est celle d'une partie de la population.

La balkanisation laisse une saveur de fragmentation qui est caractéristique aux Balkans mais qui est observable ailleurs notamment en Afrique. Ce qui éloigne le terme balkanisation de la réalité africaine, c'est le conflit de frontières⁶⁶ qui impose un héritage de violence aux générations actuelles et à venir. La balkanisation dépasse les effets de la décolonisation en Afrique, elle s'ancre dans la définition propre des relations entre l'État qui établit des institutions et la culture qui est soutenue par cet État institutionnalisé.

⁶⁶ Lacoste, Yves. «Balkans et balkanisation», in Hérodote, p. 7.

Donc, un héritage qui s'incruste dans le sol balkanique, celle-ci se redéfinit par la mondialisation qui appelle à l'ouverture des frontières. Nous observons pour l'Europe communautaire, cette notion à partir du traité de Maastricht, qui devient un nouveau point de départ pour l'Union européenne. Celui-ci personnifie l'opposition aux Balkans des années 1990. Elle fait appel à la question d'unité qui fut fatale aux Balkans d'après Tito.

Toute l'incapacité de vivre au-delà des frontières que sous-entend la balkanisation, est remise en question par le contexte de mondialisation qui pose différemment la reconnaissance internationale des États comme par exemple le cas de la Macédoine.

Dans sa définition de la nation macédonienne comme projet de société, nous apprenons de la balkanisation à éviter le piège du conflit des frontières culturelles pour construire une nation qui se renforcera par les différences et qui saura bâtir au-delà des préjugés pour assurer l'appartenance à une nation macédonienne construite plutôt qu'héritée des aspirations coloniales des grands empires depuis Alexandre jusqu'à Tito.

Ce chapitre nous a montré la maturation du processus d'identification culturelle à travers les enjeux sociaux de la mondialisation. Malheureusement, cet idéal social qui devient l'option d'avenir pour la Macédoine est compromis par le conflit au Kosovo qui depuis le milieu de mars 1999, demande une intervention militaire des forces de l'OTAN pour éviter un génocide ethnique majeur à l'endroit des Albanais du Kosovo.

Le prochain chapitre, nous place dans les souliers de la Macédoine qui vit des heures d'angoisse face à la venue de réfugiés kosovars. Il ne s'agit pas ici de solutionner un problème de siècles mais d'apporter un regard autre que celui des diplomates ou de la presse mondiale.

CHAPITRE 6

L'AVENIR DES BALKANS

LA MACÉDOINE REGARDE LE KOSOVO.

Ce chapitre, nous ramène dans la réalité contemporaine mise en place par la mondialisation. Nous tournons ainsi, notre analyse vers les événements de l'actualité pour essayer de mieux cerner le conflit au Kosovo pour comprendre les effets de celui-ci sur le devenir macédonien. Nous n'analyserons pas directement les événements physiques du conflit, mais nous les évoquerons pour contextualiser «l'effet Kosovo». Donc, dans un premier temps, nous déterminerons «qu'est-ce que le Kosovo», autant à travers son histoire qu'à travers sa composition ethnique. Nous présenterons ici, le rapport frontalier serbe, kosovar et macédonien. Dans un deuxième temps, nous analyserons «l'effet Kosovo», qui pour les pays limitrophes à cette région prend beaucoup d'importance sur le nationalisme intérieur. Notre troisième et dernière section viendra nous montrer l'impact du conflit sur le processus d'identification culturelle et sur les légitimités territoriales, particulièrement dans le cas de la Macédoine et d'envisager une approche nouvelle des relations ethniques en fonction de la mondialisation.

6.1 Qu'est ce que le Kosovo ?

Dans cette section nous ferons référence à deux éléments d'observation particulièrement éclairants soit une carte et un tableau synthèse qui seront placés à la fin de ce chapitre soit à la page 171-172. Ces deux éléments sont tirés du *Monde diplomatique* d'avril 1998. Ces éléments nous permettent de comprendre la répartition ethnique du Kosovo et les différents conflits qui sont venus des Balkans.

Avant d'aborder l'analyse socio-historique du conflit au Kosovo, rappelons brièvement quelques données géopolitiques sur le Kosovo. Celui-ci couvre une superficie d'environ 10900 km² pour une population totale de 2 millions d'habitants.⁶⁷ Sur cette population, 90 % sont des Albanais. Ils font partie des groupes non-slaves des Balkans. Leurs origines remontent aux Illyriens qui étaient déjà en place pendant l'antiquité. Les Albanais sont aussi un peuple d'origine indo-européenne. Ils font parti de l'église musulmane mais quelques groupes peuvent appartenir à la communauté orthodoxe ou même catholique.

Le reste de la population du Kosovo est composé de 10 % de Serbes qui eux sont issus des peuplements slaves qui eurent lieu au 6^e siècle⁶⁸. Ils ont subi quatre siècles de domination ottomane. En 1829, ils ont fondé le Royaume de Serbie qui était alors encadré

⁶⁷ Ramonet, Ignacio. «Kosovo», *Le Monde diplomatique*, février 1999, p. 1.

⁶⁸ Voir Partie 1, chapitre 2 et la carte «Mouvement de population »,p. 68.

par l'empire austro-hongrois et l'empire ottoman. Les Serbes sont un peuple qui parle le serbo-croate et ils se rattachent à une branche orthodoxe du christianisme issu de la rupture Occident et Orient en 1054, c'est ce que nous appelons le schisme d'Orient.

Nous retrouvons sur le territoire kosovar une infime proportion de Musulmans qui se mêlent aisément à la population albanaise. Le taux de natalité au Kosovo représente 40 naissances pour 1000 habitants.⁶⁹ Celui-ci fait en sorte que plus de la moitié de la population est âgée de moins de 20 ans. Ce poids social est accentué par la situation politique du Kosovo, où les 10 % de Serbes ont sous leur contrôle l'administration de la province.

La voisine immédiate du Kosovo, la Macédoine, partage son territoire avec une population albanaise mais leur nombre ne dépasse pas les 30 %. Celles-ci sont presque toutes concentrées dans le Nord-Ouest du pays soit tout près des frontières avec l'Albanie et le Kosovo.

La Macédoine voit donc, dans le Kosovo une zone de tension. Cette tension peut aller jusqu'à bouleverser l'équilibre actuel des Balkans. La crise actuelle peut faire basculer toutes les relations établies depuis 1991 avec la population albanaise de la Macédoine. Leur relation est d'autant plus étroite que la Macédoine subit les pressions de la Grèce qui, nous l'avons vu précédemment, considère cette région comme étant l'héritière de son patrimoine exclusif et que le Kosovo voit sa légitimité remise en question par les

⁶⁹ Ramonet, Ignacio. *Loc. cit.*, p. 1.

allégations des Serbes qui prétendent que cette région est «considérée comme le berceau de leur patrie »⁷⁰. Ainsi, la Macédoine et le Kosovo sont liés autant par leurs compositions ethniques que par leurs histoires troublées. En effet, les revendications albanaises ne datent pas d'hier. L'histoire du Kosovo prend de l'importance dans le devenir balkanique dès 1913.

Au lendemain des guerres balkaniques alors que la Macédoine est partagée entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie (Traité de Bucarest) ; le Kosovo est intégré à la Serbie. Il sera ensuite inclus dans le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui deviendra le Royaume de Yougoslavie. La Macédoine est présente dans les préludes de la Yougoslavie titiste, au côté du Kosovo. De 1948 à 1974, l'histoire du Kosovo est assimilée à celle de la Yougoslavie. En 1974, le statut du Kosovo est modifié par la nouvelle constitution, il devient une région autonome à l'intérieur de la république de Serbie. Au même moment, la République socialiste de Macédoine publie sa troisième constitution.

La mort de Tito amène les premières revendications albanaises au Kosovo. Au printemps 1981, ces mouvements de revendications sont réprimés par de sanglantes répressions. Pendant que le Kosovo connaît des élans nationalistes, la Macédoine amorce une période de transition politique qui la conduit de l'autoritarisme politique vers la démocratie libérale, ce qui lui permet d'entrer dans les années 1990 avec de nouveaux partis porteurs de changements.

⁷⁰ Hofnung, Thomas. «Le régime serbe à l'épreuve de la guerre», Le Monde diplomatique, Avril 1999, p.6.

À l'été 1988, l'ex-Yougoslavie voit émerger du Kosovo, un conflit qui marque le début de la fin. Des manifestations en Serbie viennent souligner le réveil national des Kosovars albanais, les mouvements se font sous une idéologie séparatiste qui passe par ce slogan «Le Kosovo nous appartient ».⁷¹

L'année suivante, le Kosovo est encore secoué par des actes de sécession qui s'amorcent en février 1989 avec une grève générale et prend de l'ampleur en mars-avril avec des émeutes qui sont encore une fois étouffées par la violence. De façon plus frappante ces actions nationalistes entraînent en juillet 1990, la dissolution des institutions politiques albanaises. La population albanaise est alors réduite au silence, Milosevic agit avec les Kosovars albanais comme Catherine de Médicis a agit en 1572, lors du massacre de la Saint-Barthélémy, si nous pouvons nous permettre ce parallèle. L'intransigeance des catholiques devant les protestants est comparable à la mauvaise volonté dont fait foi Milosevic face aux Albanais du Kosovo.

Pendant qu'Albanais et Serbes durcissent leurs positions en Macédoine, la réorganisation politique débouche sur un amendement de la constitution macédonienne, permettant la démarche pour accéder à l'indépendance et à la souveraineté.

⁷¹«De l'intégration à la révolte», *Le Monde diplomatique*, Avril 1999, p. 7.

En mars 1991, le Kosovo se dote d'un nouveau gouvernement qui se compose d'ex-communistes et d'Albanais modérés. Malgré cette ouverture, le recensement officiel de mars 1991, aura été boycotté par les Albanais du Kosovo et de la Macédoine.

Le Kosovo organise en septembre 1991, un référendum qui lui permet de se proclamer «république». Ce nouveau statut est reconnu par l'Albanie uniquement. En Macédoine se tient aussi un référendum qui permet à celle-ci d'adopter une nouvelle constitution. Cette constitution est la première de la Macédoine indépendante et souveraine. Cette démarche d'affirmation nationale de la Macédoine est entachée par l'absence des Albanais macédoniens. Ceux-ci se sont abstenus de participer au référendum.

De 1991 à 1995, les événements en Bosnie-Herzégovine relèguent au second plan les élans nationalistes du Kosovo. Le 14 décembre 1995, les accords de paix de Dayton mettent fin au conflit yougoslave. Par ces accords, «les États-Unis rétablirent une paix trop fragile, comme le prouvent les événements du Kosovo. »⁷²

Pendant que les autres pays de l'ex-Yougoslavie se débattent dans le processus de paix, la Macédoine entreprend sa démarche pour être reconnue par la Communauté internationale. Après plusieurs mois de négociations elle obtient son entrée à l'ONU sous l'appellation de FYROM.

⁷² Ramonet, Ignacio. *Loc. cit.*, p. 1.

Le Kosovo est toujours au même point, les revendications albanaises reprennent en février 1996 avec une série d'attentats qui sont attribués à l'Armée de libération du Kosovo (ALK). Le tout s'intensifie lorsque des offensives serbes initient une nouvelle crise marquée par des actes de violences faisant de nombreux réfugiés et un nombre de victimes difficiles à recenser.

6.1.1 Vivre au jour le jour avec les Albanais.

Jusqu'ici nous avons essayé de comprendre les fondements des événements de 1998 et 1999. Cette section nous présentera les rapports frontaliers qui sont déterminés par les événements actuels. Sans faire une chronologie des actions des Serbes et de l'OTAN depuis les huit derniers mois soit : de septembre 1998 à avril 1999, nous verrons se positionner les grandes lignes qui nous permettront d'appréhender ultérieurement l'effet Kosovo. Pour arriver à comprendre le conflit, nous avons établi une revue de presse qui insiste sur la place de la Macédoine et de la Communauté internationale dans le conflit.

Ainsi, en octobre 1998 des observateurs des Nations-Unis ont été déployés au Kosovo⁷³ avec l'accord de Milosevic. Pour assurer la protection des observateurs, l'OTAN place des troupes à la frontière macédonienne. Cette collaboration de la Macédoine s'inscrit dans ses démarches pour adhérer à l'OTAN⁷⁴ et ainsi, s'assurer du support

⁷³ «Milosevic cède sous la pression», Le Devoir, le 14 octobre 1998, p. A-1.

⁷⁴ «Une force de l'OTAN s'installe en Macédoine», Le Devoir, le 3 décembre 1998, p. B-5.

international dans le cas où les forces serbes chercheraient à poursuivre les réfugiés albanais en Macédoine.

Les premières actions de l'OTAN, nous montrent la fragilité des relations Serbes-Macédoine. Les Albanais du Kosovo reconnaissent dans la Macédoine, une alliée qui a tout l'appui des milieux internationaux. À noter que nous avons senti cette fragilité, au début d'avril, lorsque les camps de réfugiés à la frontière macédonienne furent évacués en toute hâte. Les raisons qui ont amené ces mouvements sont plutôt obscurs mais il est à supposer que les autorités internationales aient craint, l'espace de quelques heures, des représailles venant de Belgrade.

Peu importe les véritables raisons qui ont motivé les mouvements de réfugiés, tout nous montre l'équilibre précaire des relations ethniques en Macédoine. La légitimité territoriale est ainsi questionnée par la présence des Albanais aux frontières, qui sont en quête d'un refuge, lequel leur permettrait d'assurer leur survie.

En définitive, l'année 1998 n'est que la poursuite «logique» du conflit bosniaque qui a été initié par des revendications du Kosovo. La construction d'une société albanaise parallèle à celle des Serbes devait régler des exclusions en substituant l'État serbe et en redonnant aux Albanais leurs droits et leurs libertés. Malgré un système d'éducation en langue albanaise, les jeunes ne peuvent espérer une place sur le marché du travail au Kosovo, ils sont ainsi, réduits à l'exil.

Dans cette perspective peu favorable, toutes les tentatives pour régler, par les voies diplomatiques la crise du Kosovo, se sont avérées inutiles. Nous pouvons même questionner les véritables intérêts qu'avait l'Europe lors de la conférence de Rambouillet et la volonté de Milosevic de céder un peu de terrain. Les frappes aériennes menées par l'OTAN ne servent-elles pas les intérêts politiques de Milosevic, plutôt que de favoriser le processus de paix. Une chose nous apparaît évidente, la Macédoine subit une pression importante qui pourrait enrayer le processus d'identification culturelle nécessaire à la reconnaissance définitive de la nation macédonienne telle que nous la définissons.

La Macédoine voit dans le Kosovo une menace d'importance. Nous appellerons cette menace, «l'effet Kosovo » qui agit sur les pays limitrophes comme une chaîne de dominos. Regardons maintenant «l'effet Kosovo ».

6.2 «L'effet Kosovo»

La menace que représente le Kosovo est palpable. Le conflit bosniaque du début des années 1990 provenait de cette région. La montée, puis l'éclatement du conflit a conduit l'ONU à craindre le pire. L'effet domino que peut engendrer le mouvement de populations (réfugiés) suscite de vives réactions notamment, dans les pays ayant une population commune avec le Kosovo. Les sympathies que développent la Macédoine et l'Albanie, au début des troubles au Kosovo et maintenant les efforts déployés pour

accueillir les populations albanaise, nous font comprendre la fragilité ethnique de l'ensemble balkanique.

Expliquons cette fragilité ethnique, d'abord par l'effet géographique. Le Kosovo est situé au centre entre l'Albanie, la Macédoine, la Serbie et le Monténégro. Il gère ainsi, les relations frontalières que la reprise de revendications albanaises vient compliquer en réveillant les vieilles revendications territoriales qui datent des guerres balkaniques et même d'avant celles-ci. Donc, la fragilité ethnique due à la remise en question de la légitimité territoriale du Kosovo, de la Macédoine et à la limite de l'Albanie, accentue le conflit aux frontières de ceux-ci. Pour le Monténégro, c'est tout l'accès à la mer Adriatique qui est en jeu, le Kosovo réveille les aspirations sécessionnistes du Monténégro.⁷⁵ En effet, de république qu'elle était sous Tito, elle n'a aujourd'hui qu'un statut privilégié à l'intérieur de la Yougoslavie de Milosevic.

La fragilité ethnique nous apparaît par le point de vue international. L'horreur découverte au lendemain du conflit bosniaque, explique l'intervention de l'OTAN qui cherche à convaincre Milosevic de céder. Les frappes aériennes visent à mettre de la pression sur les décisions politiques de Milosevic et du fait, permet à l'ONU de maintenir une surveillance dans le Kosovo. Le spectre d'une hécatombe albanaise qui ressemblerait à celle des juifs pendant la deuxième guerre, plane sur le Kosovo. Le massacre de Racak, les

⁷⁵ «Le Kosovo entre massacres et marchandages», Le Monde diplomatique, Avril 1998, p. 7.

deux observateurs blessés près de Drenica⁷⁶ ne sont que deux exemples de l'escalade dans la violence au Kosovo. Le résultat de ce conflit risque de nous montrer de plus grandes horreurs qui créeront un vent de ressentiment chez la communauté kosovar.

Les frappes de l'OTAN font-elles aussi des victimes ? Une chose est sûre, la communauté albanaise sera la plus touchée. Déjà plane un doute sur le sort des hommes de 16 à 60 ans qui sont pour la plupart, portés manquant dans les camps de réfugiés. Ces craintes ont pour effet d'accroître les sympathies en Albanie et la Macédoine, la population albanaise de ces deux pays devient de plus en plus émotive face à l'avenir des Albanais du Kosovo. « L'effet Kosovo » rend donc fragile, la stabilité ethnique en Macédoine et même, remet en question la légitimité politique des frontières de celle-ci et de l'Albanie.

De plus, Belgrade commence à percevoir un fléchissement dans la solidarité balkanique, le Kosovo mine progressivement le pouvoir politique que détient Milosevic jusqu'à ce jour. Les pressions de l'opposition en Serbie ont contraint Milosevic à adopter une politique dure ; ce dernier a réduit au silence tous les sympathisants au Kosovo. « Il règne maintenant comme un monarque retranché dans son palais ».⁷⁷ Il manipule l'opinion internationale en laissant croire que la population serbe en général le soutient, bien que la situation dans les universités à la rentrée 1998, ne soit qu'un exemple du désaveu et de la

⁷⁶ «La violence fait au moins 15 morts au Kosovo», Le Devoir, le 17 janvier 1999, p. A-7.

⁷⁷ Hofnung, Thomas. Loc. cit., p. 7.

contrainte politique que subit Milosevic. Cette situation ne fait que découvrir la pointe de l'iceberg.

Pour ce qui est du support des Russes et des Chinois à la cause de Milosevic, elle est remise en question par quelques généraux serbes.⁷⁸ Nous avons à travers toute la revue de presse identifié un élément important c'est-à-dire la manipulation médiatique des événements au Kosovo. Tout dépendant des intérêts du médium d'information, les événements sont analysés différemment. Ainsi, lorsque l'on voit les réfugiés kosovars à la frontière macédonienne, la condition de vie dans ces camps sera plus ou moins désastreuse selon que les images se retrouvent dans un bloc parlant des frappes ou parlant des réfugiés.

Le Kosovo a ainsi, un effet sur les relations ethniques des pays limitrophes, sur les relations diplomatiques des pays impliqués, sur la couverture médiatique. « L'effet Kosovo » est vu d'abord par la Macédoine comme la mèche qui va enflammer la poudrière ethnique, puis par le Monde comme le symptôme d'un mal beaucoup plus profond qui est accentué par la mondialisation.

Dans la prochaine section, nous regarderons tout l'impact du Kosovo sur le devenir macédonien. Pour ce fait, nous regarderons plus en détail le mal profond qu'est la légitimité territoriale.

⁷⁸ «Belgrade seul contre tous», Le Monde diplomatique, Avril 1999, p. 7.

6.3 Au cœur des Balkans:

Le conflit au Kosovo s'est développé sur les revendications nationalistes des Albanais et sur la conviction des Serbes que cette région est le berceau de leur nation. Qui des Serbes ou des Albanais est légitime dans sa démarche ? Voilà le réel problème de tous les Balkans. En dégénérant du côté militaire, l'OTAN a laissé passer au second plan, le fondement même du conflit au Kosovo soit : la légitimité territoriale qui permet à une nation d'amorcer ou de poursuivre son processus d'identification culturelle.

Le blocus grec en 1994 à l'endroit de la Macédoine, aurait très bien pu dégénérer dans le même sens qu'au Kosovo. L'élément qui a joué dans l'orientation du conflit, a été la volonté de la Macédoine d'obtenir l'appui de la Communauté internationale. Le compromis qu'elle a choisi d'accepter, lui a permis de poursuivre sa démarche tout en acquérant une légitimité qui avec le temps, lui permettrait de renégocier son statut international à partir de la définition de la nation macédonienne. La bonne volonté dont a faite preuve la Grèce, a aussi été favorable à un règlement diplomatique.

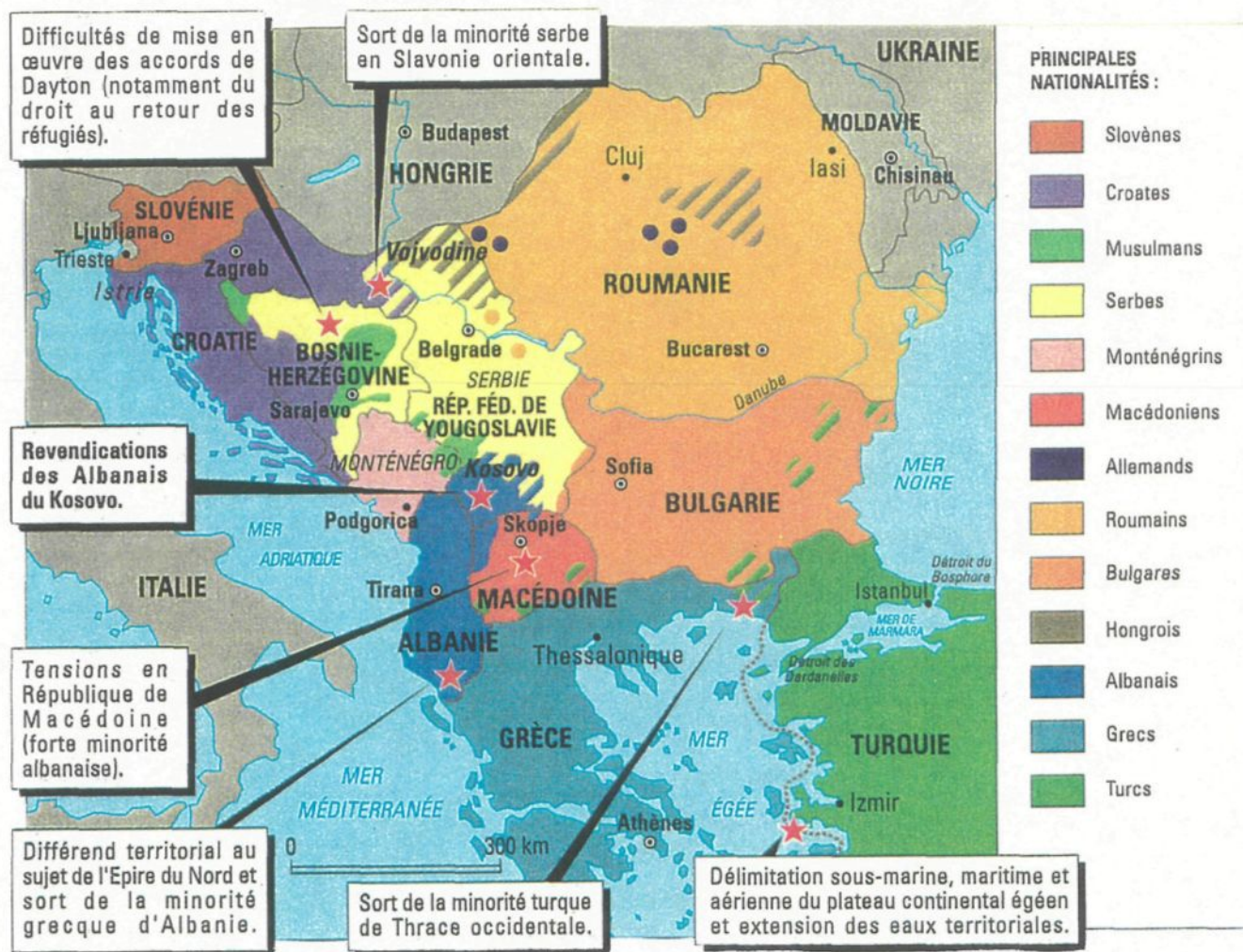
Toute cette volonté de compromis diplomatique en Macédoine fait ressortir l'entêtement de Milosevic et la détermination excessive de l'ALK. Il ne s'agit pas ici, de trouver le responsable de l'escalade du conflit mais plutôt d'insister sur l'intransigeance dont fait preuve les deux parties dans ce conflit et dans tous les conflits qui ont secoué les Balkans.

La recherche de légitimité territoriale vient chercher une interprétation de l'histoire qui parfois peut se trouver manipuler politiquement et ici, militairement, pour favoriser l'une ou l'autre des parties en présence. La Macédoine se voit aujourd'hui menacée par le Kosovo, ne pouvant donner raison aux Albanais par crainte de représailles serbes. Elle ne peut également, légitimer les actions serbes par solidarité à la population albanaise. Elle est au cœur du conflit sans être directement concernée. Prise dans l'engrenage du conflit, elle accueille les réfugiés comme n'importe quel membre des Nations-Unis.

À tous les jours du conflit, la Macédoine voit ralentir son processus d'identification culturelle. La communauté albanaise de Macédoine agit par solidarité, mais celle-ci ne cache-t-elle pas une crainte de contagion («effet Kosovo»). Tôt ou tard, les Balkans en entier pourraient basculer dans un nouveau conflit général destiné à préserver leur sincérité nationale et leur identité territoriale. Les événements de 1990 ayant été amorcés par des revendications albanaises au Kosovo, le spectre actuel grandit au point de soulever ces éléments des plus pessimistes.

Seul pour l'instant, le processus d'identification culturelle de la Macédoine pourrait être préservé, à condition que la Macédoine poursuive sa démarche dans le sens de construire une nation macédonienne d'appartenance. Celle-ci devra dépasser le simple terme nation et être envisagée comme un projet de société qui inclut toutes les ethnies sur le territoire de la Macédoine. Voilà ce à quoi pourrait ressembler l'avenir des Balkans malgré l'imbroglio kosovar.

Carte XXI : Poudrière balkanique :



Source : Le monde diplomatique, avril 1998, p. 7

Tableau 3 : De l'intégration à la révolte.

De l'intégration à la révolte

1913 : Le Kosovo est intégré à la Serbie à la suite des guerres balkaniques. Il fait partie du nouvel Etat yougoslave en 1918.

1974 : Nouvelle Constitution yougoslave. Le Kosovo dispose du statut de région autonome à l'intérieur de la République serbe, avec une Assemblée propre et un gouvernement.

1980 : Mort de Tito.

Printemps 1981 : Des dizaines de milliers d'Albanais du Kosovo réclament le statut de République. Sanglante répression.

Été 1988 : Manifestation en Serbie sur le thème « Le Kosovo nous appartient ».

Février 1989 : Grève générale. Le 23, Belgrade proclame l'état d'exception dans la région.

Mars 1989 : Le Parlement du Kosovo entérine une révision de la Constitution de 1974 décidée à Belgrade et qui abroge nombre de prérogatives de la région. A la fin du mois, nouvelles émeutes.

Juillet 1990 : La Serbie dissout les institutions politiques albanaises.

Septembre 1991 : A l'issue d'un référendum clandestin, proclamation d'une « République » du Kosovo, reconnue par l'Albanie.

24 mai 1992 : Election de M. Ibrahim Rugova (Ligue démocratique du Kosovo) à la « présidence », lors d'un scrutin déclaré illégal par Belgrade.

14 décembre 1995 : Accords de paix de Dayton sur la Bosnie.

Février 1996 : L'Armée de libération du Kosovo (ALK) se manifeste pour la première fois en revendiquant une série d'attaques à la bombe.

Février 1998 : Offensive des forces serbes. Sanglante répression. Nouvelle crise.

Source : Le Monde diplomatique, avril 1998, p. 7.

Conclusion

À l'intérieur de cette seconde partie, nous avons souligné les événements socio-politiques dans la continuité historique de la première partie. Dans un souci méthodologique, cette seconde partie a conservé comme base de division la notion temporelle que nous suggère le concept d'impérialisme.

Nous avons constaté, dans cette deuxième partie, que la mondialisation nous oblige à ouvrir nos investigations à l'ensemble yougoslave pour comprendre tout l'impact de la légitimité territoriale sur le processus d'identification culturelle en Macédoine. Ainsi, dans le chapitre «Tito et son empire», nous nous retrouvons à mi-chemin entre une périodisation historique et une approche socio-politique ce qui nous permet de cadrer notre analyse sur la relation entre les institutions et la culture. Cette dernière devenant l'âme de la nation dans un corps que sont les institutions.

Tito, par son système d'autogestion, nous montre le caractère essentiel des institutions pour soutenir la construction culturelle qu'il met en place par un sentiment d'appartenance à la nation yougoslave.

Nous voyons donc, qu'il devient essentiel pour les nouvelles nations d'assurer une base solide qui supportera la démarche culturelle. Ainsi, dans ce chapitre nous réalisons que les institutions mises en place par Tito ne se suffisent pas à elles-mêmes donc, ne

Conclusion générale

Tout au long de notre mémoire, nous avons parlé du processus d'identification culturelle. Nous nous sommes aperçus que le poids des siècles pesait sur la définition d'une jeune nation qui se cherche. En adoptant la dichotomie temps et espace, nous constatons que le processus prenait deux tangentes qui l'amènent à effectuer une sorte de spirale qui entraîne le devenir macédonien dans une recherche continuelle de son identité.

Dans la périodisation, nous avons insisté sur le passage du temps qui engendre des mouvements dans les populations et au niveau des frontières. L'effet du temps provoque des conséquences au niveau de l'espace, cet impact des mouvements produit une remise en question de la légitimité territoriale qui provoque les conflits de frontières que nous traduisons par le concept de balkanisation. Nous avons traité celui-ci comme étant l'état des siècles, la main qui se referme sur l'existence d'une nation qui est en démarche de définition culturelle.

La Macédoine atteint son apogée culturelle avec l'empire d'Alexandre le Grand ; au lendemain de sa mort, la Macédoine est réduite à sa plus simple expression physique. Cette perte de contrôle sur son étendue territoriale s'accroît jusqu'à la formation de l'empire titiste où à l'intérieur de l'organisation fédérative yougoslave, elle obtiendra une légitimité physique dans un cadre physique extérieur.

Le mouvement des frontières provoqué par la présence de domination impériale tel : l'empire ottoman, provoque un morcellement territorial qui permet à travers les siècles une perte de la définition culturelle.

C'est pour montrer cette perte d'identification culturelle que nous avons montré le passage du contrôle physique des Ottomans et de l'empire austro- hongrois. Ceux-ci amènent des découpages physiques qui réveillent des sentiments nationalistes chez certains groupes, entr'autres les Serbes qui aspirent à former une grande Serbie. La Macédoine n'échappe pas aux ambitions des Serbes et se retrouve incluse dans le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes.

La conjoncture de la seconde guerre mondiale ramène le caractère d'impérialité qui passe par la présence d'un chef charismatique, comme Tito. En formant la Yougoslavie, celui-ci assure l'autonomie des Balkans mais refroidit les ambitions nationalistes de certains groupes ethniques.

Ainsi, de colonisateur qui implantait son système avec un chef charismatique puissant, la Macédoine devient la colonisée qui subit une loi imposée par un chef charismatique influent. D'Alexandre à Tito, le processus d'identification culturelle a subi les assauts politiques, idéologiques des siècles qui laissent au lendemain des guerres balkaniques une terre morcelée, à reconstruire et une nation divisée à redéfinir.

Lorsque Tito meurt, la Macédoine rouvre le processus qui devra la conduire à une reconnaissance internationale de son état physique ; les barrières politiques qui jalonnent le parcours de la Macédoine accentuent la question de légitimité territoriale. La Grèce cherche à acquérir la région macédonienne du Vardar pour étendre son pouvoir d'influence sur un carrefour menant de l'Orient à l'Occident. La Macédoine constitue la zone tampon entre le monde musulman et le monde chrétien.

Elle prend donc un caractère stratégique sur le territoire des Balkans, n'ayant rien à offrir d'un point de vue économique, elle offre un pouvoir diplomatique à celui qui réussira à étendre son influence jusqu'au cœur de cette région.

Ainsi, le processus d'identification culturelle doit permettre la reconnaissance internationale qui en Macédoine se concrétise en 1994 par son adhésion à l'ONU. Le processus ne s'arrête pas à cette ouverture des Nations Unies puisque la Macédoine doit accepter un compromis soit l'appellation FYROM qui la désigne officiellement, bien que les médias et la plupart des diplomates la nomme Macédoine.

Cette acceptation internationale de son existence physique en tant qu'État souverain et indépendant, lui permet d'établir des bases solides lui permettant d'entreprendre la définition de sa nation macédonienne.

Le dualisme âme / corps qui est établi sur le rationalisme cartésien nous permet d'expliquer dans notre deuxième partie de mémoire, la relation entre la culture et l'État (institution). Cette relation montre le caractère de nécessité de reconstruire des structures économiques, politiques et sociales solides qui permettront l'acceptation de l'ensemble de la population dans la démarche démocratique de développement culturel macédonien.

Ainsi, l'État physique une fois défini par une constitution et accepté par la Communauté, permet une recherche de compromis culturel des groupes ethniques sur un territoire donné. La fusion est vue dans ce construit culturel comme une intégration pacifiste au lieu d'une assimilation violente et même sanglante.

La Macédoine, à la veille du conflit kosovar, pouvait envisager cette reconstruction culturelle vue comme un projet de société. Celui-ci amènerait une solidarité intérieure entre les différents groupes ethniques. La nation macédonienne est donc, définie sur le syncrétisme culturel issu d'une coexistence pacifique et une acceptation réciproque des différences culturelles de chacun.

À travers la démarche de la Macédoine, nous avons constaté que le processus d'identification culturelle était mis en évidence par la mondialisation qui nous suggère de revoir la définition des concepts de nation et d'ethnie, de façon à éviter un effet réductionniste de ces concepts sur la définition des jeunes États souverains.

La mondialisation apporte un changement dans l'approche de la souveraineté qui doit être vu au-delà d'une légitimité territoriale exclusive à un groupe ethnique majoritaire mais bien comme l'expression de la démocratie pour une collectivité politique.

Ainsi, le processus d'identification culturelle reprend une place majeure dans les décisions de la Macédoine, pour lui permettre d'aplanir par la voie diplomatique les mauvais plis laissés par les siècles. Du morcellement territorial à la reconnaissance internationale de la nation macédonienne, le processus d'identification culturelle repose sur la volonté collective d'accepter l'autre comme son égal peu importe son appartenance ethnique.

Le conflit au Kosovo vient compromettre cette volonté de construire ensemble ce qui venait de naître en Macédoine. « L'effet Kosovo » risque à tout instant d'entraîner les Balkans dans un nouveau conflit qui cette fois n'épargnera pas la Macédoine. Celle-ci agit par solidarité pour la population albanaise et par intérêt diplomatique.

La Macédoine est prise dans l'engrenage des siècles par sa position stratégique. Elle voit dans le Kosovo, la mèche qui risque d'enflammer la poudrière balkanique. L'Étau des siècles est à nouveau, en train de se refermer sur la destinée des Balkans et sur l'avenir de la Macédoine qui l'espace d'un instant a cru pouvoir échapper à l'héritage de la balkanisation et entrer pleinement dans la mondialisation.

À l'intérieur de cette problématique basée sur l'identification culturelle de la nation macédonienne, ont surgi deux questions, auxquelles nous essayerons ici d'apporter des éléments de réponse.

Précédemment, nous avons abordé la question du blocus grec de 1994 ; est-ce que les revendications à la base de ce blocus, qui faisait suite à la déclaration d'indépendance de la Macédoine, avaient un réel fondement historique ou cachaient-elles des intérêts économiques basés sur une problématique territoriale ?

Il nous est apparu à travers les siècles que la Macédoine n'offrait pas d'avantage économique direct mais qu'elle constituait une région tampon entre ce qui est complètement influencé par l'Orient et ce qui subit l'influence de l'Occident. Les intérêts de la Grèce seraient d'obtenir le plus de pouvoirs diplomatiques sur la Macédoine pour porter ces intérêts jusqu'à la grande Serbie et ainsi, enrayer l'influence américaine qui gagne du terrain.

Nous pouvons prétendre ici, que la Grèce a utilisé la carte de l'histoire pour servir ses intérêts économiques et politiques. Nous ne pouvons pas donner entièrement tort à la lecture de l'histoire que fait la Grèce car la période qui permettrait de légitimer de façon absolue la souveraineté macédonienne laisse des ombres qui ne pourront être entièrement comblées par les analyses des historiens.

Ainsi, subsiste un doute de la légitimité territoriale des nations des Balkans, le fameux doute cartésien qui nous montre la faiblesse du corps aux passions de l'âme, c'est-à-dire la faiblesse de l'État physique au réveil national poussé par la culture.

Dans le contexte de mondialisation, ce doute provoque en ex-Yougoslavie l'accélération du processus d'identification culturelle des nations qui forment les nouveaux états souverains. Ceci permet la reconnaissance internationale et amène un questionnement sur la représentation entre la Macédoine et le FYROM. Pour la Macédoine être reconnue sous FYROM n'a pas la même valeur que la reconnaissance de la Macédoine, telle que présentée par sa sémantique soit «l'assemblage d'éléments peu harmonieux ».

La Macédoine en plus de se battre pour sa légitimité territoriale doit rallier sa population sous la bannière du syncrétisme culturel qui rend la nation macédonienne capable d'aller au-delà des revendications ethniques et provoquer chez chacun un sentiment d'appartenance. Ce sentiment lui permettrait d'éviter les soucis du conflit au Kosovo et d'envisager la construction du futur commun dans un État indépendant et souverain de Macédoine.

À la lumière de notre démarche, une leçon est à tirer du cas de la Macédoine, c'est-à-dire que pour survivre les Balkans devront apprendre à vivre ensemble, dans l'égalité et la justice. Pour cela, ils devront laisser l'héritage de violence qui leur vient de leur histoire

et bâtir sur l'apprentissage du respect qu'elle leur suggère. Mais le conflit au Kosovo, nous montre qu'ils n'en sont pas là. Qu'advient-il des Balkans, en cette veille de l'an 2000 ? Pourront-ils aller au-delà de la rancœur qui naît de toute cette violence...

Appendice :

Schéma synthèse.

Bibliographie

Ouvrages généraux :

Dictionnaire de philosophie ; Encyclopédie Universalis ; Albin Michel ; Paris ; 1998 ; 1678p.

La Yougoslavie ; Collection monde et voyages/Larousse ; Paris ; 1975 ; p.5

Les Balkans ; Collection Life ; Paris ; 1965 ; 155p.

Yougoslavie ; Etudes économique de l'OCDE ; France ; 1990 ; 108p.

Arendt, Hannah ; La crise de la culture ; Gallimard ; France ; 1972 ; 381p.

Arendt, Hannah ; L'Impérialisme ; Fayard ; France ; 1982 ; 305p.

Aron, Raymond ; La sociologie allemande contemporaine ; P.U.F. ; Paris 1981 ; 147p.

Aron, Raymond ; Paix et guerres ; Calmann- Lévy ; Paris ; 1962 ; 790 p.

Auteurs collectif ; Alexandre le Grand ; Hachette ; France ; 1967 ; 286p.

Benoist-Méchin ; Mustapha Kémal ou la mort d'un empire ; Editions Albin Michel ; Paris ; 1954 ; 460 p.

Bélanger et Lemieux ; Introduction à l'analyse politique ; P .U .M . ; Montréal ; 1996 ; 326p.

Bréhier, Louis ; Vie et mort de Byzance ; Éditions Albin Michel ; Paris ; 1969 ; 628 p.

Briant, Pierre ; De la Grèce à l'Orient, Alexandre le Grand ; Découvertes Gallimard Histoire ; Italie ; 1987 ; pp. 40-70-83-110-111-170.

Canapa, Marie-Paule ; La Yougoslavie ; P.U.F. ; Collection « Que sais-je ? » ; Paris ; 1980 ; 125p.

Carpentier, Jean et Lebrun, François ; Histoire de l'Europe ; Éditions du Seuil ; Paris ; 1990 ; 620p.

Châtelet, François ; Les idéologies ; GF- Flammarion ; Paris ; 1992 ; 187p.

Chiclet, Christophe et Lory, Bernard ; La république de Macédoine ; L'Harmattan ; Paris ; 1998 ; 190p.

Cloché, Paul ; Alexandre le Grand ; P.U.F ; Collection « Que sais-je ? » ; France ; 1954 ; 123p.

Cloché, Paul ; La Dislocation d'un Empire ; Payot ; Paris ; 1959 ; p.24-25 et p.40-41.

Devos, Marcel ; Histoire de la Yougoslavie ; P.U.F. ; Collection « Que sais-je ? » ; Paris ; 1955 ; 132p.

Delorme, Jean ; Le monde hellénique (323-133 av. J.C.) ; Collection Regards sur l'histoire ; Paris ; pp.15 à 88.

Duby, Georges ; Atlas historique ; Larousse ; Paris ; 1994 ; 331p.

Duverger, Maurice ; Introduction à la politique ; Gallimard ; France ; 1964 ; 342p.

Fejtő, François ; Requiem pour un empire défunt : Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie ; Edition du Seuil ; Paris ; 1992 ; 464p.

Girard, Louis. Du Moyen-âge aux temps modernes (1328-1715) ; Bordas ; France, 1968, 333p.

Grimberg, Carl ; Histoire universelle ; Marabout université ; France ; 1963 ; Tome 2 et 3.

Jouguet, Pierre ; L'Impérialisme macédonien et l'hellénisation de l'Orient ; Éditions Albin Michel ; Paris ; 1972 ; 506p.

Kitsikis, Dimitri ; L'Empire ottoman ; Collection « Que sais-je ? » ; P.U.F. ; France ; 125p.

Majstorovic, Stevan ; La politique culturelle en Yougoslavie ; Unesco ; Paris ; 1971 ; 87p.

Molnar, M. ; La démocratie se lève à l'est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie ; P.U.F. ; Paris ; 1990 ; p.211 à 230.

Rousseau, Jean-Jacques ; Du contrat social ; GF- Flammarion ; Paris ; 1992 ; 187p.

Savard, P. et Dussault, H. ; Histoire générale ; centre éducatif et culturel Inc. ; Montréal ; 1966 ; Tome 1 ; 318p.

Ouvrages de références :

Atlas de la philosophie ; La Pochothèque ; Italie ; 1993 ; p.103-107.

Cahier de méthodologie ; U.Q.A.M. ; Montréal ; 1987 ; 228p.

Etat du monde ; La découverte / Boréal ; Montréal ; 1991 à 1998 ; Articles divers,
Données statistiques.

La Grèce antique ; in Encyclopédie de la jeunesse ; Editeurs : La société Grolier
Québec limitée ; Montréal ; 1955 ; Tome IV, p. 1358 à 1379.

Les hommes d'Etat marquants de notre époque ; in Encyclopédie de la jeunesse ;
Éditeurs : La société Grolier Québec limitée ; Montréal ; 1955 ; Tome X ;
p.3629.

Les Yougoslaves et leur patrie ; in Encyclopédie de la jeunesse ; Editeurs : La société
Grolier Québec limitée ; Montréal ; 1955 ; Tome XI ; p.3824-3828.

Macédoine ; Grand Larousse encyclopédique en dix volumes ; Librairie Larousse ;
Paris ; 1962 ; Tome 6 ; pp. 935-936.

Amouretti, M.C. et Ruzé, F. ; Le monde grec antique ; Hachette supérieur ; Paris ;
1995 ; 320p.

Breton, Roland ; Les ethnies ; P »U »F » ; Collection « Que sais-je ? » ; Paris ; 1981 ;
127 p.

Chamoux, François ; La civilisation Grecque ; Les grandes civilisations / Arthaud ;
Paris ; 1983 ; 367p.

Couture, Jocelyne ; Éthique et rationalité ; Mardaga ; Liège ; 1992 ; pp.1 à 50.

Cuerrier, Jacques ; L'être humain ; McGraw- Hill ; Canada ; 1990 ; p.11 à 17.

Debidour, A. ; Les Carmina d'Horace, Classiques Roma, Librairie hachette, Paris, 1938.

Descartes, René ; Discours de la méthode ; Le livre de poche ; France ; 1970 ; p.23
à 113.

Dictionnaire encyclopédique alpha ; Macédoine ; Editions Alpha ; Espagne ; 1982 ;
Tome 15 , p.1783 ; Tome 18, p.2122 ; Tome 4, p.421.

Dictionnaire encyclopédique Quillet ; Librairie Aristide Quillet ; Paris ; 1981 ; p.3966,
p.970, pp. 7087 à 7091.

Dictionnaire de la Mythologie ; P.U.F. ; 1963 ; Paris ; p.273.

Effenterre, Henri van ; L'âge grec ; Histoire universelle Larousse ; Paris ; 1968 ; 470p.

Encyclopédie AZ ; Editions Albin Atlas ; Paris ; 1981 ; p.3259.

Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse ; Paris ; 1984 ; Tome 2, p. 1567 à 1569 ,
p. 1596-1597 ; Tome 7, p.7679 à 7681.

Jardé, A. ; La Grèce antique ; Librairie DelaGrave ; Paris ; 1965 ; 288p.

La grande encyclopédie du monde ; Editions Atlas ; Paris ; 1985 ; p.1266 à 1372.

Lefèvre, Roger ; La métaphysique de Descartes ; Collection SUP ; P.U.F. ; Paris ;
1972 ; 122p.

L'univers documentaire ; Hachette ; Paris ; 1993 ; p.1863.

Martiniello, Marco ; L'ethnicité dans la sciences sociales contemporaines ; P .U.F. ;
Collection « Que sais-je ? » ; France ; 1995 ; 127p.

Mossé, Claude ; Macédoine antique ; in Encyclopeadia Universalis ; France ; 1990 ;
p.162-166.

Nouvelle Atlas, Histoire et Géographie ; Bordas ; Paris ; 1983 ; p.64-65.

Rodis-Lewis, Geneviève ; Descartes et le Rationalisme ; P.U.F. ; Collection « Que sais-
je ? » ; # 1150 ; Paris ; 1966 ; 126p.

Roux, Michel et Al. ; Nations , État et territoire en Europe de l'Est et en URSS ;
L'Harmattan ; Paris ; 1992 ; 294p.

Tout l'univers ; Alexandre le Grand ; Hachette ; Paris ; 1982 ; Vol.3, p.503 à 513 et
vol.7, p. 1640 à 1641.

Articles provenant de revue scientifique :

«De l'URSS à la CEI : le début ou la fin de la Russie », Hérodote, Paris, Janv. Mars 1992, p.30.

«Et si la Russie, à son tour, éclatait ? », Hérodote, Paris, Janv. Mars 1992, p.63.

Bordewich, Fergus. «Sauvons la Macédoine », Sélection Reader's Digest, Québec, Septembre 1996, p.37 à 41.

Bougarel, Xavier. «Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière », Hérodote, Paris, oct. – décembre 1992, p. 84 à 147.

Castellan, Georges. «Des peuples et des problèmes », Revue des deux mondes, Dossier : Les Balkans, décembre 1993, p.11 à 25.

Dempsey, Judy. «Le conflit serbo-croate et la Bosnie –Herzégovine », Politique Étrangère, 19 août 1992, p.269 à 280.

Deslondes, Olivier. «La question macédonienne », Hérodote, Paris, oct. – décembre 1992, p.160 à 165.

Dutrait, Liliane. «Philippe de Macédoine », Hérodote # 440, France, juillet 1983, p.2 à 8.

Fisera, Vladimir Claude. «Communisme et intégration supranationale : La revue «la fédération balkanique » (1924-1932) », Revue d'histoire moderne et contemporaine # 34, Juillet –sept. 1987, Société d'histoire moderne et contemporaine, Paris, pp.497 à 508.

Introduction, «Vers le retour des guerres balkaniques », Politique étrangère, 19 août 1992, p.261 à 268.

Lacoste, Yves. «Balkans et balkanisation Hérodote », Hérodote, Paris, oct. – décembre 1991, p.3 à 13.

Le beau, Richard. «Le Bâisseur des Alexandries », Historia #558, juin 1993, France, p.27.

Lorry, Bernard. «La Macédoine en quête de reconnaissance », Hérodote, Paris, oct. – Décembre 1992, p. 166 à 170.

Lutard, Catherine. «De l'union à la guerre », Revue des deux mondes, Dossier : Les Balkans, 1992, p.26 à 39.

Poche, Bernard. «Identification territoriale et crise de la modernité», Revue Inter # 5-6, Milan, Mai - décembres 1992, pp.108 à 137.

Prevelakis, Georges. «Les Balkans : une terre déchirée depuis plus de seize siècles (330-1914) », Historia #586, Oct. 1995, France, p.10 à 31.

Raufer, Xavier. «Macédoine : une longue tradition de terroriste», Historia # 586, Oct. 1995, France, p.32 à 41.

Roux, Michel. «La question nationale en Yougoslavie : Bref essai de la géopolitique Interne », Hérodote, Paris, Juillet - Décembre 1990, pp.311 à 328.

Roux, Michel. «Les trois crises de la Yougoslavie », Hérodote, Paris, Janvier – Mars 1988, p.107 à 126.

Touraine, Marisol. Le facteur nucléaire après la guerre froide », Politique étrangère, 19 août 1992, pp.395 à 405

Yerasimos, Stéphane. «Balkans :Frontières d’aujourd’hui, d’hier et de demain », Paris, Hérodote, #63, Oct. – décembre 1991, p.80 à 98.

Yerasimos, Stéphane. «Petit atlas géopolitique de la question d’Orient », Hérodote, Paris, Janvier -Mars 1988, p.36 à 68.

Rapport de Colloque ou / et de Congrès :

Poche, Bernard. Le modèle de la «Grande région » un système infra- étatique autonome, Colloque international – La question régionale en Europe, Varsovie, 24-26 juin 1993, 18 p.

Poche, Bernard. Entre l'économie -monde et la néo – localité, la problématique territoriale du sens, Congrès de l' AISLF, Les nouveaux mondes et l'Europe, Lyon, juillet 1992, 20p.

Poche, Bernard. La société auto – référentielle et le monde physique, éléments théoriques et exemples européens, Comité de Recherche «Politique et ethnicité », Grenoble, 25 –27 juin 1991, 20p.

Adresse Internet :

Aleksoski, V. History of macedonia, 6p.

[http:// www.macedonian.se.org/macedonia/frchhist.htm](http://www.macedonian.se.org/macedonia/frchhist.htm)

Aktsoglou, James. An introduction to macedonian history.

http://www.kapatel.gr/diaspora/macedonia/Introduction to_Macedonia.htm#sec1

Macédoine.

[http://ourworld. Compuserve.com/homepages/Miro_Miceski/macdoine.htm](http://ourworld.compuserve.com/homepages/Miro_Miceski/macdoine.htm)

Articles de journaux :

«Des sanctions contre Belgrade », La Presse, mercredi, 1^{er} avril 1998, cahier E- Le Monde, p. E-1.

Derens, J-A et Nouvel, Sébastien. «Le Kosovo entre massacres et marchandages », Le Monde diplomatique, n° 529, avril 1998, p.6 et 7.

Allain, Marie- Françoise. «Visages multiples de l'armée de l'ombre », Le Monde Diplomatique, n° 529, avril 1998, p.6.

«Le Kosovo inquiète les grandes puissances », Journal de Québec, samedi, le 13 juin 1998, p.56.

«Décès d'Alexandre le Grand », Le Quotidien, le 11 juin 1998, [incomplet].

«Évitez la Yougoslavie », Progrès Dimanche, Le 28 juin 1998, p. A-47.

Offensives serbes contre les combattants de l'UCK, Progrès Dimanche, le 26 juillet 1998, p.A-62.

«Au Kosovo, les affrontements continuent », Le Quotidien, 22 janvier 1999, p.24.

«Kosovo : La communauté internationale cherche une issue politique », Le Quotidien, Samedi, 23 janvier 1999, p. 38.

«Les Canadiens ne sont pas menacés », Le Quotidien, samedi, le 23 janvier 1999, p. 38.

Chiclet, Christophe. «La Macédoine en danger d'éclatement », Le Monde diplomatique, n° 538, janvier 1999, p.31.

Prévélakis, Georges. «Querelle byzantine », Le Monde diplomatique, n° 538, janvier 1999, p.8-9.

«Kosovo : Le suspense se poursuit », Le Quotidien, jeudi, 4 février 1999, p.31.

Ramonet, Ignacio. «Kosovo », Le Monde diplomatique, n° 539, février 1999, p.1.

« Kosovars et Serbes discutent à Paris », Le Quotidien, Mardi, 16 février 1999, p. 30.

«Troupes au Kosovo : Milosevic défie encore l'OTAN », Le Quotidien, mercredi , 17 février 1999, p. 40.

- «Mince espoir de voir un compromis accepté », Journal de Québec, Vol. XXXII, n° 343, Vendredi, 19 février 1999, p.37.
- «Eltsine reprend vie en avertissant Clinton », Le journal de Québec, Vol. XXXII, n° 343, Vendredi, 19 février 1999, p.38.
- «Milosevic durcit encore sa position», Le journal de Québec, Vol. XXXII, n° 344, samedi, 20 février 1999, p.50.
- «L'impasse est totale », Le journal de Québec, Vol. XXXII, n°344, samedi, 20 février 1999, p.50.
- «Question du Kosovo : Clinton et Chirac avisent Belgrade », Le Quotidien, samedi, 20 février 1999, p. 47.
- «Milosevic résiste à la pression internationale », Le Quotidien, samedi, 20 février 1999, p.47.
- «Kosovo : Madeleine Albright mène les négociations », Le Quotidien, mardi, 23 février 1999, p.30.
- «Moitié d'accord : Serbes et Kosovars se reverront le 15 mars », Le Quotidien, Mercredi, 24 février 1999, p. 40.
- «Kosovo : Les parties ont sauvé la face mais pas la paix », Le Quotidien, jeudi, 25 février 1999, p. 38.
- Wattie, Chris. «Tensions vives au Kosovo. », Le Quotidien, vendredi, 26 février 1999, n° 122, p. 23.
- «Escalade de la violence au Kosovo », Le Quotidien, lundi, 1^{er} mars 1999, n° 124, p. 23.
- «Kosovo : Un accord possible d'ici à quelques jours», Le Quotidien, samedi, 6 mars, p. 24.
- «Avenir du Kosovo : L'heure de vérité », Le Quotidien, lundi, 15 mars 1999, p. 24.
- «Belgrade redouble d'intransigeance », Le Quotidien, mercredi, 17 mars 1999, p. 40.
- «Kosovo : Pessimisme à la réunion de Paris », Le Quotidien, jeudi, 18 mars 1999, p.31.
- «Éventuelles frappes au Kosovo, Bill Clinton prépare l'opinion publique », Le Quotidien, Samedi, 20 mars 1999, p.44.
- «Allemagne : Menace de démission », Le Quotidien, samedi, 20 mars 1999, p. 23.

«Belgrade exige une réunion du Conseil de sécurité», Le Quotidien, mardi, 23 mars 1999, p. 38.

«Kosovo : ultimatum de Clinton à Milosevic ; la paix ou les bombes », Journal du Québec, Mardi, le 23 mars 1999, p. 30.

«Yougoslavie : Les frappes aériennes semblent imminentes », Le Quotidien, mercredi, 24 mars 1999, p. 56.

«La France participera », Le Quotidien, mercredi, 24 mars 1999, p. 56.

«L'OTAN pilonne une quarantaine de cibles », Le Quotidien, jeudi, 25 mars 1999, p. 5.

«Des Serbes manifestent », Le Quotidien, jeudi, 25 mars 1999, p.5.

«Des pilotes de Bagotville au cœur de l'action », Le Quotidien, jeudi, 25 mars 1999, p. 4.

«Le ministre Axworthy défend les frappes », Le Quotidien, jeudi, 25 mars 1999, p. 3

Néron, Carol. «L'OTAN applique la théorie du «droit à l'ingérence »», Le Quotidien, Vendredi, 26 mars 1999, p. 8.

«Les bombes ont atteint leurs objectifs», Le Quotidien, vendredi, 26 mars 1999, p. 20.

«L'OTAN lance une deuxième offensive », Le Quotidien, vendredi, 26 mars 1999, p. 20.

Côté, Daniel. La crise est née d'un problème de fond, Le Quotidien, samedi, 27 mars 1999, p. 6.

«L'OTAN bombarde de nouveau la Yougoslavie », Le Quotidien, samedi, 27 mars 1999, p.14

«Villageois albanais menacés », Le Quotidien, samedi, 27 mars 1999, p. 14.

«Poursuite des manifestations anti- OTAN », Le Quotidien, samedi, 27 mars 1999, p. 15.

«Soutien inconditionnel à l'OTAN », Le Quotidien, samedi, 27 mars 1999, p. 16.

«Guerres et massacres : la même histoire depuis un siècle », Le Quotidien, lundi, 29 mars 1999, p. 8.

«Les CF-18 sont prêts à passer à la phase 2 », Le Quotidien, lundi, 29 mars 1999, p. 15.

«L'OTAN intensifie ses frappes », Le Quotidien, lundi, 29 mars 1999, p. 31.

«Les manifestations se multiplient », Le Quotidien, lundi, 29 mars 1999, p. 31.

«Sixième nuit de bombardements », Le Quotidien, mardi, 30 mars 1999, p.31.

«Ottawa estime qu'il est encore trop tôt », Le Quotidien, mardi, 30 mars 1999, p. 31.

«Le Comité siègera mercredi », Le Quotidien, mardi, 30 mars 1999, p. ?

«Slobodan Milosevic pose ses conditions », Le Quotidien, mercredi, le 31 mars 1999, p. 25.

«Déclaration du président yougoslave à la télévision», Le Quotidien, mercredi, 31 mars 1999, p. 25.

«L'ONU organise un pont aérien vers l'Albanie », Le Quotidien, mercredi, 31 mars 1999, p. 25.

«Clinton rejette les propositions », Le Quotidien, mercredi, le 31 mars 1999, p. 25.

Hofnung, Thomas. «Belgrade, seul contre tous », Le Monde diplomatique, avril 1999, p. 7.

Hofnung, Thomas. «Le régime serbe à l'épreuve de la guerre », Le Monde diplomatique, Avril 1999, p.6 et 7.

«Embargo sur les armes à destination de la Yougoslavie », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 136, Mercredi, 1^{er} avril 1998, p.A-7.

«L'armée yougoslave tue plusieurs Albanais au Kosovo», Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 159, Mardi, 28 avril 1998, p. A-5.

Merchet, Jean-Dominique. «L'OTAN aligne ses forces », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 231, Mardi, 13 oct. 1998, p. A-5.

Burak, Akinci. «Les pays balkaniques s'inquiètent de la dégradation de la situation au Kosovo », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n°231, mardi, 13 oct. 1998, p. A-5.

«Ultimatum de l'OTAN à Belgrade », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 231, mardi, 13 oct. 1998, p. A-1 et A-10.

Coulon, Jocelyn. «Les avions canadiens sont prêts au combat, dit le général Baril », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 231, mardi, 13 oct. 1998, p. A-1 et A-10.

Sourmeli, Rhea. «Dynamic Mix », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 232, mercredi, 14 oct. 1998, p. B-7.

Lhuillery, Pierre. «Milosevic cède sous la pression », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 232, Mercredi, 14 oct. 1998, p. A-1 et A-10.

«L'ordre d'activation restera en vigueur », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 233, jeudi, 15 oct. 1998, p. A-5.

«Feu vert du «groupe de contact »», Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 234, vendredi 16 oct. 1998, p. A-5.

«L'OTAN accorde un nouveau sursis à Milosevic », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 235, Samedi, 17 et dimanche, 18 oct. 1998, p. A-10.

«Le règne éphémère de Lejla, Miss Croatie », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 235, samedi, 17 et dimanche 18 oct. 1998, p. A-11.

«La droite gagne en Grèce », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 236, lundi, 19 oct. 1998, p. A-2.

«Trafic d'organes d'enfants », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 236, lundi, 19 oct. 1998, p. A-2.

Milansin, Ljubomir. «Les incidents se multiplient », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 236, Lundi, 19 oct. 1998, p. A-7.

«Belgrade nie avoir bombardé un village kosovar », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 237, Mardi, 20 oct. 1998, p. A-6.

«L'OTAN maintient la pression », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 240, vendredi, 23 oct. 1998, p. A-7.

«Belgrade évite pour l'instant les frappes », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 244, mercredi, 28 oct. 1998, p. A-7.

«Un militaire français espionnait pour les Serbes », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 250, Mercredi, 4 nov. 1998, p. B-7.

Ourdan, Rémy. «Six ans de liaisons dangereuses », Le Devoir, Vol. LXXXIX ; n° 250, Mercredi, 4 nov. 1998, p. B-7.

«Belgrade interdit au Tribunal pénal international d'enquêter au Kosovo », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 253, samedi, 7 et dimanche, 8 nov. 1998, p. A-10.

«Policiers serbes tués au Kosovo », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 255, mardi, 10 nov. 1998, p. A-5.

«Rugova refuse de parler à Milosevic », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 261, mardi 17 nov. 1998, p. B-6.

«Premières condamnations de musulmans bosniaques », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 261, Mardi, 17 nov. 1998, p. B-7.

Groult, Sylvie. «Les Kosovars redescendent dans la plaine », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 262, Mercredi, 18 nov. 1998, p. B-7.

«Srebrenica : une forte odeur de gaz », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 264, vendredi, 20 nov. 1998, p. B-6.

«Albanie : Berisha rejette les résultats du référendum », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 267, Mardi, 24 nov. 1998, p. B-5.

«L'«Adolf » serbe est jugé par le TPI », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 273, mardi, 1^{er} déc. 1998, p. B-6.

«Un général serbe est capturé», Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 275, jeudi, 3 déc. 1998, p. B-5.

- Mironski, Jasmina. «Une force de l'OTAN s'installe en Macédoine », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 275, jeudi 3 déc. 1998, p. B-5.
- Dragovic, Milan. «Belgrade menace les rebelles kosovars », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 289, samedi, 19 et dimanche, 20 déc. 1998, p. A-9.
- «Trois policiers serbes sont tués et huit soldats sont pris en otages », Le Devoir, Vol. LXXXIX, n° 303, samedi, 9 et dimanche, 10 janvier 1999, p. A-6.
- «L'OSCE négocie la libération de soldats yougoslaves », Le Devoir, Vol. XC, n° 01, Lundi, 11 janvier 1999, p. A-6.
- «Les négociations piétinent : une personnalité kosovare est assassinée à Pristina», Le Devoir, Vol. XC, n° 02, mardi 12 janvier 1999, p. B-5.
- «L'OSCE annonce la libération des soldats pris en otages», Le Devoir, Vol. XC, n° 03, Mercredi, 13 janvier 1999, p. B-5.
- «Mouvements inexpliqués de l'armée dans le nord du Kosovo», Le Devoir, Vol. XC, n° 05, Vendredi, 15 janvier 1999, p. B-9.
- «La violence fait au moins 15 morts au Kosovo», Le Devoir, Vol. XC, n° 06, samedi, 16 et Dimanche, 17 janvier 1999, p. A-7.
- Fletcher, Philippa. «Belgrade dans la mire de l'OTAN», Le Devoir, Vol. XC, n° 07, lundi, 18 janvier, p. A-1 et A-8.
- Rater, Philippe. «Profondes divergences entre Américains et Européens », Le Devoir, Vol. XC, n° 13, lundi, 25 janvier 1999, P.A-5.
- «Recherche d'une solution au Kosovo : L'UE exerce des pressions sur les deux parties », Le Devoir, Vol. XC n° 14, mardi, le 12 janvier 1999, p. B-5.
- «Kosovo : certains cadavres de Racak ont pu être «manipulés », Le Devoir, Vol. XC, n° 15, Mercredi, 27 janvier 1999, p. A-5.
- «Reprise des combats au Kosovo », Le Devoir, Vol. XC, n° 16, jeudi, 28 janvier 1999, p.B-6.
- «Kosovo : Négociez, sinon... », Le Devoir, Vol. XC, n° 17, vendredi, 29 janvier 1999, p. A-7.
- «Tous invités à Rambouillet », Le Devoir, Vol. XC, n° 18, samedi, 30 et dimanche, 31 janvier 1999, p. A-8.

- «La réponse des belligérants se fait attendre », Le Devoir, Vol. XC, n° 19, lundi, 1^e février 1999, p. A-5.
- «Les Albanais du Kosovo sont instamment priés de se rendre à Rambouillet », Le Devoir, Vol. XC, n° 20, mardi, 2 février 1999, p. B-5.
- «L'UCK participera aux pourparlers», Le Devoir, Vol. XC, n° 21, mercredi, 3 février 1999, p. A-6.
- «Belgrade participera aux pourparlers», Le Devoir, Vol. XC, n° 23, vendredi, 5 février 1999, p. B-7.
- «Les Serbes tapent déjà du poing », Le Devoir, Vol. XC, n° 24, samedi, 6 et dimanche, 7 février 1999, p. A-8.
- «Serbes et Albanais entament des discussions », Le Devoir, Vol. XC, n° 25, lundi, 8 février 1999, p. A-5.
- « Ça avance », mais c'est compliqué », Le Devoir, Vol. XC, n° 26, mardi, 9 février 1999, p. A-5.
- «Retour des dépouilles au village de Racak », Le Devoir, Vol. XC, n° 28, jeudi, 11 février 1999, p. B-5.
- «Les victimes de Racak sont inhumées », Le Devoir, Vol. XC, n° 29, vendredi, 12 février 1999, p. A-1 et A-5.
- «Madeleine Albright aux pourparlers sur le Kosovo », Le Devoir, Vol. XC, n° 30, samedi, 13 et dimanche, 14 février 1999, p. A-11.
- «Six jours pour sauver le Kosovo », Le Devoir, Vol. XC, n° 31, lundi, 15 février 1999, p. A-1 et A-8
- «Albright fait pression sur les Serbes», Le Devoir, Vol. XC, n°33, mercredi, 17 février 1999, p. B-6.
- «Serbes et Kosovars campent sur leurs positions », Le Devoir, Vol. XC, n° 34, jeudi, 18 février 1999, p. B-5.
- «Des familles dénoncent les conditions de vie des soldats canadiens », Le Devoir, Vol. XC, n° 35, vendredi, 19 février 1999, p. A-4.

«Le Canada est prêt à envoyer de 500 à 800 soldats au Kosovo», Le Devoir, Vol. XC, n° 35
Vendredi, 19 février 1999, p. B-7.

« Forcing » diplomatique à Rambouillet », Le Devoir, Vol. XC, n° 37, lundi, 22 février
1999, p. A-1 et A-8.

«Violents combats au Kosovo », Le Devoir, Vol. XC, n° 38, mardi, 23 février 1999, p. A-1
et A-7.

«Moitié d'accord à Rambouillet », Le Devoir, Vol. XC, n° 39, mercredi, 24 février 1999,
p. B-7.

«Les Kosovars se dotent d'un «gouvernement provisoire », Le Devoir, Vol. XC, n° 40,
Jeudi, 25 février 1999, p. B-7.

« Tension extrême » au Kosovo », Le Devoir, Vol. XC, n° 41, vendredi, 26 février 1999,
p. B-5.

«Des vérificateurs sont arrêtés à la frontière », Le Devoir, Vol. XC, n° 42, samedi, 27 et
Dimanche, 28 février 1999, p. A-8.

Nougayrède, Nathalie. «En Voïvodine, on garde le sens de l'humour » Le Devoir, Vol. XC,
n° 42, samedi, 27 et dimanche, 28 février 1999, p. A-8.

«Tensions à l'occasion d'un anniversaire», Le Devoir, Vol. XC, n° 43, lundi, 1^e mars 1999,
p. A-5.

«Des milliers de Kosovars sont jetés sur les routes », Le Devoir, Vol. XC, n° 44, mardi,
2 mars 1999, p. A-5.

«Un irréductible de l'UCK claque la porte », Le Devoir, Vol. XC, n° 45, mercredi, 3 mars
1999, p. B-5.

«L'armée yougoslave cherche l'avantage du terrain », Le Devoir, Vol. XC, n° 46, jeudi,
4 mars 1999, p. B-5.

«Brcko deviendra un district neutre », Le Devoir, Vol. XC, n° 48, samedi, 6 et dimanche,
7 mars 1999, p. A-7.

«Le oui de l'UCK se fait attendre », Le Devoir, Vol. XC, n° 49, lundi, 8 mars 1999, p.A-5.

«Avec l'affaire Brcko, même les modérés lâchent la communauté internationale »,
Le Devoir, Vol. XC, n° 49, lundi, 8 mars 1999, p. A-5.

«L'UCK est prête à signer le plan de Rambouillet », Le Devoir, Vol. XC, n° 50, mardi, 9 mars 1999, p. A-5.

«Soldats en Macédoine et en goguette », Le Devoir, Vol. XC, n° 52, jeudi, 11 mars 1999, p. B-5.

«Grèce et Russie tentent à leur tour de faire fléchir Milosevic », Le Devoir, Vol. XC, n° 53, Vendredi, 12 mars 1999, p. A-5.

«Espoir de signature du côté albanais », Le Devoir, Vol. XC, n° 54, samedi, 13 et Dimanche, 14 mars 1999, p. A-11.

«Les forces serbes accentuent la pression militaire », Le Devoir, Vol. XC, n° 55, lundi, 15 mars 1999, p. A-5.

«Kosovo : L'heure de vérité », Le Devoir, Vol. XC, n° 55, lundi, 15 mars 1999, p. A-1 et A-8.

«Les Albanais signent, les Serbes s'obstinent », Le Devoir, Vol. XC, n° 56, mardi, 16 mars 1999, p. A-1 et A-8.

«Belgrade se prépare à la guerre, selon le Pentagone », Le Devoir, Vol. XC, n° 57, Mercredi, 17 mars 1999, p. B-6.

«Efforts diplomatiques de dernière heure», Le Devoir, Vol. XC, n° 58, jeudi, 18 mars 1999, p. A-5.

«Une signature et un nouveau délai », Le Devoir, Vol. XC, n° 59, vendredi, 19 mars 1999, p. B-7.

«L'OTAN va frapper, avertit Clinton », Le Devoir, Vol. XC, n° 60, samedi, 20 et Dimanche, 21 mars 1999, p. A-1 et A-10.

«La situation s'envenime au Kosovo », Le Devoir, Vol. XC, n° 61, lundi, 22 mars 1999, p. A-5.

Porte, Jean-Luc. «Offensive serbe généralisée contre l'UCK dans le Drenica », Le Devoir, Vol. XC, n° 61, lundi, 22 mars 1999, p. A-5.

« Milosevic ne cédera pas », Le Devoir, Vol. XC, n° 62, mardi 23 mars 1999, p. A-1 et A-8.

François, Didier. «Sur tous les visages, la terreur », Le Devoir, Vol. XC, n° 62, mardi, 23 mars 1999, p. A-1 et A-8.

«Kosovo : L'OTAN reçoit l'ordre de frapper », Le Devoir, Vol. XC, n° 63, mercredi, 24 mars 1999, p. A-1 et A-10.

«En route pour Washington, Primakov fait demi-tour », Le Devoir, Vol. XC, n° 63, Mercredi, 24 mars 1999, p. B-6.

Rater, Philippe. «L'objectif militaire de Belgrade est difficile à cerner pour l'OTAN », Le Devoir, Vol. XC, n° 63, mercredi, 24 mars 1999, p. B-6.

Reid, Robert. «L'OTAN frappe en Yougoslavie », Le Devoir, Vol. XC, n° 64, jeudi, 25 mars 1999, p. A-1 et A-8.

Lévesque, Claude. «L'OTAN sans l'ONU», Le Devoir, Vol. XC, n° 64, jeudi, 25 mars 1999, p. A-1.

«Pristina est plongée dans le noir», Le Devoir, Vol. XC, n° 64, jeudi, 25 mars 1999, p. B-5.

«La «menace » serbe face à l'Alliance », Le Devoir, Vol. XC, n° 64, jeudi, 25 mars 1999, p. B-5.

«Moscou gèle sa coopération avec l'OTAN », Le Devoir, Vol. XC, n° 64, jeudi, 25 mars 1999, p. B-5.

«Un conflit interminable », Le Devoir, Vol. XC, n° 64, jeudi, 25 mars 1999, p. B-5.

«Les frappes s'intensifient », Le Devoir, Vol. XC, n° 65, vendredi, 26 mars 1999, p. A-1 et A-10.

«Le vide des bombes », Le Devoir, Vol. XC, n° 65, vendredi, 26 mars 1999, p. A-8.

«Argumentation pacifiste », Le Devoir, Vol. XC, n° 65, vendredi, 26 mars 1999, p. A-9.

«La communauté serbe ira manifester à Ottawa », Le Devoir, Vol. XC, n° 65, vendredi, 26 mars 1999, p. A-3.

«Moscou dénonce les frappes mais renonce à la force », Le Devoir, Vol. XC, n° 65, Vendredi, 26 mars 1999, p. B-7.

«Finalement, la capitale yougoslave connaît la peur », Le Devoir, Vol. XC, n° 65, Vendredi, 26 mars 1999, p. B-7.

- «Loin des bombes, la vengeance des Serbes », Le Devoir, Vol. XC, n° 65, vendredi, 26 mars 1999, p. A-8.
- «Gesticulation : les demi- guerres sont les pires», Le Devoir, Vol. XC, n° 66, samedi, 27 et Dimanche, 28 mars 1999, p. A-8.
- «La guerre sur Internet», Le Devoir, Vol. XC, n° 66, samedi, 27 et dimanche, 28 mars 1999, p. A-8.
- «La Serbie est inflexible », Le Devoir, Vol. XC, n°66, samedi,27 et dimanche, 28 mars 1999, p. A-1 et A-14.
- «Vivre dans la crainte à Belgrade », Le Devoir, Vol. XC, n° 66, samedi, 27 et dimanche, 28 mars 1999, p. A-1 et A-14.
- «De Bagdad à Belgrade », Le Devoir, Vol. XC, n° 66, samedi, 27 et dimanche, 28 mars 1999, p. A-1.
- «Un droit international inadapté », Le Devoir, Vol. XC, n° 66, samedi, 27 et dimanche, 28 mars 1999, p. A-13.
- «500 000 Kosovars sur les routes», Le Devoir, Vol. XC, n° 67, lundi, 29 mars 1999,p. A-1 et A-8.
- «Un bien étrange dictateur », Le Devoir, Vol. XC, n° 67, lundi, 29 mars 1999, p. A-1 et A-8.
- «Le F-117A, indétectable, mais pas indestructible », Le Devoir, Vol. XC, n° 67, lundi, 29 mars 1999, p. A-8.
- «Une stratégie pathétique », Le Devoir, Vol. XC, n° 67, lundi, 29 mars 1999, p. A-5.
- «Le Kosovo en question », Le Devoir, Vol. XC, n° 67, lundi, 29 mars 1999, p. A-6.
- «L'OTAN n'est pas à blâmer, selon Eggleton », Le Devoir, Vol. XC, n° 68, mardi, 30 mars 1999, p. A-5.
- «Amorce d'une médiation russe », Le Devoir, Vol. XC, n 68, mardi, 30 mars 1999, p. A-1 et A-8.
- «Les Serbes auraient exécuté des dirigeants Kosovars, selon l'OTAN », Le Devoir, Vol. XC, n° 68, mardi, 30 mars 1999, p.B-5.

«Troupes au sol : une option étudiée mais repoussée », Le Devoir, Vol. XC, n° 68, mardi, 30 mars 1999, p. B-5.

«L'OTAN rejette l'offre de Milosevic », Le Devoir, Vol. XC, n° 69, mercredi, 31 mars 1999, p. A-1 et A-10.

«Paroles de réfugiés », Le Devoir, Vol. XC, n° 69, mercredi, le 31 mars 1999, p. B-1.

«Ottawa réagit au drame Kosovar », Le Devoir, Vol. XC, n° 69, mercredi, 31 mars 1999, p. A-6.

«En Europe centrale, les frappes divisent l'opinion », Le Devoir, Vol. XC, n° 69, mercredi, 31 mars 1999, p. A-6.

«Les raids ébranlent la coalition », Le Devoir, Vol. XC, n° 69, mercredi, 31 mars 1999, p. A-6.